



# L'ASIE DU NORD-EST FACE A LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA CHINE

UNE REGION AUX HERITAGES HISTORIQUES STRUCTURANTS,  
MAIS QUI NE FAIT PAS SYSTEME

**PIERRE GROSSER**

## AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document  
n'engagent que leurs auteurs.  
Elles ne constituent en aucune manière  
une position officielle du ministère de la défense.

## L'Asie du nord-est face à la montée en puissance de la Chine

## L'Asie du nord-est face à la montée en puissance de la Chine

L'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (Irsem) a été créé par le ministère de la défense afin de promouvoir la recherche sur les questions de défense. Ses 35 chercheurs permanents, assistés par une équipe de soutien de 5 personnes, cultivent des approches pluridisciplinaires tout en favorisant les regards croisés entre chercheurs universitaires et militaires. En collaboration avec les principales composantes du ministère (État-Major des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Délégation Générale pour l'Armement, Délégation aux Affaires Stratégiques, Enseignement Militaire Supérieur), et en lien avec le tissu français et international de la réflexion stratégique, l'Institut a pour missions de produire des études destinées à renouveler les perspectives conceptuelles, d'encourager les jeunes chercheurs travaillant sur ces domaines, de participer à l'enseignement militaire, et de faire rayonner la pensée stratégique française, notamment par des partenariats internationaux.

L'ensemble des **manifestations scientifiques** organisées par l'Irsem est annoncé sur son site : [www.irsem.defense.gouv.fr](http://www.irsem.defense.gouv.fr).

Les productions de l'Irsem :

- **5 collections** sont consultables en ligne : Les Cahiers, Les Études, les *Paris Papers*, Les Fiches de l'Irsem, et une Lettre mensuelle d'information.
- **1 revue** académique est éditée à la *Documentation Française* : Les Champs de Mars.

L'Irsem a également développé un **programme « Jeunes Chercheurs »** qui vise à favoriser l'émergence d'une relève stratégique grâce à un séminaire mensuel, à des bourses doctorales et post-doctorales, et à un soutien financier et logistique, dont le détail est en ligne sur son site.

## L'Asie du nord-est face à la montée en puissance de la Chine

## INTRODUCTION

Au début des années 2000, la grande question était d'évaluer tout l'éventail des stratégies possibles des Etats face à l'unipolarité américaine<sup>1</sup>. Désormais, le même type d'analyse est effectué pour savoir quelles pourraient être les réponses à la potentielle unipolarité chinoise dans la région<sup>2</sup>. Face à la Chine, à côté du « *balancing* », souvent « *soft* » (un peu de rapprochement avec les puissances extérieures et de réarmement, le développement d'institutions pour lier le puissant), il y aurait un mélange de « *hedging, hiding, bising, diverting, transcending, free-riding, bandwagoning, buck-passing* », et de l'« *omni-entmeshment* »<sup>3</sup>, à savoir l'engagement de puissances nombreuses et diverses (Etats-Unis, Japon, Inde, Russie, Corée du Sud, Australie...), ainsi que des réminiscences de réflexes de vassalité à l'égard d'une Chine respectueuse des souverainetés. Les politiques du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan à l'égard de la Chine pourraient être passées au crible de ces modèles<sup>4</sup>.

Toutefois, plutôt que de partir d'anticipations modélisées et de cadres théoriques préétablis, cette étude s'attache à identifier les soubassements systémiques historiques<sup>5</sup> et les répertoires de culture diplomatique et de représentations sur lesquels des politiques ont été et sont encore construites. Ensuite, elle montrera comment le jeu régional s'est configuré au milieu des années 1990, après une période d'incertitudes liées à une longue sortie de guerre froide qui ne s'est pas déroulée selon les mêmes temporalités qu'en Europe, mais qu'il n'est pas encore possible de savoir comment, et si, ces

---

<sup>1</sup> WALT, Stephen M., *Taming American Power. The Global Response to US Primacy*, Norton, 2005.

<sup>2</sup> ROSS, Robert S., "Balance of Power Politics and the Rise of China: Accommodation and Balancing in East Asia", *Security Studies*, 2006, n°15(3), CHUNG, Jae Ho, "East Asian Responses to the Rise of China. Patterns and Variations", *Pacific Affairs*, hiver 2009/2010, CHAN, Steve, « An Odd Thing Happened on the Way of Balancing: East Asia's States' Reaction to China's Rise », *International Studies Review*, Septembre 2010.

<sup>3</sup> GOH, Evelyn "Great Powers and Hierarchical Order in Southeast Asia: Analysing Regional Security Challenges", *International Security*, 2008, n°32(3).

<sup>4</sup> Ainsi, pour le Japon, MOCHIZUKI, Mike M., « Japan's Shifting Strategy toward the Rise of China », *Journal of Strategic Studies*, 2007, n°30(4-5)

<sup>5</sup> Un des livres de référence sur les relations internationales débute par ce type d'analyse : KIM, Samuel S., "The Evolving Asian System. Three Transformations", In: SHAMBAUGH, David et YAHUDA, Michael (eds.), *International Relations of Asia*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2008

configurations feront système. En effet, elles relèvent d'échelles imbriquées, bilatérales, régionales, globales, dans un monde ouvert. De plus, ces configurations sont de plus en plus dépendantes des évolutions intérieures des pays, qu'il s'agisse des cycles électoraux, des évolutions sociales et économiques, ou des perceptions des « tendances mondiales » qu'essayaient déjà de percevoir les Japonais dans les années 1920.

## **I/ LES FONDEMENTS HISTORIQUES DES RAPPORTS A LA CHINE EN ASIE DU NORD-EST**

L'entrée dans le monde moderne s'est traduite en Asie par un long siècle de guerres, de révolutions, et de domination impérialiste. Il a pris fin dans les années 1970. La succession, sur un temps court, de plusieurs systèmes internationaux explique qu'ils soient encore des références vives, même si elles n'appartiennent que rarement à la mémoire directe. Le système sinocentré, parfois réhabilité aujourd'hui, fait paradoxalement partie du répertoire des nationalismes, japonais, coréens, mais aussi chinois. La « westphalisation » a été, pour le défaire, une ressource. Mais il a fait place à des rivalités entre puissances extérieures, et surtout à une gigantesque inversion, le Japon se plaçant au Centre, tandis que la Chine s'est considérée victime. L'hégémonie américaine à construit un réseau de pays clients, tandis que la Chine communiste s'infligeait des secousses qui, cette fois, n'ont pas menacé son intégrité. Le rapprochement sino-américain a établi une forme de statu quo.

### **De l'ordre sinocentré aux affres de la « westphalisation »**

#### **Le retour du discours sur le modèle sino-centré et sur ses vertus**

L'ordre « international » en Asie orientale fut longtemps hiérarchique et fondé sur une culture commune. Sino-centré, il reposait sur le principe de « la Chine supérieure, les autres inférieurs ». Il faut donc parler aujourd'hui de « résurgence » et non d'« émergence » de la Chine. La supériorité de l'Empire se situait principalement dans le domaine culturel et moral. Normes et valeurs internes servaient à réguler les relations avec le monde extérieur : il n'y avait pas de réelle séparation entre politique intérieure et politique extérieure. C'était la moralité et non le droit qui réglait les rapports « internationaux ».

Depuis quelques années, la République Populaire de Chine est tentée par la réhabilitation de ce passé, et elle peut s'appuyer sur des travaux académiques publiés aux Etats-Unis. Cet ordre aurait permis de limiter les affrontements interétatiques, qui auraient été moins nombreux qu'en Europe durant des

siècles<sup>6</sup> ; le terme de « *pax sinica* » est parfois utilisé. Le système tributaire n'aurait pas été fondé sur des logiques hégémoniques et colonialistes. Il aurait privilégié l'harmonie culturelle et le respect des différences plus que la puissance militaire et économique. A l'inverse des prétentions occidentales à imposer un modèle politique et à intervenir dans les affaires intérieures des autres pays, il aurait laissé une grande autonomie à chacun de ses membres, tant que ceux-ci reconnaissaient la place symbolique de l'Empereur.

Au contraire, l'imposition du système occidental moderne, fondé sur l'Etat-nation comme unité politique exclusive et les rivalités de puissances, aurait plongé la région dans des guerres terribles au XXe siècle. L'entrée du Japon dans la « société » des nations civilisées à la fin du XIXe siècle s'est ainsi traduite par une succession d'agressions impérialistes et de la constitution d'un Empire colonial jusqu'à la catastrophe de 1945. Si la « victimisation » semble si répandue en Corée aujourd'hui, c'est parce qu'après des siècles de paix (trois guerres en cinq siècles), l'histoire de la péninsule des années 1860 aux années 1950 fut un long calvaire, où se succédèrent agressions et dominations étrangères, rivalités internationales sur le territoire coréen et guerres fratricides, et enfin une division durable. Toutefois, il existe également en Corée un discours de « victimisation » visant les agressions constantes du Japon, depuis les activités de ses pirates aux XIIIe-XVIe siècles jusqu'aux discriminations que connaissent les Coréens au Japon, en passant par la tentative d'invasion des années 1590, l'absorption de la Corée dans l'Empire japonais durant près d'un demi-siècle et les « femmes de confort » coréennes livrées à la soldatesque japonaise.

Déjà, le discours officiel et les manuels scolaires à l'époque maoïste (mais aussi dans le régime nationaliste à Taiwan), vantaient l'« amour de la paix » de la Chine à travers les siècles, confrontée à l'agressivité des puissances prédatrices, ainsi que la capacité de la Chine à assimiler pacifiquement les peuples différents sur ses marges. Désormais, il est question de domination bienveillante de la Chine en Asie, qui serait une voie alternative pour amener

---

<sup>6</sup> KANG, David C. « Hierarchy in Asian International Relations, 1300-1900 ». *Asian Security*. Janvier 2005, IDEM. *China Rising, Peace, Power and Order in East Asia*. New York: Columbia University Press, 2007, chapitre 2, IDEM, *East Asia before the West. Five Centuries of Trade and Tribute*, New York, Columbia University Press, 2010, chapitres 3 et 4.

l'ordre et la paix. Ainsi, la réhabilitation de l'ordre traditionnel est-il un moyen de légitimer la puissance chinoise à venir, de rassurer sur ses conséquences, de contrer toute politique d'alliance antichinoise, et de poser les bases d'une théorie des relations internationales alternative. Elle permet de replacer la Chine au centre, alors que la modernité étatique-capitaliste en avait fait une périphérie, non seulement des centres de puissance globaux euro-américains pendant un siècle (des années 1840 aux années 1940), mais aussi de son ancienne périphérie, le Japon, sous la forme impérialiste des années 1890 à 1945 ou sous la forme de la division régionale du travail à partir des années 1980.

De même, des historiens japonais montrent depuis les années 1980 que le système tributaire était le lubrifiant de flux d'échanges intra-asiatiques dans lesquels les marchands chinois avaient un rôle majeur, et sur lesquels les Occidentaux n'ont faits que se greffer. Ces marchands servaient d'intermédiaires entre les Japonais et les Occidentaux, voire concurrençaient ceux-ci<sup>7</sup>. Dès lors, il est possible d'affirmer que le système tributaire apportait non seulement la paix mais aussi la prospérité, que la Chine n'était pas un Empire immobile, féodal, terrestre et fermé (et donc que l'« ouverture » de la Chine communiste depuis 1978 n'est qu'un retour de l'histoire), qu'il existait des formes de régionalisme spécifique que l'Asie reconstituerait aujourd'hui après la parenthèse de l'intrusion impérialiste occidentale, et enfin qu'il existait un capitalisme asiatique et une certaine prospérité qui ne devaient rien à l'Occident, voire qui seraient antérieurs aux succès économiques de celui-ci<sup>8</sup>.

Les observateurs essayent donc de discerner, dans les relations de plus en plus étroites entre la Chine et ses voisins asiatiques, ce qui peut rappeler les relations tributaires. Toutefois, beaucoup s'inquiètent de l'utilisation de ce passé par la Chine, laquelle pourrait vouloir restaurer une prétendue primauté pluriséculaire, étendre son influence dans tous les recoins de l'Asie qui furent liés à l'Empire, et nier les identités nationales de ses voisins. Elle semble

---

<sup>7</sup> HAMASHITA, Takeshi, *China, East Asia and the Global Economy. Regional and Historical Perspectives*, Londres, Routledge, 2008.

<sup>8</sup> Ces thèses font l'objet de discussions passionnées entre historiens économistes, au-delà de l'impact de leur vulgarisation : BEAUJARD, Philippe, BERGER, Laurent et NOREL, Philippe (dir.), *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, Paris, La Découverte, 2009, GIPOULOUX, François, *La Méditerranée asiatique : villes portuaires et réseaux marchands en Chine, au Japon et en Asie du Sud-Est*, Paris, CNRS Editions, 2009, numéro spécial de *The Economic History Review*, 2011, vol. 64, supplément 1.

refuser l'hégémonisme et le mondialisme interventionnistes de l'Occident post-guerre froide, se faisant le défenseur de la souveraineté et de l'indépendance, mais elle utiliserait le discours de l'ordre régional sino-centré et de l'ordre mondial harmonieux « sous le même ciel » avec des ambitions clairement hégémoniques<sup>9</sup>. Des citations de Sun Yat-sen, de Tchang Kai-chek ou de Mao Tse-toung sont exhumées, où les grands leaders se lamentaient sur la perte de morceaux de la mère-patrie, à savoir la Corée et Taiwan, et des vassaux birman et annamite. Des historiens chinois expliquent aujourd'hui que Pékin n'a jamais approuvé l'abolition du royaume des Ryukyus et que l'occupation américaine d'Okinawa après 1945 était donc illégale, alors même que la Chine communiste affirmait l'appartenance d'Okinawa au Japon (jusqu'à sa restitution au Japon en 1971) afin d'empêcher que les Etats-Unis y établissent une base. Des manifestations antijaponaises ont en 2010 appelé à « restaurer les Ryukyus » et à « libérer Okinawa ». En 2010 toujours, des manœuvres navales américano-japonaises ont été menées pour préparer la reprise d'îles des Ryukyus en cas d'occupation par la Chine dans le but de s'ouvrir le Pacifique<sup>10</sup>.

Certes, l'intervention des « volontaires » chinois dans la guerre de Corée en 1950 pour repousser les troupes américaines peut être interprétée comme une répétition des envois de soldats en 1592-98 et en 1882-1895 pour protéger la Corée des ambitions japonaises, et pour la première fois en 2010 la Chine l'a commémorée avec emphase<sup>11</sup>. Néanmoins, la Chine a aussi tenté d'imposer sa domination lors de ces deux épisodes, et elle est parfois accusée de vouloir faire de la Corée du Nord une quatrième province du Nord et de manipuler l'histoire du royaume ancien de Goguryeo, en le présentant non comme un

---

<sup>9</sup> Sur le thème d' « Eastphalia », défense asiatique de l'ordre westphalien, LO, Chang-Fa, « Values to Be Added to an « Eastphalian Order » by the Emerging China », *Indiana Journal of Global Legal Studies*, Hiver 2010 ; pour une critique du discours utopique chinois, CALLAHAN, William A., « Chinese World Order; Post-Hegemonic or a New Hegemony? », *International Studies Review*, 2008, n°10(3).

<sup>10</sup> HOLME, James et TOSHI, Yoshihara, « Ryukyu Chain in China's Island Strategy », *China Brief*, n°10(18), 10 septembre 2010.

<sup>11</sup> SLOW, Maria Wey-shen, « 60th Anniversary of China's Involvement in the Korean War », *Asia-Pacific Bulletin*, East-West Center, 13 novembre 2010.

royaume coréen mais comme une province chinoise, et en insistant sur les capacités d'assimilation des Han à leurs frontières<sup>12</sup>.

*Les limites de ce modèle avant même la « pénétration » occidentale et la « westphalisation » de l'Asie orientale*

Toutefois, la focalisation sur la culture et les questions de statut au sein de l'ordre sino-centré, ainsi que le discours victimaire de la Chine au XX<sup>e</sup> siècle (la Chine qui aurait été agressée de toutes parts mais n'aurait jamais été agresseur) peuvent faire oublier l'existence de pratiques impériales et guerrières au sein même de cet ordre. Celles-ci sont aujourd'hui mises en avant, en partie pour contrer le discours officiel chinois sur l'harmonie et la paix comme marquages « génétiques » de l'Empire chinois, et aussi pour avancer implicitement que si la Chine a pu être impérialiste et belliciste, elle pourrait le redevenir. L'empire des Qing (dynastie mandchoue qui accède au pouvoir en 1644) s'est construit par la guerre et la militarisation, comme bien des Etats en Europe, et grâce à l'utilisation de technologies modernes ; comme ces Etats, il chercha à développer contrôle territorial et centralisation administrative, avec une utilisation précoce de la cartographie. Il faut rappeler toutefois qu'il n'y eut jamais de projet chinois d'envahir le Japon, ce qui ne peut qu'orienter les perceptions de la « menace chinoise » aujourd'hui.

Même avec la Corée, considérée souvent comme un tributaire modèle, totalement intégré à l'univers culturel chinois, les relations n'étaient pas toutes d'harmonie. C'est par deux invasions en Corée au XVII<sup>e</sup> siècle et le maintien du prince héritier en captivité que les Qing imposèrent la soumission à une dynastie Choson fidèle aux Ming ; les franchissements illégaux de la frontière sino-coréenne justifiaient des pratiques coercitives pour sa délimitation<sup>13</sup>. Une tradition historiographique coréenne met en valeur, pour un pays doublement

---

<sup>12</sup> Voir les articles publiés dans le *Journal of Northeast Asian History*, Été 2010. La Chine a eu l'impression d'agir de manière défensive au début de la controverse : ROEHRIG, Terence, « History as a Strategic Weapon. The Korean and Chinese Struggle over Koguryo », *Journal of Asian and African Studies*, 2010, n°45(1).

<sup>13</sup> SCHMID, Andre. « Tributary Relations and the Qing-Choson Frontier on Mount Paektu ». In : LARY, Diana (ed.). *The Chinese State at the Borders*. Vancouver : University of British Columbia Press, 2007.

périphérique, l'oppression du monde hiérarchique sino-centré avant même l'oppression du système international occidental-centré. Ainsi, le système tributaire fut selon les Chinois bénéfique aux Coréens, alors que ceux-ci considèrent que la Corée en a pâti<sup>14</sup>.

Deuxièmement, ce système « asiatique » n'a jamais vraiment correspondu à ce que l'étude des textes classiques a permis d'idéaliser. Le système, qui n'était qu'un mode de gestion parmi d'autres des relations avec les voisins et les étrangers<sup>15</sup>, connut un apogée institutionnel durant les grandes heures de la dynastie Ming, qui devint au XIXe siècle la référence pour les Occidentaux qui mettaient en exergue l'exceptionnalité et l'altérité chinoises<sup>16</sup>.

Mais la hiérarchie connaissait déjà, au XIXe siècle, une certaine fluidité, qui pouvait aller jusqu'au décentrage de l'ordre hiérarchique, et une contestation des prétentions des Qing à la centralité. Pour la dynastie Choson en Corée (1392-1910), les Mandchous qui avaient conquis la Chine au XVIIe siècle étaient des barbares venus du Nord, auxquels allégeance avait été faite tardivement. Elle considéra donc que la Corée était le dernier bastion de la civilisation confucéenne, ne manifestant aux Qing qu'une loyauté superficielle, tout en continuant longtemps les célébrations en l'honneur des Ming. Cette certitude fut d'autant plus forte qu'elle estimait que la Chine et le Japon s'étaient fait « corrompre » par les intrusions occidentales, alors que les Choson avaient résisté<sup>17</sup>.

---

<sup>14</sup> GRIES, Peter Hays & alii, "Historical beliefs and the perception of threat in Northeast Asia: colonialism, the tributary system, and China-Japan-Korean relations in the XXIst Century", *International Relations of the Asia-Pacific*, 2009, n°9(2), BAIK, Youngseo, « Modern China as perceived from a periphery: a century of historiography in Korea », *Journal of Modern Chinese History*, 2010, n°4(2).

<sup>15</sup> RAWSKI, Evelyn S., "Chinese Strategy and Security Issues in Historical Perspective", In: WOMACK, Brantly (ed.), *China's Rise in Historical Perspective*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2010.

<sup>16</sup> ZHANG, Feng, « Rethinking the "Tribute System" : Broadening the Conceptual Horizon of Historical East Asian Politics », *Chinese Journal of International Politics*, Hiver 2009.

<sup>17</sup> HARA, Takemichi. "Korea, China, and Western Barbarians: Diplomacy in Early Nineteenth-Century Korea". *Modern Asian Studies*. 1998, n°32(2)

Le Japon ne se reconnaissait plus depuis longtemps comme Etat tributaire<sup>18</sup>. N'ayant pas de frontière terrestre avec l'Empire chinois, il n'a pas connu les expéditions qu'ont subies les « vassaux » coréens et vietnamiens et pouvait donc s'émanciper plus facilement de l'ordre sino-centré, même s'il est probable que le Japon s'est pensé comme Etat et a importé les institutions politiques chinoises à cause de la perception d'une menace continentale aux temps de la dynastie Tang. Si le régime Togukawa ne voulait pas être en position d'infériorité, il a également essayé de mettre en place un ordre alternatif qui reposait, par mimétisme, sur les mêmes valeurs et les mêmes pratiques. Les opérations militaires en Corée dans la dernière décennie du XVI<sup>e</sup> siècle avaient pour but de contrôler le commerce et de créer un nouvel ordre international afin de supplanter les Ming. L'intervention chinoise fut justifiée par les obligations à l'égard d'un « vassal », mais aussi pour protéger l'hégémonie des Ming<sup>19</sup>. La réflexion sur un ordre japo-centrique commença au début du XVII<sup>e</sup> siècle, fondée sur un sentiment de supériorité militaire, malgré l'échec en Corée, sur la réinvention de traditions culturelles distinctes des influences chinoises, sur un discours mettant en valeur l'unité « raciale » du Japon, et sur un certain dynamisme commercial.

De plus, comparaison était faite entre la continuité dynastique au Japon et les dynasties « tartares » qui avaient régné en Chine, et avec une dynastie mandchoue sur le trône chinois depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. A partir des années 1840, les défaites des Qing face aux Occidentaux apparurent comme des preuves de la décadence de l'empire chinois. Le Japon était dès lors bien plus digne d'occuper une position centrale, même s'il considérait que la Chine était une bien plus grande puissance. Il est possible que cette volonté de se placer au moins sur un pied d'égalité avec la Chine a permis au Japon de mieux appréhender la notion westphalienne d'égalité des Etats, tout en supportant mal la manière dont les puissances occidentales le maintenaient dans un statut inférieur. En revanche, la Corée étant restée plus longtemps liée au système

---

<sup>18</sup> TOBY, Ronald P. *State and Diplomacy in Early Modern Japan. Asia in the Development of the Tokugawa Bakufu*. Princeton: Princeton University Press, 1984, YASUNORI, Arano. "The Formation of a Japanocentric World Order". *International Journal of Asian Studies*. 2005, n°2(2), NOSCO, Peter. "The Place of China in the Construction of Japan's Early Modern World View". *Taiwan Journal of East Asian Studies*. Juin 2007.

<sup>19</sup> SWOPE, Kenneth M., *A Dragon's Head and a Serpent's Tail. Ming China and the First Great East Asian War, 1592-1598*, University of Oklahoma Press, 2009.

hiérarchique sino-centré, qui la protégea un temps contre les prétentions occidentales, elle aurait recherché auprès des Etats-Unis, dès la fin du XIXe siècle, une relation de protection paternaliste plus que l'égalité<sup>20</sup>.

Ainsi, la prise de distance du Japon avec le monde sino-centré aurait été un long cheminement, qui se serait achevé avec la découverte du « retard » de la Chine dans la seconde moitié du XIXe siècle et la victoire militaire sur la Chine en 1895, laquelle aurait définitivement condamné celle-ci comme référence, sauf en tant que repoussoir. Tout ce qui était chinois était désormais méprisé, sauf par une petite élite intellectuelle. Toutefois, la « redécouverte » de l'Asie et de la Chine dans le Japon des années 1990 a conduit à relativiser cette prise de distance vis-à-vis de la Chine. La contestation de la centralité chinoise se serait longtemps faite en fonction d'une vision du monde « chinoise ». La restauration Meiji, renouvelant la symbolique impériale, fut un moyen de se présenter comme héritier de la Chine, les Qing ayant perdu le « mandat du ciel » : dans le langage utilisé pour parler de l'Empereur, dans le renouvellement de l'écriture de l'histoire dynastique, dans l'idéal de centralisation bureaucratique, le référent impérial chinois était bien présent. Les études chinoises sont restées dynamiques jusqu'à la mise en place d'un système d'éducation « à l'occidentale » à la fin du XIXe siècle<sup>21</sup>.

Mais à cause de cette longue émancipation du Japon, de cet effort pour se poser en centralité alternative, et de ce jugement que la Chine peut moins que le Japon prétendre à la centralité en Asie, les Japonais ne peuvent que se méfier de toute aspiration de la Chine à réoccuper la place centrale, qui rejetterait le Japon en position de subordination. Les Japonais sont dès lors prompts aujourd'hui à utiliser le langage de l'humiliation (japonaise) et de l'arrogance (chinoise), que les Occidentaux employaient au milieu du XIXe

---

<sup>20</sup> PARK, Seo-Hyun, « Small States and the Search for Sovereignty in Sinocentric Asia : Japan and Korea in the Late Nineteenth Century », In : REID, Anthony et YANGWEN, Zheng (eds.), *Negotiating Asymmetry. China's Place in Asia*, National University Press of Singapore, 2009.

<sup>21</sup> POSTEL-VINAY, Karoline. *Le Japon et la nouvelle Asie*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997, BOUGON, Yves. « Le Japon par lui-même. Réapprendre la Chine ». *Critique internationale*. Automne 1999, MEHL, Margaret. « Chinese Learning (*kangaku*) in Meiji Japan (1868-1912) ». *History*. Janvier 2000.

siècle à l'égard de la Chine pour la faire descendre de son piédestal<sup>22</sup>. Les journaux conservateurs font allusion aux rituels de l'ordre sino-centré lorsqu'ils condamnent la « diplomatie de la prosternation » chaque fois que le gouvernement ne semble pas assez ferme à l'égard de la Chine. Les demandes incessantes de la Chine pour des excuses japonaises auraient pour objectif d'humilier sans fin le Japon. En sens inverse, les Chinois sont prompts à rappeler le « siècle d'humiliations » qu'ils ont subi et à considérer qu'ils peuvent à la fois rechausser les bottes du Japon du Meiji pour être une nation forte avec une armée forte s'affirmant dans le monde compétitif des puissances, et reprendre la position centrale qui leur serait naturelle tout en rabaisant un Japon qui a voulu usurper la place de la Chine alors qu'historiquement il lui devrait tout, et qui longtemps a été considéré comme le pays des « pirates nains ».

*La « westphalisation » fut un moyen de mettre définitivement à bas le système sinocentré*

Le nouveau langage du droit et de l'égalité permettait de sortir des relations de vassalité avec la Chine. Le Japon se servit de ce nouvel ordre international pour contester la centralité chinoise, même s'il ne la respectait plus depuis longtemps. Le premier ambassadeur japonais, Soejima Taneomi, considéré comme un expert de la culture chinoise, s'efforça d'être reçu comme un égal par l'Empereur chinois, alors même qu'en tant que ministre des affaires étrangères, il avait mis du temps à accepter que l'empereur japonais dût se lever pour accueillir les Européens. Il put même précéder les diplomates européens en utilisant leurs règles protocolaires et se présenta à l'Empereur en costume occidental<sup>23</sup>. Le Japon signa un traité « égalitaire » avec la Chine en 1871, avec des droits et obligations réciproques. Les relations diplomatiques du Japon avec ses voisins asiatiques avaient longtemps été menées en suivant les rituels chinois et en chinois classique. Mais lors des négociations de Shimonoseki, destinées à mettre un terme à la guerre sino-japonaise, le

---

<sup>22</sup> HEVIA, James L., *English Lessons. The Pedagogy of Imperialism in Nineteenth-Century China*, Durham, Duke University Press, 2003.

<sup>23</sup> KEENE, Donald. *Emperor of Japan. Meiji and His World, 1852-1912*. New York: Columbia University Press, 2002, p. 223-227, BICKERS, Robert, *The Scramble for China. Foreign Devils in the Qing Empire, 1832-1914*, Londres, Penguin, 2011, p.252-254.

plénipotentiaire japonais utilisa l'anglais ; les textes rédigés dans cette langue devenaient les documents de référence, faisant foi s'il y avait contestation entre les versions japonaise et chinoise. Il n'y eut plus de cérémonial « à la chinoise » ; on se serrait simplement la main<sup>24</sup>.

La « westphalisation » reposait aussi sur des pratiques diplomatiques fondées sur l'humiliation. La diplomatie des excuses fut utilisée dès le début de la pénétration occidentale en Chine. C'est même dans le but d'éviter les voyages humiliants dans les capitales européennes pour présenter des excuses après des incidents survenus en Chine et pour pouvoir s'expliquer auprès des pouvoirs centraux plutôt que de dépendre des initiatives des diplomates en poste en Chine que les Qing se résolurent à mettre en place des représentants permanents. Les Japonais se sont engouffrés dans cette demande récurrente d'excuses humiliantes à la Chine, notamment au début du XXe siècle après les mouvements de boycott de produits japonais, et après les violences subies par les Japonais (et leurs biens) installés en Chine. Il n'est pas anodin qu'après les violences et le boycott antijaponais de 2004-2005, une grande majorité de l'opinion japonaise ait voulu que le gouvernement demande des excuses à Pékin.

Le caractère strictement interétatique des relations sino-japonaises se retrouve également dans l'utilisation des noms mêmes des Etats. Le terme « *cina* », qui avait donné dans les pays occidentaux « China » ou « Chine » fut de plus en plus utilisé au Japon (« Shina »), et triompha après la guerre de 1894-95. La Chine ne pouvait plus prétendre être l'« Empire du Milieu », car elle n'avait pu résister ni à l'Occident, ni au Japon, et avait subi l'humiliation, la guerre et l'opium, comme le racontaient les voyageurs japonais en Chine<sup>25</sup>. Elle n'était plus le centre du monde mais un pays en retard dans la course au progrès. Les nationalistes chinois ont vu depuis les années 1920 dans l'utilisation par le Japon de « Shina » une volonté de rabaisser la Chine<sup>26</sup>. Aujourd'hui, Ishihara Shintaro, le gouverneur de Tokyo et figure phare du nouveau nationalisme

---

<sup>24</sup> LEE, Keun-Gwan. « La traduction et la circulation des termes de droit international en Asie orientale, en particulier du *Wanguo gongfa* ». *Ebisu*. Automne-Hiver 2004, pp. 189-195

<sup>25</sup> FOGEL, Joshua A. *The Litterature of Travel in the Japan Rediscovery of China, 1862-1945*. Stanford: Stanford University Press, 1996, pp. 46-57.

<sup>26</sup> FOGEL, Joshua A. « On Japanese Expressions for “China” ». *Sino-Japanese Studies*. Décembre 1989, WAKABAYASHI, Bob Tadashi (ed.). *The Nankin Atrocity, 1937-38. Complicating the Picture*. New York: Berghahn Books, 2007, pp. 394-398

japonais, utilise ce terme lorsqu'il critique la passivité du gouvernement face aux « agressions verbales » de la Chine.

Le Japon s'en prit aux liens de suzeraineté entre la Chine et ses « vassaux ». Il put d'autant plus entreprendre cette politique qu'il pouvait la légitimer en prétendant œuvrer, comme les Puissances occidentales, au nom de standards de civilisation, dans le cadre d'un ordre international qui ne reconnaissait comme sujets que les Etats qui étaient assez civilisés pour assumer leur souveraineté. Il entreprenait le développement des tributaires de la Chine, et expliquait que leur arriération était due à la suzeraineté chinoise.

L'annexion des Ryukyus en 1879 fut présentée comme une « clarification » de son statut<sup>27</sup>. Pourtant, les missions tributaires du Royaume des Ryukyus se poursuivaient. Les Chinois n'acceptèrent pas cette annexion. Malgré une médiation de l'ancien Président américain Grant, les négociations n'aboutirent pas. Les puissances préféraient voir les Ryukyus entre les mains du Japon que servant de base pour l'une d'entre elles. En fin de compte, les Qing durent accepter la souveraineté japonaise après leur défaite dans la guerre sino-japonaise en 1895.

Les relations de la Corée avec l'Empire Qing étaient régies par l'ordre du *sadae* (« servir le supérieur ») depuis le XVe siècle, et celles avec le Japon par celui du *kyorin* (« mener des relations avec le voisin ») depuis le XVIIe siècle. En fait, seul le domaine de Tsushima pouvait avoir des relations avec la Corée. Avec la restauration Meiji, puis l'abolition des domaines, les Coréens furent requis de traiter directement avec Tokyo, et avec l'Empereur du Japon nommé par le même caractère (*ko*) que l'Empereur Qing dont la Corée était le vassal. Ils s'y refusèrent avec obstination, provoquant la colère des Japonais, lesquels utilisèrent le même vocabulaire de l'« insolence » et de l'« humiliation » que les Occidentaux.

C'est après avoir reçu l'accord du bout des lèvres de la Chine, suzerain de la Corée, et après avoir menacé celle-ci, que le Japon obtint en 1876 la signature du premier traité entre la Corée et une puissance. Les Occidentaux qui voulaient aussi participer au commerce avec la Corée négocièrent directement avec la Chine, avant d'imposer les traités signés aux Coréens, ce qui montrait

---

<sup>27</sup> SMITS, Gregory. "The Ryukyu Shobun" in East Asian and World History". In: KREINER, Joef (ed.). *Ryukyu in World History*. Bonn: Bier'sche Verlanganstalt, 2001

que, dans une certaine mesure, ils reconnaissaient le statut spécifique de la Corée vis-à-vis de la Chine et l'ordre sinocentré qui existait toujours en Asie. Pourtant, les Chinois intervinrent de plus en plus dans la politique intérieure coréenne. Les commerçants chinois s'empressèrent de profiter de l'ouverture forcée des ports coréens. De fait, la Chine se comporta de moins en moins en suzerain, et participa jusqu'à l'annexion de la Corée par le Japon à l'impérialisme multilatéral des grandes puissances<sup>28</sup>. De surcroît, l'Empire chinois était incapable de contrôler sa frontière Nord-Est, et le Nord de la Corée faisait face à un afflux de marchands et de migrants chinois, mais aussi de trafiquants et de bandits ; l'hostilité aux étrangers dans la région était donc dirigée aussi contre les Chinois<sup>29</sup>.

Tout en se cachant derrière les relations tributaires pour contrer les intrusions des puissances européennes et du Japon, la monarchie coréenne s'appuya sur les étrangers pour sortir de sa position de vassale de la Chine et faire de la Corée un Etat indépendant. En 1897, le roi de la dynastie Choson se proclama Empereur de la Grande Corée, ce qui le plaçait à égalité avec les Qing. Après la victoire japonaise contre la Chine, les Coréens semblèrent tourner le dos à la Chine retardataire pour regarder vers le Japon moderne. Pour celui-ci, la Chine apparaissait comme le principal obstacle à l'indépendance et donc à la régénération de la Corée. Les « réformateurs » coréens voulurent éliminer toute influence culturelle chinoise. Le discours devint négatif sur les Chinois de Corée<sup>30</sup>.

Toutefois, l'indépendance au nom de laquelle le Japon s'opposait à la Chine en Corée fut vite perdue, malgré les appels aux puissances. Les Etats-Unis furent les premiers à faire disparaître la Corée de la liste des Etats. Les nationalistes coréens persistèrent pourtant à espérer le soutien de Washington. La rhétorique wilsonienne de l'auto-détermination des peuples suscita même un grand mouvement populaire en 1919 et de grands espoirs, pourtant vite

---

<sup>28</sup> LARSEN, Kirk W., *Tradition, Treaties, and Trade. Qing Imperialism and Choson Korea, 1850-1910*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2008.

<sup>29</sup> MOON, Yumi, « From periphery to a transnational Frontier. Popular Movements in the Northwestern Provinces, 1896-1904 », In: KIM, Sun Joo (ed.), *The Northern Region of Korea. History, Identity and Culture*, Seattle, University of Washington Press, 2010.

<sup>30</sup> SCHMID, André. *Korea between Empires, 1895-1919*. New York: Columbia University Press, 2002.

décus<sup>31</sup>. La Corée du Nord critique donc la « conspiration criminelle nippo-américaine pour envahir et dominer la Corée ». En Corée du Sud, la « trahison » américaine entretient, à gauche, la critique du jeu des grandes puissances et de leur propension à abandonner des petits alliés<sup>32</sup>. Les puissances ayant abandonné au Japon la protection de leurs ressortissants, le Japon put en 1910 annexer la Corée, en la présentant comme une simple « réunion ».

Ainsi, pour les nationalistes coréens, la « protection » du suzerain chinois avait été inefficace, avait retardé la modernisation du pays, et s'était muée en impérialisme. La Corée du Nord, au milieu des années 1960, s'en est pris aux relations « féodales » que la Chine tentait d'imposer au pays, et les relations entre les deux pays furent exécrables durant quelques années<sup>33</sup>. Le président Park Chung Hee au Sud critiqua également la soumission de la Corée aux Ming et aux Qing et voyait les origines de la nation coréenne dans l'esprit martial du royaume de Goguryeo. Quant à la « protection » des Etats-Unis, elle avait viré à la trahison, les principes professés ne résistant pas au jeu des intérêts de puissance, puisque l'abandon de la Corée au Japon était, en quelque sorte, échangé contre un désintéret japonais pour les Philippines. Après 1945, les Sud-Coréens se sont donc méfiés de toute médiation des Etats-Unis pour une normalisation des relations entre leurs deux alliés asiatiques.

La « protection » japonaise, si elle suscita nombre de collaborations coréennes, n'a pas empêché également des arrangements sordides sur le dos de la Corée. Ainsi, les Japonais ont négocié avec les Chinois une délimitation de frontière qui signifiait l'abandon d'une parcelle de territoire coréen. C'est le Résident général japonais en Corée qui, par l'accord de 1909, abandonna les prétentions coréennes et accepta une nouvelle délimitation favorable à la Chine, en échange de concessions minières en Mandchourie. Le territoire cédé,

---

<sup>31</sup> MANELA, Erez, *The Wilsonian Moment. Self-Determination and the International Origins of Anticolonial Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 2007, chapitre 6.

<sup>32</sup> WILZ, John Edward. "Did the United States Betray Korea in 1905?" *Pacific Historical Review*. Août 1985, SHAW, Carole Cameron. *The Foreign Destruction of Korean Independence*. Seoul: Seoul National University Press, 2007.

<sup>33</sup> LERNER, Mitchell, « « Mostly Propaganda in Nature ». Kim Il-sung, the Juche Ideology, and the Second Korean War », North Korea International Documentation Project Working Paper, CWIHP, Décembre 2010.

comprenant plus de 100 000 Coréens, devint la préfecture de Yanbian. Pékin suspecte toujours la Corée du Sud de vouloir revenir sur cet accord, et de vouloir profiter d'une éventuelle réunification pour activer son irrédentisme territorial au détriment de la Chine ; en effet, en septembre 2004, 59 députés coréens demandèrent l'annulation de l'accord de Kando. La Corée du Sud s'efforce de montrer que Yanbian, où vivent 840 000 des deux millions des Coréens de Chine, a toujours été une terre coréenne, symbole de la double oppression résultant de la rivalité entre la Chine et le Japon<sup>34</sup>.

### L'importance historique du triangle Japon-Chine-Russie

L'approche historique traditionnelle insiste sur l'expansionnisme du Japon impérial, pratiquant soit l'agression brutale et raciste qui serait la marque spécifique des élites au pouvoir, soit un impérialisme mimétique dans un monde néo-darwinien au sein duquel seules la puissance et la possession d'un Empire permettaient de compter sur la scène internationale, voire de survivre ; la Chine aurait été victime de ces ambitions démesurées. Il est toutefois possible d'élargir la focale, en tenant compte du facteur russe, et de montrer la diversité des représentations japonaises de la Chine.

L'entrée du Japon dans le jeu des puissances s'est faite en grande partie dans le cadre de la rivalité anglo-russe qui a été une dimension essentielle des relations internationales au XIXe siècle. Cette rivalité courait sur tout le continent eurasiatique, depuis la Méditerranée orientale jusqu'en Corée. Elle s'inscrivait dans l'histoire de l'expansion européenne certes, mais aussi dans celle du déclin des grands empires musulmans et chinois qui avaient dominé l'Eurasie aux XVIe-XVIIIe siècles, L'ouverture forcée du Japon est une des conséquences de la guerre de Crimée, qui se déroula de manière marginale en Extrême-Orient<sup>35</sup>. Les Britanniques, s'inquiétèrent dès lors des possibles progressions russes en Mandchourie et en Corée, et la menace russe servit

---

<sup>34</sup> GOMA, Daniel, "The Chinese-Korean Border Issue. An Analysis of a Contested Frontier". *Asian Survey*. 2006, n°46(6).

<sup>35</sup> STEPHAN, John J., "The Crimean War in the Far East". *Modern Asian Studies*. 1969, n°3(3), GRAINGER, John D. *The First Pacific War. Britain and Russia, 1854-56*. Rochester: Boydell & Brewer Ltd, 2008.

aussitôt à justifier une politique britannique ambitieuse en Chine, mais aussi au Tibet dans les premières années du XXe siècle. Si le Japon avait déjà été confronté à l'expansionnisme russe, et si la construction administrative et mentale du territoire national japonais est liée à cet expansionnisme<sup>36</sup>, les Britanniques se sont efforcés d'« éduquer » les Japonais à la menace russe.

Les Britanniques ont, grâce à l'alliance anglo-japonaise de 1902, coopté le Japon pour contenir les avancées russes. Cette politique d'endiguement anti-russe a conduit à tolérer le « sous-impérialisme »<sup>37</sup> japonais en Asie du Nord-est, et même à le financer. Les puissances anglo-saxonnes ont longtemps accepté de sacrifier certains de leurs intérêts, leur idéologie (la « Porte Ouverte »), l'intégrité territoriale de la Chine et l'indépendance de la Corée, au nom de cette priorité. L'alliance du Japon avec l'Allemagne nazie avait également pour objectif de faire face à la menace de la Russie bolchevique, et permettait d'avoir les mains plus libres en Chine. En effet, les puissances anglo-saxonnes étaient devenues de plus en plus critiques à l'égard de la politique japonaise en Asie, et notamment en Chine, qui menaçait leurs intérêts. Le débat a été long au Japon en 1941 pour savoir s'il fallait profiter de la guerre entre l'Allemagne et l'Union soviétique pour avancer vers le Nord, ou bien avancer vers le Sud au risque de provoquer une guerre avec les puissances anglo-saxonnes. Pour les Chinois aujourd'hui, l'extension des missions de la Marine japonaise indique un tournant similaire vers le Sud ; en effet, celle-ci, débarrassée de la menace soviétique, n'a plus pour priorité de surveiller son voisin du Nord et de protéger l'accès à Hokkaido.

La guerre froide s'inscrit donc dans la continuité de cet endiguement anti-russe ; mais il pouvait se poursuivre désormais sans que les Anglo-américains aient à faire de concessions au Japon en Chine, surtout que le Japon n'avait plus d'Empire et que s'était constitué à partir de 1950 un bloc sino-soviétique.

---

<sup>36</sup> MORRIS-SUZUKI, Tessa, *Re-Inventing Japan. Time, Space, Nation*. Armonk : M.E. Sharpe, 1998, chapitre 2, HOWELL, David L., *Geographies of Identity in Nineteenth Century Japan*. Berkeley: University of California Press, 2005, WALKER, Brett L. "Mamiya Rinzo and the Japanese Exploration of Sakhalin Island: cartography and empire". *Journal of Historical Geography*. 2007, n°33(2), KIMURA, Hiroshi. *The Kurilian Knot. A History of Japanese-Russian Border Negotiations*. Stanford: Stanford University Press, 2008, chapitres 1 et 2.

<sup>37</sup> TAKAHASHI, Susumu, "Le Japon dans l'ordre mondial. Une position perpétuellement précaire », *Etudes internationales*, mars 1999.

Désormais, le Japon (et son protecteur américain) ne pouvait plus jouer de la Chine contre l'Union soviétique, et faisait face au cauchemar d'une domination sino-soviétique sur la Corée. Ce n'est qu'à partir des années 1970 qu'il a de nouveau été possible d'envisager que la Chine pût servir à contenir la Russie.

La fin de la guerre froide et de l'Union soviétique a mis un terme à deux siècles d'endiguement eurasiatique de la Russie et de menace russe sur le Japon; du même coup, la politique japonaise à l'égard de la Chine n'est plus fonction de cette menace pour la première fois depuis cent cinquante ans. Cela n'empêche pas Tokyo de réagir vivement lorsque la Russie se crispe sur ses acquis territoriaux et tente de s'affirmer, afin de courtiser les voix nationalistes et peser dans la région la plus dynamique du monde : ainsi, en novembre 2010, lorsque le président russe Medvedev s'est rendu aux îles Kouriles, où sont menés de grands travaux d'infrastructure, et où seront vraisemblablement stationnés les « Mistral ». Cela n'empêche pas non plus de s'inquiéter des flirts récurrents entre Moscou et Pékin, qui peuvent faire imaginer la (re)constitution d'un puissant bloc eurasiatique d'Etats non (voire anti-) démocratiques, rejetant le Japon à la marge.

Néanmoins, le simple jeu de rivalités entre les puissances ne suffit pas à rendre compte de la transformation des relations entre les Etats d'Asie du Nord-est. Le système sinocentré a été remplacé par le système westphalien qui se présentait alors comme une société d'Etats civilisés partageant des normes et des pratiques communes. Le Japon comprit plus vite que la Chine que celles-ci, en particulier le droit international naissant, appartenaient désormais à l'« universel » de la modernité, de même que le calendrier, la cravate, l'étalon-or ou une constitution. Ses réformes internes étaient des gages de « civilisation », permettant d'amener les pays occidentaux, porteurs de cette modernité, à abolir les traités inégaux, imposés aux pays indignes d'être souverains car non civilisés<sup>38</sup>. Le Japon se présentait même comme le seul pays civilisé d'Asie, avant de se présenter, dans les années 1950 et 1960, comme la seule démocratie d'Asie. Il pouvait aussi montrer son appartenance à cette société en « civilisant » ses voisins, ou en participant à l'expédition

---

<sup>38</sup> KAYAOLU, Twan, *Legal Imperialism: Sovereignty and Extraterritoriality in Japan, the Ottoman Empire and China*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

internationale lors de la guerre des Boxeurs contre la « barbarie » chinoise. Les puissances occidentales ont en effet apprécié l'« assimilation bienveillante » que prétendait promouvoir le Japon, et ont fait écho à son discours sur une « mission législatrice ». Le Japon était offusqué par toute critique, puisqu'il ne pouvait être que coopté dans son œuvre « civilisatrice » en Corée et en Chine<sup>39</sup>. Il pouvait mieux que les Occidentaux poursuivre cette œuvre au profit de la société des Etats civilisés, car il ne pouvait susciter des réactions antioccidentales comme les puissances extérieures à la région.

Ces critiques ont été assimilées au Japon à de la discrimination par des puissances coloniales hypocrites et à une volonté de brider l'essor d'une puissance concurrente. En effet, la société internationale apparut bientôt comme une société dominée par les Occidentaux, et ses règles comme un moyen de préserver leur prépondérance. Le Japon rencontrait la condescendance occidentale après la condescendance chinoise. Le discours sur la civilisation masquait un monde fondé sur la hiérarchie des races et la compétition brute entre les puissances<sup>40</sup>. Le Japon s'imprégna alors des théories du racisme scientifique et du social-darwinisme. Dès lors, il devait combattre un système où il était structurellement pénalisé, en constituant un bloc asiatique réservé. Il pouvait même, comme il l'avait fait vis-à-vis du système sino-centré, constituer en Asie un ordre alternatif, puisqu'il se considéra bientôt moralement supérieur à l'Occident et porteur d'une civilisation particulière.

Ce balancement entre internationalisme libéral et asiatisme paraît se renouveler depuis les années 1980, et la Chine être un test majeur de l'identité japonaise. Le Japon, fort de ses extraordinaires succès économiques, pouvait alors prétendre, comme à la fin du XIXe siècle, être le tuteur de la modernisation et de l'ouverture chinoises avec la bénédiction occidentale, mais cette fois sans volonté de se constituer des zones exclusives. Il oeuvrait alors à la réinsertion de la Chine dans la société internationale. Etant à la fois

---

<sup>39</sup> DUDDEN, Alexis, *Japan's Colonization of Korea. Discourse and Power*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2005, BURKMAN, Thomas W., *Japan and the League of Nations. Empire and World Order, 1914-38*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2008, chapitres 7 et 8.

<sup>40</sup> SUZUKI, Shogo, *Civilization and Empire. China and Japan's Encounter with European International Society*, Londres, Routledge, 2009.

asiatique et occidental, il se considérait plus à même de socialiser la Chine et l'Asie. Mais tout rapprochement excessif avec la Chine, tout discours asiatiste et antioccidental, tout projet pouvant mener à une marginalisation de l'Occident en Asie, rappelle aussitôt les dérives japonaises de la première moitié du siècle.

### *La place de la menace russe dans la reconfiguration de l'Asie du Nord-Est.*

C'est la Russie qui a été considérée comme l'ennemi principal du Japon ; cette image de l'ennemi russe et de ses caractéristiques (l'oppression à l'intérieur, l'appétit impérialiste, la violence) a même eu un rôle majeur dans la définition de l'identité japonaise<sup>41</sup>. Durant la guerre russo-japonaise, le Japon s'est dépeint en pays civilisé faisant face à un Empire asiatique et barbare, et comme le défenseur du libre-échange, norme internationale et gage de progrès, contre les pratiques « non civilisées » des Russes qui essayaient de se réserver la Mandchourie et ne respectaient pas les conventions internationales sur le traitement des prisonniers de guerre. Les Japonais accédaient au statut de « Blancs par adoption » ou de « Blancs honoraires », qu'ils retrouvèrent dans les années 1950 aux yeux des Américains.

Les événements traumatiques de l'histoire japonaise ont été réinterprétés de manière à faire des Etats-Unis la puissance extérieure qui brutalise le Japon pour son bien, et à marginaliser l'impact de la Russie. L'ouverture du Japon au milieu du XIXe siècle n'aurait été le fait que des Etats-Unis, symbolisés par le Commodore Perry. Le rôle de la Russie dans cette ouverture est pourtant redécouvert aujourd'hui<sup>42</sup>. La capitulation japonaise en 1945 ne serait due qu'aux bombardements atomiques américains : du côté japonais, cette capitulation était dès lors justifiée par la supériorité technologique des Etats-Unis, tandis que ceux-ci pouvaient revendiquer d'occuper le Japon sans

---

<sup>41</sup> BUKH, Alexander, *Japan's National Identity and Foreign Policy. Russia as Japan's Other*, Londres, Routledge, 2010.

<sup>42</sup> FRANZ, Edgar, *Philipp Franz von Siebold and Russian Policy and Action on Opening Japan to the West in the Middle of the Nineteenth Century*. Munich, Iudicium 2005, PLUTSCHOW, Hervert. *Philipp Franz von Siebold and the Opening of Japan. A Re-evaluation*. Folkestone, Global Oriental, 2007, chapitre 3.

participation soviétique. Pourtant, les historiens russes ne sont plus les seuls aujourd'hui à considérer que l'entrée en guerre de l'Union soviétique a eu un rôle important pour amener les autorités japonaises à mettre fin à la guerre<sup>43</sup>. Les Etats-Unis sont le pays qui protège le Japon, qui met fin à ses errements, et œuvre à sa modernisation ; le Japon vit encore sur les narrations des relations américano-japonaises construites dans les années 1950, qui n'ont guère été ébranlées par les contre-discours d'extrême-gauche et d'extrême-droite. La Russie était en revanche le pays arriéré qui avait saisi des terres japonaises (Sakhaline et les Kouriles, sans compter des ambitions récurrentes sur Hokkaido), et menaçait le Japon par ses pulsions expansionnistes en Asie du Nord-Est. Une domination russe sur la Corée était considérée comme la menace existentielle majeure ; la péninsule redeviendrait le tremplin pour une invasion menée par la grande puissance eurasiatique, après les tentatives mongoles de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle qui constituent encore, notamment dans la culture populaire japonaise, un référent historique majeur.

Le Japon s'efforça à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de convaincre la Chine et la Corée des ambitions russes. Le vrai ennemi du Japon dans la guerre sino-japonaise était la Russie, plus que la Chine ou la Corée<sup>44</sup>. Longtemps, et en particulier durant la guerre froide, les manuels scolaires japonais ont pointé la responsabilité de la Russie dans la guerre russo-japonaise, en particulier en Corée, et le bon accueil que celle-ci réserva aux troupes japonaises qui venaient la « défendre ». Les manuels sud-coréens plaçaient aussi la responsabilité sur la Russie, coupable de s'imposer au Nord de la Corée. Toutefois, dans l'historiographie « post-guerre froide », la politique russe apparaît aussi comme une réponse aux ambitions impérialistes japonaises<sup>45</sup>.

L'alliance anglo-japonaise en fut une conséquence. Il est possible de mettre en relief la continuité entre cette alliance avec la plus grande puissance maritime

---

<sup>43</sup> HASEGAWA, Tsuyoshi (ed.), *The End of the Pacific War : Reappraisals*, Stanford, : Stanford University Press, 2007, WILSON, Ward, "The Winning Weapon? Rethinking Nuclear Weapons in Light of Hiroshima", *International Security*, Printemps 2007.

<sup>44</sup> PAINE, S.C.M. *The Sino-Japanese War of 1894-1895. Perceptions, Power and Primacy*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003, p. 321-322.

<sup>45</sup> KIM, Won-Soo. "Trends in the Study of the Russo-Japanese War in Korea and Future Tasks – Third-Party Perspective on the Origins of War". *International Journal of Korean History*. Février 2005.

du XIXe siècle et l'alliance de 1911 avec les Etats-Unis, notamment parce qu'elles avaient toutes deux pour objectif de contenir la Russie. La garantie était bien plus sérieuse dans la seconde que dans la première, mais il existe la même volonté du Japon de ne pas être entraîné contre son gré dans les affaires impériales de ses alliés (des Indes à Singapour pour les Britanniques, le Vietnam puis l'Irak et l'Afghanistan pour les Etats-Unis). Si Washington s'inquiéta au milieu des années 1950 d'un possible rapprochement soviéto-japonais, les Britanniques au début du siècle, malgré leur alliance avec le Japon (1902) et la Russie (1907), ont vu d'un mauvais œil les accords russo-japonais qui ont suivi la fin de la guerre que les deux puissances s'étaient livrée, parce qu'ils étaient conclus au détriment de la Chine<sup>46</sup>.

La perception d'un dangereux renforcement de la présence militaire soviétique en Extrême-Orient contribua à infléchir la stratégie japonaise en Chine en 1936. Des « faucons » souhaitaient certes continuer leurs basses œuvres en Chine, mais il apparaissait que l'Union soviétique était une menace plus grande qu'un camp nationaliste divisé et qui ne voulait pas prendre le risque d'une guerre totale contre les Japonais. Pourtant, c'est au moment où se dessinait cette inflexion que l'escalade eut lieu en juillet 1937, face à des Nationalistes qui avaient décidé désormais de donner la priorité à la lutte antijaponaise et s'étaient résolus à faire front uni avec les Communistes. Tokyo n'envisageait pas alors une guerre généralisée en Chine pour laquelle l'armée n'était pas préparée<sup>47</sup>.

C'est l'Union soviétique qui a fourni de 1938 au début de l'année 1942 une aide importante aux Chinois, mais aussi des instructeurs, des aviateurs et des conseillers militaires. Le Japon voulait obtenir une victoire rapide en Chine parce qu'il craignait un conflit avec l'Union soviétique. Il y eut en effet cinq

---

<sup>46</sup> BERTON, Peter, "From enemies to allies. The war and Russo-Japanese relations". In: KOWNER, Rotem (ed.), *The Impact of the Russo-Japanese War*. Londres, Routledge, 2007, SHULATOV, Yaroslav, « Re-Establishing Economic Relations between Russia and Japan after the Russo-Japanese War. The 1907 Treaty of Commerce and Navigation ». *Acta Slavica Nipponica*, 2007, vol. 24.

<sup>47</sup> Contributions de PEATTIE, Mark R., « The Dragon's Seed : Origins of the War » et DREA, Edward J., « The Japanese Army on the Eve of the War », In: PEATTIE, Mark, DREA, Edward et VAN DE VEN, Hans (eds.), *The Battle for China. Essays on the History of the Sino-Japanese War of 1937-45*, Stanford, Stanford University Press, 2011.

mois d'affrontements directs entre Soviétiques et Japonais près de Nomonhan en 1939, dont les premiers sortirent vainqueurs. Mais Staline envisagea de se joindre au Pacte tripartite Allemagne-Italie-Japon de septembre 1940 dirigé contre la Grande Bretagne et son Empire. Soviétiques et Japonais signèrent un traité de non-agression en avril 1941. Un bloc continental fut le cauchemar des Etats-Unis durant la guerre froide, si l'Union soviétique pouvait s'appuyer sur les ressources industrielles d'une Allemagne et d'un Japon neutralisés. En 1942, Tchang Kai-chek se tourna vers les Etats-Unis. A plusieurs reprises il espéra une guerre entre le Japon et l'Union soviétique, qui était à ses yeux inévitable et lui permettrait de se tourner contre les Communistes pour les vaincre définitivement<sup>48</sup>.

Quel héritage historique est-il donc possible de dessiner pour l'Asie du Nord-Est ? La Chine a été un terrain de rivalité entre les impérialismes russes et japonais. Un accord entre eux est pratiquement impossible, mais lorsqu'il est esquissé, il est une menace pour l'intégrité territoriale de la Chine. Les Etats-Unis, adeptes de la « Porte ouverte », ne sont pas une menace directe. Ils peuvent garantir à la Chine que ni la Russie ni le Japon ne poursuivront leurs ambitions dans le pays. En revanche, ils veulent ouvrir la Chine à leurs intérêts économiques et se sentent pour vocation « paternaliste » de moderniser la Chine « à l'américaine ». Au nom de leurs intérêts économiques ou stratégiques, ils peuvent sacrifier la Chine : en soutenant les revendications japonaises, comme lors du traité de Versailles qui permis aux Japonais de garder le Shandong pris aux Allemands<sup>49</sup>, en laissant faire le Japon (et en lui fournissant des capitaux) comme dans les années 1930, ou en promettant des territoires chinois, comme Roosevelt en 1945, afin d'obtenir l'entrée en guerre des Soviétiques contre le Japon. C'est seulement depuis 1945 que les Etats-Unis constituèrent une menace militaire sur la Chine.

Bref, un alignement russo-japonais face à la Chine est quasiment impossible, à cause de leurs contentieux historiques, alors que l'alignement américano-

---

<sup>48</sup> DENG, Ye, "Soviet-Japanese Relations and the Strategic Interests of the Guomindang and the CCP – Chiang Kai-shek's planning of sanctions against the CCP in 1943", *Journal of Modern Chinese History*, Décembre 2007.

<sup>49</sup> Des historiens américains contestent cette complicité américaine : ainsi, ELLEMAN, Bruce, A., *Wilson and China : A Revised History of the Shandong Question*, Armonk, M.E. Sharpe, 2002.

japonais est une évidence, surtout si le Japon embrasse l'internationalisme libéral. Un des moments fondateurs du nationalisme moderne en Chine, le mouvement du 4 mai 1919, est né de la perception d'un soutien des Etats-Unis au Japon pour humilier et dépecer la Chine ; dès lors, l'alliance américano-japonaise depuis 1951, même si elle s'insérait dans l'endiguement antisoviétique, a toujours eu aux yeux des Chinois une logique antichinoise et constituera toujours pour eux une menace. Un rapprochement possible entre Américains et Russes dépend de la lancinante perception d'un « péril jaune » depuis la fin du XIXe siècle, lorsque l'Allemagne l'attisait pour éloigner les deux puissances des affaires européennes<sup>50</sup>. Les deux détentes du milieu des années 1950 et du début des années 1970 et le *test ban* de 1963 ont été expliquées en partie par la crainte soviétique de la montée en force et des prétentions de la Chine. La fin de la guerre froide peut être reliée aux insolents succès économiques du Japon des années 1980 et à l'affirmation d'une Chine plus prospère, et le récent rapprochement russo-américain à la certitude que la Chine est désormais une grande puissance.

Depuis leur entrée en Extrême-Orient au milieu du XIXe siècle, les pays occidentaux craignent d'être de nouveau exclus d'une région dont la richesse les avait fait rêver à l'époque moderne et les fascine de nouveau. Les discours sur la xénophobie asiatique et la constitution possible d'un bloc asiatique fermé à l'Occident, voire anti-blanc, sont récurrents depuis un siècle, de la sphère de coprosperité asiatique au « recentrage de l'Asie » et au « bloc yen », en passant par les luttes et discours anticoloniaux et neutralistes des années 1950, et par la crainte que Moscou et ses alliés communistes manipulent et utilisent à leur profit les pulsions antioccidentales des populations asiatiques. Ce bloc « jaune » supposerait une entente sino-japonaise, mais celle-ci dépend largement des perceptions diverses qui furent construites au Japon à l'égard de la Chine.

---

<sup>50</sup> MEHNERT, Ute, "German *Weltpolitik* and the American Two-Front Dilemma: The "Japanese Peril" in German-American Relations, 1909-1917", *Journal of American History*, mars 1996, SCHIMMELPENNINCK VAN DER OYE, David. *Toward the Rising Sun. Russian Ideologies of Empire and the Path to War with Japan*. DeKalb: Northern Illinois University Press, 2001, chapitre 5, AKIRA, Ikura. « The "Yellow Peril" and its influence on Japanese-German relations ». In: SPANG, Christian W. & WIPPICH, Rolf-Harald (eds.). *Japanese-German Relations, 1895-1945. War, diplomacy and public opinion*. Londres, Routledge, 2006.

### *Le répertoire des représentations de la Chine au Japon*

La Chine a pu être pour le Japon à la fois une terre d'opportunités et de menaces. Terre d'opportunités parce que le Japon pouvait y construire son identité, « occidentale » ou « asiatique », et y faire progresser ses intérêts et ses ambitions territoriales; terre de menaces car la Chine pouvait prétendre retrouver sa position centrale, contrer le Japon en s'appuyant sur un nationalisme à forte dimension anti-japonaise, ou devenir un épice de désordres. Nous avons vu que le Japon, pour faire valoir son identité de pays civilisé, s'est présenté comme le précepteur le plus capable de faire entrer la Chine dans la modernité. Ses propres succès fascinaient les réformateurs chinois, qui jugeaient la dynastie mandchoue non seulement illégitime, mais incapable de défendre les intérêts de la Chine et de l'adapter à la modernité; ils fascinaient aussi le pouvoir qui s'empressa de faire venir des spécialistes japonais, notamment dans le domaine militaire. Pour Tokyo, la guerre de 1894-95 n'était pas menée contre le peuple chinois mais contre la dynastie, d'où son nom de « guerre entre le Japon et l'Empire des Qing ». Le Japon pouvait également se présenter comme le protecteur de l'intégrité et de la stabilité de la Chine face aux appétits des puissances prédatrices. Cette politique d'amitié sino-japonaise, qui s'apparentait à de la « bienveillance condescendante », dura de la guerre sino-japonaise à la guerre russo-japonaise, et fut prolongée par les efforts de Tokyo pour ramener ordre et stabilité dans une Chine en plein bouleversement où les intérêts japonais risquaient d'être menacés<sup>51</sup>.

Mais les déceptions à l'égard de la Chine et l'influence de l'idéologie coloniale occidentale ont nourri une vision bien plus négative des Chinois. Le Japon civilisé ferait face à une Chine barbare, qu'elle a progressivement « orientalisée ». Le racisme antichinois a souvent pris le pas sur la bienveillance. Les Japonais découvrirent progressivement une Chine réelle très différente de la Chine fantasmée construite durant la période d'isolement du

---

<sup>51</sup> ZACHMANN, Urs Matthias, *China and Japan in the Late Meiji Period. China policy and the Japanese discourse on national identity, 1895-1904*, Londres, Routledge, 2009, NISH, Ian, "Japan's Tug-of-War After the Russo-Japanese War", In: PODOLER, Guy (ed.), *War and Militarism in Modern Japan. Issues of History and Identity*, Londres, Global Oriental, 2009, MASAFUMI, Asada, "The China-Russia-Japan Military Balance in Manchuria, 1906-1918", *Modern Asian Studies*, 2010, n°44(6).

Japon. Les Japonais eurent certes une certaine admiration pour les marchands chinois qui s'affairaient dans les ports à traités et en Corée. Mais l'image des Chinois au Japon et en Corée était dans l'ensemble négative : ils étaient suspectés de crimes, de trafics et de corruption, de sabotage et de collaboration avec l'ennemi pendant les guerres contre la Chine, et souvent sujets à des travaux forcés<sup>52</sup>. Plus de 600 000 Chinois vivent actuellement au Japon, ce qui en fait la plus forte communauté immigrée. Certes, les Chinois constituent près des trois quarts des étudiants étrangers au Japon, et les entreprises japonaises tentent d'attirer des cadres chinois pour pénétrer plus aisément le marché continental. Mais l'immigration chinoise, en particulier lorsqu'elle est illégale ou en temps de crise, suscite de nouveau certaines réactions d'hostilité. Les sentiments antijaponais et surtout leur manifestation violente, comme en 2004-2005, sont interprétés en termes d'« émotions », voire d'« hystérie » d'une population peu mature. Cela permet aujourd'hui encore, comme par l'affirmation que ces sentiments sont issus de la manipulation des masses par un pouvoir autoritaire, de dédouaner le Japon de toute responsabilité.

Il est courant en Chine aujourd'hui de considérer que le Japon avait le même comportement raciste et prédateur que les puissances coloniales occidentales. Il est surtout comparé à l'Allemagne nazie, d'autant qu'il a été son allié. Les massacres commis par les Japonais sont assimilés à un génocide, tandis que les expérimentations médicales sur des cobayes chinois sont comparées aux horreurs de docteur Mengele à Auschwitz. En revanche, la réalité du racisme antichinois est minimisée au Japon (hormis la gauche qui condamne la « guerre de quinze ans » de 1931 à 1945), et la droite insiste même sur l'héritage positif de sa colonisation. Dans les années 1980, il a été possible de montrer que les miracles économiques taïwanais et sud-coréens reposaient sur l'industrialisation et sur les formes d'organisation promues par le Japon, notamment dans les années 1930. Même les quelques succès obtenus par la Chine communiste dans l'industrie lourde devraient beaucoup à l'œuvre japonaise en Mandchourie. Il était aisé de comparer cette œuvre aux maigres efforts européens pour développer leurs colonies asiatiques.

---

<sup>52</sup> YUN HSUI TSU, Timothy, « Japan's « Yellow Peril »: The Chinese in Imperial Japan and Colonial Korea », *Japanese Studies*, Septembre 2010.

Il y eut dès la fin du XIXe siècle un discours au Japon et en Chine sur la solidarité asiatique contre l'impérialisme occidental et contre le racisme occidental symbolisé par les mesures américaines de restriction à l'immigration asiatique. Mais peu de Chinois imaginaient une alliance panasiatique comme le faisait Sun Yat-sen, et les ambitions japonaises en Chine inquiétèrent rapidement. Longtemps le Japon s'efforça de ne pas donner prise à la rhétorique occidentale du « péril jaune », qui dénonçait les efforts du Japon pour régénérer la Chine et tourner ses masses humaines contre le monde blanc. Les Japonais prenaient cette rhétorique au sérieux, ce qui explique leur souci de ne pas trop profiter de leurs victoires militaires en Asie et leur refus de rechercher vraiment une forme d'alliance avec la Chine durant la guerre russo-japonaise. Le pouvoir se méfiait des idées panasiatistes. Depuis les années 1980, le Japon montre la même prudence, par exemple face aux projets, notamment malais, de régionalisme spécifiquement asiatique excluant les Etats-Unis et l'Australie ; au contraire, il met en avant l'« Asie-Pacifique », qui réduit les craintes occidentales et permet d'éviter le face à face avec la Chine.

Une fois le panasiatisme embrassé par le pouvoir japonais à partir du milieu des années 1930, la propagande développa le thème d'une alliance asiatique des opprimés, face à l'impérialisme blanc. Dans le discours des autorités japonaises et dans l'esprit de nombreux militants anticoloniaux qui, venus de toute l'Asie, se pressaient au Japon, celui-ci était le libérateur de l'Asie du joug des puissances blanches. Pour une partie de la droite japonaise encore, le sanctuaire Yasukuni rappelle l'œuvre japonaise de libération de l'Asie qui s'est terminée par le « sacrifice » du Japon, « victime » de l'Occident<sup>53</sup>. Les mangas de Kobayashi Yoshinori, lequel déclare que l'armée japonaise a combattu bravement les impérialistes blancs qui regardaient les peuples de couleur comme des primates, connaissent un immense succès au Japon, même s'ils ne

---

<sup>53</sup> TAKU, Tamaki, "An Unholy Pilgrimage? Yasukuni and the Construction of Japan's Asian Imaginary", *Asian Politics & Society*, Janvier 2009.

sont pas représentatifs d'une production qui n'a pas du tout l'objectif d'orienter la vision japonaise du passé<sup>54</sup>.

Derrière les discours « occidentalistes » de la régénération et de l'occidentalisation de l'Asie et derrière les discours « asiatistes » de la solidarité face à l'impérialisme occidental, il existait toutefois des logiques impérialistes, et la volonté de constituer un bloc autarcique permettant de mener une guerre future considérée comme inévitable. A la fin des années 1930, le panasiatisme devint un simple masque des ambitions japonaises et un slogan permettant d'unifier les acteurs de la politique japonaise aux objectifs et intérêts souvent très différents, même s'il est né d'un sentiment romantique d'appartenance à une même culture et d'une réaction à la modernisation assimilée à une occidentalisation<sup>55</sup>. Dès lors, tout discours japonais sur la solidarité et la fraternité asiatique depuis 1945 est suspect, non seulement aux yeux des Occidentaux, mais également des Asiatiques, même s'il s'apparente au « civilisationisme » du panasiatisme des origines, avant qu'il ne soit « perverti » par le politique.

La Chine devint dès la fin du XIXe siècle une terre d'opportunités pour des groupes d'idéologues et des militaires, pour des industriels et pour des financiers. Elle ne devait fournir que des matières premières et le Japon des produits finis, ce qui rendait difficile la collaboration des hommes d'affaires chinois<sup>56</sup>. Elle était aussi considérée comme indispensable pour la sécurité nationale, grâce à ses ressources, et parce qu'elle permettait de faire face à des Empires, russe, britannique, ou américain. Elle était enfin, comme le furent nombre de colonies pour les puissances européennes, un espace d'expérimentation pour entamer une régénération nationale qui devait ensuite

---

<sup>54</sup> BERNDT, Jacqueline, "Historical Adventures of a Post-historical Medium: Japan's Wartime Past as Represented in Manga", RICHTER, Steffi (ed.), *Contested Views of a Common Past. Revisions of History in Contemporary East Asia*, Francfort, Campus Verlag, 2008.

<sup>55</sup> SAALER, Sven et KOSCHMANN, J. Victor (eds.), *Pan-Asianism in Modern Japan History. Colonialism, regionalism and borders*, Londres, Routledge, 2007, HOTTA, Eri, *Pan-Asiatism and Japan's War, 1931-1945*, Basingstoke, Palgrave, 2008.

<sup>56</sup> COBLE, Parks M., « Japan's New Order and the Shanghai Capitalists : Conflict and Collaboration, 1937-1945 », In : BARRETT, David P. et SHYU, Larry N. (eds.), *Chinese Collaboration with Japan, 1932-1945. The Limits of Accommodation*, Stanford, Stanford University Press, 2001.

rejaillir sur un pouvoir central considéré comme insuffisamment uni et déterminé.

De plus, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la Chine était souvent considérée au Japon comme une civilisation, et non comme un Etat. Elle ne pouvait donc avoir de frontières bien définies, et le Japon participa à la course aux territoires qui n'étaient pas considérées comme historiquement « han ». En effet, la conception moderne du territoire chinois et de ses frontières s'est formée en réaction aux ambitions et empiètements des puissances impérialistes aux périphéries de l'Empire.

Après la guerre russo-japonaise, Tokyo considéra que la Mongolie pouvait faire partie de sa sphère d'influence, avec l'utilisation croissante du terme « Man-Mo » (Mandchourie-Mongolie) ; l'objectif fut de se faire reconnaître par les grandes puissances le Sud de la Mandchourie et l'Est de la Mongolie comme aires d'« intérêt spécial » pour le Japon. Celui-ci, confronté à la menace russe, intéressé par les ressources minières de la Mongolie et par les liens religieux et culturels anciens entre les peuples japonais et mongols, eut une politique active dans la région jusqu'en 1945.

Taiwan, comme les autres régions périphériques, prit de l'importance pour la Chine du fait de la concurrence et des ambitions de puissances extérieures, d'autant que l'île était un centre commercial important. L'expédition japonaise de 1874 et l'utilisation de Taiwan par la France lors de la guerre franco-chinoise en 1884-85 pour faire pression sur la Chine firent prendre conscience aux Qing de l'importance stratégique de l'île. Durant la guerre sino-japonaise, Taiwan ne fut pas un objectif de guerre prioritaire. La Marine fit toutefois avaliser sa stratégie vers le Sud, et s'avança vers Taiwan dès la fin des combats. Les Qing abandonnèrent vite toute réclamation sur l'île, qui sembla même sortir du paysage mental des élites chinoises jusqu'aux années 1930, lorsqu'elles considérèrent Taiwan soit comme une des petites nations faibles d'Asie subjuguées par l'impérialisme et avec laquelle la Chine devait être solidaire, soit comme une population complice des Japonais, soit comme des compatriotes de la même famille<sup>57</sup>. Les autorités chinoises sur place ont essayé

---

<sup>57</sup> WACHMAN, Alan M. *Why Taiwan? Geostrategic Rationales for China's Territorial Integrity*. Stanford, Stanford University Press, 2007, chapitre 4, LAN, Shi-chi Mike, "The Ambivalence of

de jouer les grandes puissances pour éviter une occupation japonaise, mais celles-ci, en donnant la priorité à la péninsule du Liaodong, ont d'une certaine manière facilité le passage forcé de Taïwan à la subordination coloniale japonaise, et contribué ainsi à la « question de Taïwan »<sup>58</sup>. Dès lors, la manière dont les Américains empêchent le retour de Taïwan à la Chine aujourd'hui semble la continuation des manœuvres des puissances pour démembrer la Chine afin de l'affaiblir, et pour occuper une position stratégique qui permet de faire pression sur la Chine. La proclamation d'une République de Taïwan le 25 mai 1895, dans une situation d'« auto-dépendance » à l'égard de l'Empire, la désignation d'un éphémère président, toujours considéré comme le premier Président de la République de Chine, ne retardèrent guère l'échéance : les Japonais se saisirent de Taïwan, et les relations commerciales entre Taïwan et la Chine s'effondrèrent.

Le sort des îles Diaoyu s'est joué au même moment. Pour les Japonais, ces îles au statut non défini auraient été acquises avant le traité de 1895, lequel cédait au Japon Taïwan et les îles qui lui appartenaient. Les îles furent baptisées Senkaku par les Japonais. Quand les accords du Caire de 1943 et le traité de San Francisco en 1951 stipulèrent que le Japon devait rendre à la Chine les territoires acquis par la force grâce au traité de 1895, les Diaoyu ne pouvaient donc être concernées. De plus, le traité plaçait les Diaoyu, comme Okinawa, sous le contrôle des Etats-Unis, accusés depuis d'avoir été les complices des Japonais. La position chinoise, exprimée tardivement à la fois à Taïwan et en République populaire, est que les Diaoyu appartenaient à Taïwan au moment du traité et donc que le Japon en persistant dans ses prétentions montre qu'il n'a pas fait un trait sur son passé impérialiste. La controverse fut activée lorsque les Etats-Unis, en restituant Okinawa aux Japonais, y inclurent les Senkaku.

---

National Imagination: Defining the "Taiwanese" in China, 1931-41", *The China Journal*, Juillet 2010.

<sup>58</sup> GORDON, Leonard H. *Confrontation over Taiwan: Nineteenth Century China and the Powers*. Lanham, Lexington Books, 2007

Si la Chine était une opportunité pour le Japon, elle pouvait également être une menace. Elle l'était et l'est encore si la situation y devient anarchique. Avec la révolte des Boxeurs, et pour près d'un demi-siècle, des dirigeants japonais considérèrent que les désordres sur le continent étaient une menace, et que pour protéger les intérêts japonais, il fallait utiliser la force et accroître la présence japonaise en Chine. Dans les années 1970, une importante aide au développement semblait nécessaire afin que la Chine ne retombe pas dans les affres de la révolution culturelle. Certains dirigeants japonais n'étaient pas si mécontents de la répression en 1989, l'ordre autoritaire étant préférable à l'anarchie.

La crainte inverse est celle d'une Chine dynamisée par le nationalisme, surtout lorsque les fondements et les manifestations de celui-ci sont clairement antijaponais. Le mouvement populaire anti-concessions et anti-impérialiste en Chine visa au début du XXe siècle les intérêts japonais, en particulier ferroviaires. Les dirigeants et militaires japonais ont mis du temps à comprendre la réalité et la force du nationalisme chinois. Celui-ci a longtemps été considéré comme une manifestation puérile d'une population agitée par des manipulateurs. Les Japonais souhaitaient certes un minimum de gouvernement central effectif en Chine, mais afin qu'il puisse acquiescer à toutes leurs demandes ; ils s'inquiétèrent par exemple lorsque la Chine essaya de défendre ses pêcheurs contre l'intrusion des navires japonais en utilisant les ressources du droit international<sup>59</sup>. Dès lors, les Japonais s'employèrent, grâce à une stratégie de « diviser pour régner », à empêcher que Tchang Kai-chek et les Nationalistes réalisent l'unité du pays et reconstituent le modèle impérial chinois traditionnel. C'est pour cela qu'ils s'efforcèrent, avec un certain succès, de lutter contre toute résurgence de l'identité chinoise à Taiwan, d'intégrer l'économie taïwanaise à l'Empire japonais, et d'empêcher que ses marchands, indispensables au commerce intra-asiatique, versent du côté des Nationalistes<sup>60</sup>.

---

<sup>59</sup> MUSCOLINO, Mirah, "The Yellow croaker war. Fishery Disputes between China and Japan, 1925-35", *Environmental History*, Avril 2008.

<sup>60</sup> MATSUURA, Masataka, "Japan and pan-Asianism", In: BEST, Antony (ed.), *The International History of East Asia, 1900-1968*, Londres, Routledge, 2008.

Toutefois, si le nationalisme chinois fut effectivement perçu comme une menace, celle-ci fut surtout un prétexte pour des factions japonaises adeptes de l'impérialisme, du militarisme et du gouvernement oligarchique, de s'imposer à Tokyo et de remodeler le Japon et son identité. Si la « dérive » du Japon dans les années 1930 fut moins le produit de défis, chinois, soviétique et anglo-saxon que le produit d'une lutte interne au Japon commencée durant la Première Guerre mondiale pour redéfinir la nature de la nation et de l'Etat japonais, la montée en puissance de la Chine aujourd'hui ne pourrait transformer la politique extérieure japonaise que s'il existe des forces politiques l'utilisant pour faire avancer leur agenda. Or, ces forces n'existent guère, pas plus que l'euphorie du début du XXe siècle sur les réussites japonaises, et pas plus qu'un contexte idéologique valorisant les blocs impériaux militarisés et le bellicisme<sup>61</sup>. Au contraire, Tokyo joue de son appartenance au monde civilisé face à la Chine, lors des incidents en mer ou sur le continent : la Chine serait mue par les pulsions archaïques du nationalisme qui s'expriment par la haine des Japonais, et les Chinois se comportent en mer comme des pirates ou des conquérants, tandis que le Japon ne serait ni nationaliste ni expansionniste, ne ferait qu'appliquer le droit international et privilégierait les solutions coopératives.

A partir de 1935, les manifestations et mouvements antijaponais se multiplièrent. Dès le début de la guerre en 1937-38, les Japonais furent surpris de la résistance chinoise. L'opinion internationale prit conscience de la réalité du nationalisme chinois lors des bombardements des grandes villes chinoises<sup>62</sup>, avant d'oublier, aux lendemains de la guerre, le fait que la Chine avait tenu tête à plus d'un million de soldats japonais et joué un rôle important dans la défaite finale du Japon. La réhabilitation actuelle en Chine communiste du rôle de Tchang Kaï-chek durant la guerre n'est pas liée seulement à la volonté du régime de Pékin de séduire les continentaux de Taïwan, mais aussi

---

<sup>61</sup> DICKINSON, Frederick R., *War and National Reinvention. Japan in the Great War, 1914-1919*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1999.

<sup>62</sup> VAN DE VEN, Hans, "Bombing, Japanese pan-Asianism and Chinese nationalism", In: BEST, Antony (ed.), *The International History of East Asia, 1900-1968*, Londres, Routledge, 2009.

une manière d'entretenir, avec le rappel des souffrances du peuple chinois durant quinze ans, la ferveur patriotique<sup>63</sup>.

### 3. Vingt ans de « menace chinoise », et la constitution des deux systèmes de guerre froide

#### *Le « retour » de la Chine*

En 1945, les rapports de puissance étaient complètement inversés. Tchang Kaï-chek était parvenu durant la guerre à reconstituer la quasi-totalité du territoire historique des Qing, si ce n'est le Tibet, et une partie de la Mandchourie que les Etats-Unis avaient promis à l'Union soviétique. La Mongolie intérieure, le Xinjiang et Taïwan étaient dans le giron chinois. Il avait même pu espérer reconstituer les liens de vassalité traditionnels au Vietnam et en Corée, et restaurer l'influence chinoise en Mongolie extérieure. Toutefois, les forces chinoises n'avaient pour mission que de désarmer les Japonais au Nord du Vietnam et ne devaient pas y demeurer, les Etats-Unis n'acceptèrent pas la proposition d'un condominium américano-chinois en Corée, et la Mongolie extérieure devint indépendante en 1945 suite à l'implication de l'Union soviétique<sup>64</sup>. Roosevelt avait misé sur une Chine puissante, unie et pro-américaine pour faire face au Japon et à l'Union soviétique dans l'avenir, et en avait fait un des cinq « gendarmes » du Conseil de Sécurité des Nations unies. Elle était la seule puissance non occidentale et reprenait d'une certaine manière le flambeau japonais comme représentant du monde dominé: certes, elle décida de ne pas soulever comme Tokyo en 1919 la question de la reconnaissance de l'égalité raciale, mais essaya de faire inclure dans le texte de la Charte « le respect de l'indépendance politique et de

---

<sup>63</sup> COBLE, Parks M. "China's "New Remembering" of the Anti-Japanese War of Resistance, 1937-45", *The China Quarterly*, 2007, n°190.

<sup>64</sup> LIN, Hsia-ting, "From Rimland to Heartland: Nationalist China's Geopolitics and Ethnopolitics in Central Asia, 1937-1952", *The International History Review*, Mars 2008, LIU, Xiaoyuan, *Recast All Under Heaven. Revolution, War, Diplomacy and Frontier China in the 20<sup>th</sup> Century.*, New York, Continuum, 2010.

l'intégrité des Etats membres », et insista pour que l'objectif du système de « trusteeship » soit l'indépendance<sup>65</sup>.

En sens inverse, le Japon était ravagé et occupé. Privé de ses Territoires du Nord par l'Union soviétique, il avait perdu son Empire. Il avait, dans le célèbre article 9 de sa Constitution de 1947, renoncé à la guerre et à toute armée ou « potentiel de guerre ». La contrainte était certes dictée par l'occupant américain, mais les Japonais commençaient à construire un double exceptionnalisme qui les plaçait à l'avant-garde de l'histoire. D'une part, ils ouvraient la voie, par leur constitution, à un monde de paix ; d'autre part, ayant été les seules victimes de bombardements atomiques, leur « sacrifice » devait au mieux empêcher la nucléarisation du monde et au pire empêcher que l'arme nucléaire soit à nouveau utilisée.

Or la Chine communiste construisit sur les acquis nationalistes de 1945 pour devenir une puissance après 1949 et se plaça, elle aussi, à l'avant-garde de l'histoire universelle. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, la Chine constituait une puissance, crainte et parfois admirée. L'empire s'était transformé en Etat, soucieux de revenir sur les tracés frontaliers qui lui avaient été imposés au temps des impérialismes. L'Union soviétique abandonna au milieu des années 1950 les avantages en Chine qu'elle avait hérités de l'Empire russe, de la conférence de Yalta et des accords de 1950 entre Staline et Mao. Le Tibet fut intégré de force dans les années 1950. Pékin s'efforça de retrouver une influence en Mongolie extérieure, quitte à se heurter aux Soviétiques. L'Inde puis l'Union soviétique firent face aux revendications frontalières de Pékin. La réintégration de Taïwan, où un million et demi de Nationalistes s'étaient repliés, semblait un impératif obsessionnel, puisque Mao Tsé-toung provoqua deux crises dans les années 1950 pour que la situation issue de 1949 ne perdure pas. Ses « volontaires » sauvèrent la Corée du Sud et son aide facilita la victoire du Vietminh qui offrit à la République Démocratique du Vietnam le Nord du pays.

Nombre d'observateurs occidentaux estimaient que le communisme avait rendu à la Chine sa fierté, et qu'il constituait un régime efficace pour encadrer,

---

<sup>65</sup> GUANGYAO, Jin, « The Nationalist Government and the Creation of the United Nations », *Social Sciences in China*, Automne 2006.

mobiliser et développer les masses asiatiques arriérées, et pour mettre fin à trente ans d'anarchie et de guerre. En Corée, la « nouvelle » Chine fit reculer la plus grande puissance mondiale, et la guerre permit de consolider le pouvoir communiste à l'intérieur du pays. Mao avait raison de dire que la Chine « pénétrée » s'était « redressée ».

Comme le communisme chinois ne devait pas sa victoire à l'Union soviétique, à la différence des démocraties populaires en Europe, il apparaissait comme une forme de nationalisme anti-impérialiste, et le pouvoir en place comme une nouvelle dynastie impériale chinoise. Le nouveau pouvoir estimait que l'Union soviétique n'était plus la Russie impérialiste, alors que le Japon et les Etats-Unis gardaient leurs gênes capitalistes, militaristes et expansionnistes. L'Union soviétique devint durant une décennie le nouveau modèle de modernité à imiter, et le communisme la *doxa* universelle que cette fois-ci la Chine adoptait bien avant le Japon, et qui lui permettait un développement accéléré<sup>66</sup>. Malgré la rhétorique et la propagande dessinant un bloc communiste aux ordres de Moscou, une éventuelle rupture sino-soviétique fut envisagée précocement à l'Ouest et surtout au Japon, mais n'intervint qu'à l'orée des années 1960. Il y eut entre Soviétiques et Chinois une division du travail, les premiers laissant aux seconds le soin de soutenir des mouvements révolutionnaires en Asie qu'eux-mêmes comprenaient mal et qu'ils suspectaient d'être trop mités par le nationalisme. Dans les années 1960, la Chine se plaça même en centre unique de la révolution mondiale, en modèle des révolutions dans le Tiers-Monde, et en leader de la lutte anti-impérialiste.

La Chine alliée dans les années 1950 à l'Union soviétique était une configuration rare et inquiétante. La progression japonaise en Asie durant la Seconde Guerre mondiale montrait que l'effet-domino n'était pas forcément un fantasme. La Chine semblait doublement hostile à l'Occident, car elle était à la fois « rouge » et « jaune », et son leader fut dans les années 1960 jugé imprévisible et fanatique. La Chine était accusée de soutenir les insurrections partout en Asie, et le précédent coréen faisait craindre qu'elle affronte les Occidentaux en Indochine ou à Taïwan. Jusqu'au renversement de Soekarno en 1965, elle tendait la main à un autre géant asiatique. Lorsqu'elle présentait le

---

<sup>66</sup> BERNSTEIN, Thomas P. et LI, Hua-Yu (eds.), *China Learns from the Soviet Union, 1949-Present*, Lanham, Lexington Books, 2010.

## L'Asie du nord-est face à la montée en puissance de la Chine

visage d'une grande puissance responsable et modérée, comme au milieu des années 1950, elle devenait indispensable à la paix, en Corée et en Indochine et devenait avec l'Inde un leader de l'« Asie aux Asiatiques », tout en faisant rêver tous les pays développés, prêts à « ouvrir » de nouveau la Chine et à pénétrer un marché de plusieurs centaines de millions d'individus.

Dans les années 1960, la Chine put être à la fois un pays isolé, crispé sur son indépendance, en conflit avec tous ses voisins et agité par des catastrophes économiques et humaines et par des secousses politiques, et une puissance mondiale peu soucieuse de rentrer aux Nations unies mais rayonnant par son idéologie et aidant des partis et des groupuscules sur toute la planète. Son premier essai nucléaire en 1964 fut considéré comme un symbole du réveil et de l'affirmation de l'Asie et des peuples de couleur, et contribua dès lors à l'escalade américaine au Vietnam, avant que Washington considère que l'accession de la Chine à ce nouveau statut la rendait plus raisonnable, d'autant que la stratégie nucléaire chinoise était clairement défensive<sup>67</sup>.

Ainsi, à l'inverse des perceptions de la Chine actuelle, si on doutait alors de sa capacité à être une grande puissance militaire et à être un modèle pour les pays du Sud, on ne doutait ni de sa volonté de transformer le système international, ni de son impatience.

*Le premier système de guerre froide : le système américain de « hubs and spokes »*

La Chine aujourd'hui ne manque pas de fustiger la persistance d'une « culture de guerre froide » aux Etats-Unis et les « reliques de la guerre froide » que constitueraient leurs alliances bilatérales en Asie du Nord-est. La gauche, aux Etats-Unis et en Asie, tient depuis les années 1960 un langage assez similaire. Le système américain de « *hubs and spokes* » en Asie orientale est en effet un héritage de la guerre froide, et principalement du tournant de 1949-50 qui a fait de la région un théâtre majeur de l'affrontement Est-Ouest, et l'a militarisé

---

<sup>67</sup> JONES, Matthew, *After Hiroshima. The United States, Race and Nuclear Weapons in Asia, 1945-65*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, chapitre 11, FRAVEL, M. Taylor et MEDEIROS, Evan S., «China's Search for Assured Retaliation. The Evolution of Chinese Nuclear Strategy and Force Structure», *International Security*, Automne 2010.

également en Europe : l'explosion nucléaire soviétique, la victoire des communistes en Chine et l'offensive militaire nord-coréenne contre la Corée du Sud ont conduit à l'intervention américaine en Corée et à un traité américano-sud-coréen en 1953, au traité nippo-américain de 1952, ainsi qu'au soutien au régime nationaliste à Taiwan et à la neutralisation du détroit de Formose par la VIIe flotte.

De fait, les Etats-Unis des années 1950 et 1960 étaient encore plus hostiles à la Chine qu'à l'Union soviétique, parce qu'avec elle la guerre était devenue chaude, et parce que la Chine idéalisée qu'ils avaient souhaité depuis plus un demi-siècle conduire vers l'idéal américain se tournait vers le modèle idéologique opposé. Après avoir échoué à empêcher la victoire du communisme en Chine durant la guerre civile, les Etats-Unis n'avaient pas réussi à vaincre en Corée et durent constater que le régime était bien ancré et que les Nationalistes ne pourraient pas « libérer » le continent. Ils avaient été prêts, au début de l'année 1950, à lâcher Tchang Kai-chek qu'ils rendaient responsable de la victoire du communisme, et à faire une croix sur Taïwan qui n'était pas inclus dans le périmètre de sécurité des Etats-Unis à la veille de la guerre de Corée. Mais le début de ce conflit les avait amenés à protéger Taiwan et à poursuivre la guerre civile chinoise.

Les Etats-Unis ont redressé le Japon et fait de cet ancien ennemi un allié, contre leur ancien allié chinois qui avait été la victime principale de l'impérialisme japonais. Ils en ont fait le « plus grand des dominos », qui ne pouvait être perdu sans risquer de perdre l'Asie. Ils jugèrent que la reconstruction économique, nécessaire à la stabilité politique, était plus importante que la démocratisation et la démilitarisation. Les Etats-Unis poussèrent rapidement au réarmement du Japon ; Yoshida résista quelque peu, ne voulant pas obérer la reprise économique facilitée par la guerre de Corée. En définitive, après une bataille complexe à l'intérieur du pays, Tokyo alla moins loin que ne l'avaient souhaité les Américains, et reçut moins d'aide économique qu'escompté<sup>68</sup> ; la fin des guerres en Asie en 1953-54 réduisit toutefois la pression. Le PLD se servit dorénavant de l'opposition de gauche

---

<sup>68</sup> MILLER, Jennifer M., "The Struggle to rearm Japan: Negotiating the Cold War State in U.S.-Japan Relations", *Journal of Contemporary History*, Printemps 2011.

comme d'un épouvantail pour résister aux demandes américaines dans le domaine militaire.

Le Traité de San Francisco, signé en 1951, n'a apporté au Japon qu'une « paix partielle », puisque l'Union soviétique ne l'a pas signé et que la Chine n'était pas présente. La gauche japonaise estima que l'alignement complet sur les Etats-Unis ôtait toute chance pour une « paix complète ». Dulles fit comprendre à Yoshida que le Congrès ne ratifierait le traité de paix que si le Japon signait un accord de paix séparé avec Taïwan. Cela rendait presque impossible une ouverture japonaise vers Pékin, alors que Yoshida était persuadé que l'alliance sino-soviétique n'avait pas d'avenir à cause de la force du nationalisme chinois, et que la carotte des échanges économiques hâterait le divorce de la Chine avec l'Union soviétique. Or Washington a imposé au Japon comme à ses alliés des restrictions au commerce avec la Chine plus sévères encore qu'envers le bloc de l'Est. Le Japon, désireux de rejoindre le GATT (il le fit en 1955), ne pouvait guère résister, même si quelques hommes d'affaire utilisèrent des circuits contrôlés par les communistes chinois.

Les Etats-Unis se sont donc efforcés de fermer la Chine au Japon à partir de 1950. Pourtant, en 1952, 57% des Japonais souhaitaient l'instauration de relations diplomatiques avec la Chine communiste ; ce pourcentage était monté à 75% en 1960. Au milieu des années 1950, les milieux d'affaire pressèrent des gouvernements soucieux de profiter de la détente de redonner à la politique extérieure japonaise un peu d'autonomie et de chercher les moyens de reprendre des relations économiques avec la Chine communiste. Le représentant japonais approcha Chou En-laï à Bandoung, mais les Etats-Unis étaient vigilants, craignant que la Chine communiste remporte un succès durant la conférence, que celle-ci s'en prenne à la présence américaine en Asie, et que le Japon se rapproche des pays nouvellement indépendants d'Asie, qui d'une certaine manière reprenaient son slogan de l' « Asie aux Asiatiques ».

Les Etats-Unis voulaient accompagner le retour du Japon en Asie. Il y eut des projets américains pour reconnecter la Corée et le Nord-est de la Chine à l'économie japonaise. Empêcher les communistes, durant la guerre civile et la guerre de Corée, de dominer toute la Mandchourie et la Corée était nécessaire car le redressement du Japon passait par une forme d'intégration industrielle régionale centrée sur l'archipel, peu différente des projets impérialistes

japonais. A partir du milieu des années 1950, les Etats-Unis ont voulu ouvrir l'Asie du Sud-est au Japon, qui avait besoin de ses matières premières et de ses marchés, sauf à ouvrir le marché américain, ce que le pouvoir américain finit pas imposer dans les années 1960 au Congrès et aux lobbies industriels inquiets de la concurrence japonaise. Après avoir fait la guerre contre le Japon pour l'empêcher de se réserver les ressources de l'Asie du Sud-est, les Etats-Unis firent la guerre au Vietnam, dans une certaine mesure, pour que le Japon puisse avoir accès à la région. Le Japon fut un partenaire actif, proposant de faire transiter l'aide américaine à l'Asie du Sud-est par ses soins, puisqu'il est asiatique, et essayant même de jouer du sentiment anti-américain en Asie<sup>69</sup>. La guerre du Vietnam provoqua un boom des exportations japonaises en Asie du Sud-est, qui rendait moins attirant un éventuel marché chinois, d'autant que la Chine était en pleine révolution culturelle. La division régionale du travail en Asie et les premières formes d'intégration régionale en Asie sont en partie un produit de la guerre froide et de la politique américaine.

Les modèles politiques et économiques autoritaires, militarisés et développementalistes de la Corée du Sud et de Taïwan doivent beaucoup à la guerre froide et à l'hégémonie américaine. Ils ressemblaient par bien des aspects à leurs ennemis communistes, la Corée du Nord et la Chine continentale. Outre l'émulation d'être en compétition avec ces deux « frères ennemis », ils utilisaient la peur de l'agression extérieure et de la subversion intérieure pour imposer un régime de surveillance très développé et pour orienter les énergies nationales vers un développement militarisé. Cette croissance fut fortement dépendante du marché américain. A cause de la guerre froide, les Etats-Unis ont encouragé, puis toléré chez leurs alliés asiatiques des modèles de développement économique qui paraissaient bien loin de leur vision traditionnelle du capitalisme libéral. Les Etats-Unis ont parfois présenté la guerre du Vietnam comme un sacrifice des Etats-Unis pour que leurs alliés japonais, sud-coréens et taiwanais disposent de l'oxygène sécuritaire indispensable à leur croissance économique.

Le Japon, pivot de la stratégie américaine en Asie, dut accepter le maintien des bases et une grande liberté américaine pour leur utilisation, ce qui fut consigné

---

<sup>69</sup> HOSHIRO, Hiroyuki, "Co-Prosperity Sphere Again? United States Foreign Policy and Japan's "First" Regionalism in the 1950s", *Pacific Affairs*, Automne 2009.

dans un traité ratifié en avril 1952. Sa révision en 1960 dans des circonstances difficiles donnait encore de grandes facilités aux Américains, dont les détails révélés récemment font polémique<sup>70</sup>. Vu de Chine, les Etats-Unis voulaient non seulement préserver leur hégémonie en Asie et instrumentalisaient à ces fins la menace communiste, mais faisaient de leur réseau d'Etats clients (jugés quasi-colonisés) des bases pour l'attaquer, notamment avec l'arme nucléaire dont l'utilisation était ostensiblement envisagée. La Chine a poussé le Vietminh au compromis en 1954 pour éviter une entrée en guerre des Etats-Unis et leur installation à leur frontière Sud. Les Américains, selon Pékin, n'auraient pas pu accepter le verdict de la guerre civile, aurait poussé au-delà du 38<sup>e</sup> parallèle en 1950 pour menacer la Chine depuis la Corée, et auraient rêvé d'un effondrement du régime communiste facilité par leur embargo économique, voire d'une reconquête, que la déneutralisation du détroit de Formose par Eisenhower dès son arrivée au pouvoir pouvait annoncer.

On connaît désormais les multiples opérations clandestines américaines des années 1950 : pour aider aux coups de main et aux bombardements des Nationalistes sur les côtes chinoises, pour utiliser des troupes du Guomindang réfugiées en Birmanie à porter le danger au Sud de la Chine, pour contester l'emprise du régime de Pékin sur le Tibet. Le Premier ministre japonais a proposé aux Américains au début des années 1950 d'envoyer des Japonais en Chine pour encourager les mouvements anticommunistes, de collaborer avec le Guomindang, et de créer une CIA à la japonaise. Le Japon a mené quelques opérations à partir de janvier 1953, et a participé avec la CIA à l'interrogation de rapatriés de Chine<sup>71</sup>. Washington a suggéré à la France, durant la guerre d'Indochine, l'utilisation de troupes sud-coréennes. Celles-ci ont été engagées de manière importante (près de 10% des forces armées du pays) dans la guerre américaine au Vietnam ; la Corée du Sud n'en a pas tiré le droit de participer au processus de décision ni une déclaration de solidarité automatique en cas

---

<sup>70</sup> KITAOKA, Shinichi, "The Secret Japan-US Security Pacts. Background and Disclosure", *Asia-Pacific Review*, 2010, n°17(2).

<sup>71</sup> INOUE, Masaya, "Yoshida Shigeru's "Counter Infiltration" Plan against China. The Plan for Japanese Intelligence Activities in Mainland China, 1952-54", *World Political Science Review*, 2009, n°5(1).

d'agression sur son propre sol, mais quelques avantages économiques<sup>72</sup>. En revanche, si des Nationalistes de Taïwan ont participé aux activités de renseignement et de contre-insurrection, les Etats-Unis pas plus que les Français avant eux ne voulaient de soldats en uniforme qui seraient considérés comme une provocation par la Chine communiste. Le Japon ne pouvait apporter que leur géographie pour la logistique de guerre, leur soutien moral et leur aide financière au Sud-Vietnam, mais les gouvernements le firent avec détermination à cause de leur anticommunisme, tout en craignant une escalade avec la Chine, en appelant à la négociation, et en espérant pour récompense de ce soutien une restitution d'Okinawa, d'où partaient les B52 américains destinés à bombarder le Nord Vietnam<sup>73</sup>.

Ainsi, les fronts étaient liés entre eux de la Corée à l'Asie du Sud-est. Cette réalité demeure aujourd'hui, à travers l'image en Chine des doigts d'une main menaçant le pays par l'Est (avec le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, l'Asie du Sud-est et l'Australie), ou la perception d'un durcissement chinois dans les années 2009-2010 se manifestant de la Corée à la Mer de Chine du Sud.

Toutefois, les Américains n'ont pas constitué de bloc asiatique, alors que les Chinois estiment que l'objectif américain reste toujours de créer une mini-OTAN en Asie. Durant deux décennies, les Etats-Unis ont réfléchi à la possibilité d'un Pacte Pacifique, à des liens entre leurs trois alliés d'Asie du Nord-est et l'OTASE (dans laquelle ils voulaient initialement les faire entrer), à une alliance tripartite avec le Japon et la Corée du Sud, tandis que Taïwan et la Corée du Sud demandèrent, inquiets de la situation au Vietnam, la signature d'un Pacte tripartite. En fait, les Américains étaient réticents à créer un équivalent d'OTAN asiatique, à cause du manque d'identité collective (en termes de régime politique mais sans doute aussi de race), des écarts de puissance entre alliés, des tensions persistantes entre Japonais et Coréens, et de la provocation que ce Pacte constituerait pour une Asie neutraliste qui

---

<sup>72</sup> YI, Kil J. "The US-Korean Alliance in the Vietnam War. The Years of Escalation, 1964-68", In: GARDNER, Lloyd C. et GITTINGER, Ted (eds.), *International Perspectives on Vietnam*, College Station, Texas University Press, 2000.

<sup>73</sup> LLEWELYN, James, "Balancing Okinawa's return with American expectations: Japan and the Vietnam War (1965-75)", *International Relations of the Asia-Pacific*, 2010, n°10(2).

voyait dans la guerre froide une nouvelle justification pour l'impérialisme occidental<sup>74</sup>. Les perceptions des alliés étaient également fort différentes ; Taiwan avait les yeux tournés vers le continent, la Corée du Sud vers la Corée du Nord, le Japon s'inquiétait avant tout de la menace soviétique et lorgnait vers la Chine avec laquelle elle estimait avoir une relation historique spéciale, et les Etats-Unis étaient en Asie focalisés sur la Chine rouge.

Une des causes de l'échec était les relations difficiles entre la Corée du Sud et le Japon. Les Coréens ne voulaient pas être inclus dans un système centré de fait sur le Japon, puisque celui-ci était bien plus puissant que ses partenaires potentiels (ce qui n'est pas le cas pour l'Europe avec le Royaume uni et la France face à l'Allemagne de l'Ouest), avait des bonnes relations avec Taiwan et était réintroduit en Asie du Sud-est par les Etats-Unis. Ils pensaient que le Japon pourrait être tenté de composer avec la Chine. Les ressentiments antijaponais de Syngman Rhee étaient profonds. Il voulait que le Japon reconnaisse ses erreurs, verse des réparations, et améliore le statut des Coréens au Japon. Le Japon craignait l'agenda anticommuniste de la Corée du Sud (mais aussi de Taiwan). Park ne goûtait guère la volonté des Etats-Unis de lier l'économie sud-coréenne à l'économie japonaise pendant que les Etats-Unis combattaient au Vietnam, et la décrivait comme une volonté de subordonner de nouveau la Corée au Japon. Ces pommes de discordent demeurent. Pour le Japon, s'engager trop avec Taïwan et la Corée du Sud est problématique puisqu'il risque d'être entraîné dans les enjeux des unifications coréennes et chinoises, et dans les crises (voire les guerres) qu'ils peuvent générer. La Corée du Sud ne veut pas être subordonnée au Japon, non seulement politiquement mais également dans le domaine technologique (c'est pourquoi elle est réticente à rejoindre les programmes antimissiles nippo-américains).

En revanche, le Japon a été un soutien pour Taïwan. Nobusuke Kishi fut le premier Premier ministre japonais à se rendre à Taïwan en juin 1957, où il conforta Tchang Kai-shek dans sa volonté de reconquérir le continent. Dans

---

<sup>74</sup> HEMMER, Christopher et KATZENSTEIN, Peter J., "Why Is There No NATO in Asia? Collective Identity, Regionalism and the Origins of Multilateralism", *International Organization*, Eté 2002, DUFFIELD, John S., "Asia-Pacific Security Institutions in Comparative Perspective", In: IKENBERRY, G. John et MASTANDUNO, Michael (eds.), *International Relations Theory and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003.

les années 1960, s'affrontaient à l'intérieur du PLD un lobby prochinois et un lobby pro-taïwanais. Si les hommes d'affaires japonais étaient intéressés par le marché chinois, ils avaient de nombreux liens économiques avec Taïwan. Le Japon est resté le marché principal de Taïwan de 1950 à la fin des années 1960, et nombre de marchands taïwanais japonisés ont continué leurs activités au-delà de la « rupture » de 1945<sup>75</sup>. Taïwan était pour le Japon un trait d'union avec les communautés chinoises d'Asie du Sud-est. Dès son admission aux Nations unies en 1956, le Japon fut un soutien de la République de Chine, même si la gauche considérait que c'était le signe d'une soumission à Washington. Pourtant, à la fin des années 1960, le Japon était bien plus en pointe que les Etats-Unis sur la question de la représentation chinoise aux Nations unies. Mais en même temps, il sembla un temps favoriser l'indépendance de Taïwan lorsqu'il avança la formule de la représentation de deux Etats distincts (« *One China, one Taiwan* »), et eut l'impression d'être abandonné par ses alliés lorsqu'il chercha à préserver le siège de Taïwan<sup>76</sup>.

Non seulement il n'y eut pas de bloc, mais une fonction importante des alliances bilatérales des Américains était de contrôler et de modérer leurs alliés-clients<sup>77</sup>. Les dirigeants américains craignaient l'aventurisme de Tchang Kaï-chek et de Syngman Rhee, leur anticommunisme fanatique et leur obsession pour la reconquête des territoires perdus. Il leur fallait certes préserver leur crédibilité globale d'allié et ne pas saper la légitimité de régimes fondés sur la volonté d'éradiquer le communisme pour parvenir à la réunification de leur pays, mais les Etats-Unis ne voulaient pas être entraînés une nouvelle fois dans une guerre au mauvais moment et au mauvais endroit, notamment à Quemoy et Matsu lors des crises de 1954-55 et 1958. Il y eut même, dans les années 1950, des tentatives d'alliance anticommuniste indépendamment des Etats-Unis, impulsées par la Corée du Sud, Taïwan, et le Vietnam du Sud.

---

<sup>75</sup> LIN, Man-houng, "The Survival of Economic Elites during regime transition: Government-Merchant Cooperation in Taiwan's Trade with Japan, 1950-1961", In: AKITA, Shideru et WHITE, Nicholas J. (eds.), *The International Order of Asia in the 1930s and 1950s*, Ashgate, 2010.

<sup>76</sup> LIANG, Pan, "Fighting with Formulas over China: Japan and the United Kingdom at the United Nations, 1961-1971", *The International History Review*, Juin 2009.

<sup>77</sup> CHA, Victor D., "Powerplay Origins of the U.S. Alliance System in Asia", *International Security*, Hiver 2009-2010, et "Rhee-Strait": The Origins of the US-ROK Alliance", *International Journal of Korean Studies*, Printemps 2011.

C'est dans le domaine nucléaire que la volonté de contrôle américain a été le plus évident. La question se posa réellement avec l'accèsion de la Chine communiste à l'arme nucléaire. Johnson refusa toute opération préventive contre les installations nucléaires chinoises, craignant les conséquences au Vietnam. En octobre 1964, le renversement de Khrouchtchev et le premier essai nucléaire chinois intervinrent coup sur coup. Tchang Kai-shek conclut de ces deux événements, intervenant quelques mois après la reconnaissance de la Chine communiste par la France, que désormais le prestige de Mao était au zénith en Asie. Il demanda à Washington de réagir ou de lui permettre d'agir afin d'empêcher que la Chine acquiert des capacités crédibles. Il était persuadé que le bombe « ChinCom » ne pouvait que viser Taiwan. Johnson fit étudier des projets, mais aucun n'était faisable. Les Phantom qu'il envoya sur l'île, munis de bombes atomiques, servaient moins à défendre Taiwan qu'à pouvoir frapper la Chine si elle intervenait au Vietnam. Tchang Kai-shek fit accélérer son propre projet pour acquérir l'arme nucléaire, que la CIA connaissait grâce à un informateur à l'intérieur même du programme, et que nombre de dirigeants nationalistes considéraient comme « hasardeux économiquement, infaisable techniquement et risqué politiquement »<sup>78</sup> ; il se tourna vers Israël et l'Allemagne de l'Ouest, tandis que les Etats-Unis refusèrent de fournir des équipements et poussèrent Taïwan à ratifier le TNP en 1968.

Sato Eisaku, à peine arrivé au pouvoir au Japon en novembre 1964, était favorable à l'arme nucléaire à cause du test chinois, laquelle risquait de faire du Japon l'otage de la Chine en cas d'escalade au Vietnam ou de guerre en Corée, Il s'en est ouvert à l'ambassadeur américain Reischauer, qui s'en alarma aussitôt ; Sato demanda en 1965, sans succès, des garanties au Président américain qu'en cas de guerre sino-japonaise les Etats-Unis emploieront l'arme nucléaire<sup>79</sup>. Finalement, pour rassurer l'opinion et les Etats-Unis, le gouvernement édicta en 1967 les « Trois principes non nucléaires ». Un groupe de travail réfléchit secrètement aux coûts et bénéfices de l'arme nucléaire pour le Japon, et conclut qu'il fallait mieux rester sous le parapluie nucléaire chinois. Le Japon signa le TNP en 1976.

---

<sup>78</sup> TAYLOR, Jay, *The Generalissimo. Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China*, New York, Belknap Press, 2009, p. 528.

<sup>79</sup> PACKARD, George R., *Edwin O. Reischauer and the American Discovery of Japan*, New York, Columbia University Press, 2010, p; 196-197.

## L'Asie du nord-est face à la montée en puissance de la Chine

La Chine peut donc voir un intérêt dans les alliances américaines en Asie, puisqu'elles empêchent la nucléarisation du Japon et de Taïwan et la proclamation de l'indépendance de Taïwan aujourd'hui comme les tentatives de reconquête de Tchang Kai-chek hier.

### *Le second système de guerre froide*

Le rapprochement sino-américain a entraîné une modification majeure du système né au début des années 1950, sans toutefois remettre en cause son fondement, à savoir les alliances bilatérales dominées par la puissance hégémonique. Ce rapprochement était pressenti bien avant le voyage de Nixon à Pékin en 1972, tandis que la normalisation des relations fut l'œuvre de Carter. Le symbole de cette nouvelle relation fut le voyage de Deng Xiaoping aux Etats-Unis en 1979, image d'une Chine sortie des turbulences du maoïsme et s'ouvrant enfin au monde. Les décès de Tchang Kai-chek en 1975 et de Mao Tsé-toung en 1976 semblaient clore une époque.

Si durant les années 1950 et 1960, les alliés des Etats-Unis pouvaient craindre les conséquences d'une guerre ouverte américano-chinoise et les Etats-Unis d'être entraînés dans cette guerre par les impulsions ou la faiblesse de leurs alliés (en particulier la Corée du Sud, Taïwan et le Vietman du Sud), le retrait américain du Vietnam et le quasi partenariat stratégique sino-américain faisaient agiter le spectre de l'abandon par les Etats-Unis et de la défection des alliés asiatiques. Si ce ré-agencement, qui menait à un hybride de bipolarité, de tripolarité, voire de quadripolarité avec la croissance économique phénoménale du Japon, donnait de nouvelles marges de manœuvre, il remettait en cause des identités fondées sur les mobilisations communistes et anticommunistes. Les conséquences apparurent dans les années 1980 : les mouvements sociaux et la démocratisation en Corée du Sud et à Taïwan, la critique des Etats-Unis et la « découverte » de la Corée du Nord en Corée du Sud, la construction d'une identité taïwanaise fondée sur la « découverte » des peuples autochtones, de l'héritage positif de la présence japonaise et de la répression de 1948 menée par le Guomindang, la réinvention à la fois postmoderne et néoconservatrice de l'« essence japonaise » sous Nakasone, et le glissement vers le nationalisme d'une Chine ballottée dans le « socialisme de

marché», l'ouverture au monde et un processus tortueux de « dérévolutionnarisation ».

Les « chocs Nixon » (l'abandon de la convertibilité du dollar en or, l'imposition de droits de douane sur les produits japonais importés et le rapprochement avec la Chine) ont d'autant plus marqué les Japonais qu'ils ne furent prévenus qu'au dernier moment : ces initiatives unilatérales ont donc été vécus et restent considérées comme des trahisons. Le Président américain n'avait guère de considération pour le Japon, qu'il suspectait d'utiliser sa nouvelle puissance économique et ses pratiques mercantilistes comme substitut à son expansionnisme atavique. A Mao qui s'inquiétait de l'affirmation du Japon, il indiqua que l'alliance américaine devait satisfaire la Chine car elle tenait en laisse le Japon et ses possibles tentations nationalistes et militaristes. Alors que le Japon pensait compter de nouveau dans le monde (avec, en 1964, les Jeux Olympiques de Tokyo et leur entrée dans l'OCDE) et avoir été un allié fidèle des Etats-Unis, il risquait de devenir quantité négligeable dans le jeu à trois entre Washington, Pékin et Moscou. Au pire, les Américains pouvaient jouer de nouveau la Chine qui paraissait en voie de stabilisation face à la puissance japonaise en plein essor, d'autant que Pékin accusait le Japon de profiter de la guerre du Vietnam pour revenir en force en Asie du Sud-est.

Devenu Premier ministre en 1972, Tanaka Kakuei se rendit donc rapidement à Pékin. La faction du PLD qu'il dirigeait conçut une sorte de mission pour le Japon, à savoir de poursuivre une politique d'amitié à l'égard de la Chine ; mais il avait du lutter pour l'emporter sur un adversaire soutenu par l'important lobby taïwanais qui demeurait au sein du parti<sup>80</sup>. Ce tropisme chinois resta ancré longtemps dans l'esprit des proches et des héritiers de Tanaka. La gauche applaudissait à une ouverture à la Chine qu'elle attendait depuis des années, même si elle se faisait dans les pas des Américains. Durant quinze ans, les opinions favorables à la Chine ne descendirent pas en dessous de 65%. Avant même que le Japon apparaisse à Deng Xiaoping comme un modèle de modernisation, après sa visite pour la signature du traité de paix et

---

<sup>80</sup> KAMIYA, Mataka, "Japanese Politics and Asia-Pacific policy", In: VOGEL, Ezra F. et alii (eds.). *The Golden Age of the U.S.-China-Japan triangle, 1972-1989*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2002.

d'amitié de 1978, assistance et prêts japonais se déversèrent, certes pour éviter les réparations, pour obtenir les bénéfiques escomptés du marché chinois, pour montrer une certaine autonomie à l'égard des Etats-Unis tout en participant à leur nouvelle politique asiatique, mais aussi pour éviter un retour en arrière en Chine – en particulier aux errements de la Révolution culturelle, et pour « guider » la modernisation chinoise. Le Japon fut plus clair sur Taiwan que les Etats-Unis en adoptant la plupart des positions souhaitées par Pékin ; Taiwan n'était donc pas un problème dans les relations sino-japonaises durant les années 1970. Alors que la Chine menait l'offensive sur les Paracels, elle n'a pas soulevé la question des Diaoku/Senkaku durant le processus de normalisation. Dès lors, il n'était plus question en Chine d'inquiétude sur le nationalisme militariste du Japon ; au contraire, celui-ci était invité à en faire d'avantage pour faire face à l'hégémonisme soviétique.

Le Japon trouvait dans ses relations avec la Chine un moyen de sortir du face à face avec les Etats-Unis, surtout que ceux-ci multipliaient les récriminations à l'égard de ses pratiques commerciales « déloyales ». Pour Tokyo, il y avait clairement un triangle « vertueux » Etats-Unis – Japon – Chine, qui pouvait assurer paix et prospérité en Asie, et fonctionner de manière assez indépendante du triangle stratégique Etats-Unis – Chine – Union Soviétique militarisé, nucléarisé, et marqué par les affrontements idéologiques. Les relations sino-japonaises furent toutefois troublées au début des années 1980 : la Chine constatait que l'Union soviétique faisait désormais face à des Etats-Unis plus assurés, et elle chercha donc à normaliser ses relations avec Moscou ; l'histoire commençait à devenir un enjeu politique (l'affaire des manuels scolaires en 1982, la visite de Nakasone au sanctuaire Yasukuni en 1985), donnant des arguments aux Chinois qui s'inquiétaient des prétentions de puissance du Japon.

Les autorités taïwanaises avaient eu l'impression que leur pays devenait secondaire à cause de la guerre du Vietnam, et que les Etats-Unis étaient tentés par une ouverture à l'égard de la Chine. Elles ne furent prévenues qu'au dernier moment des initiatives américaines. Certes, les Etats-Unis ne voulaient pas miner leur légitimité et l'ordre intérieur de leur allié, mais ils savaient qu'ils devaient faire des concessions sur Taiwan pour que Pékin pèse sur le Nord-Vietnam dans les négociations qui devaient mettre fin à la guerre. La Chine disait craindre que le Japon remplace les Etats-Unis comme puissance

protectrice de Taïwan, et qu'il agite l'indépendantisme taïwanais pour en profiter ensuite. Les Etats-Unis zigzaguèrent dans leur stratégie aux Nations unes, sans parvenir à empêcher le vote qui poussa la République de Chine à se retirer de l'organisation. Ils parvinrent à un communiqué ambigu quant à leur position sur la question taïwanaise et sa résolution (il n'était pas question de « résolution pacifique »), mais qui paraissait nécessaire pour un rapprochement avec Pékin. Il n'y eut pas de manifestations anti-américaines à Taïwan, et les autorités cherchèrent plutôt à renforcer les liens avec les Etats-Unis, notamment en faisant valoir la prospérité et la stabilité du pays. Il est pourtant possible que pour nombre de dirigeants américains, la question de Taïwan ne se prolongerait pas, parce que l'unification chinoise aurait lieu dans un avenir proche<sup>81</sup>. C'est Carter plus que Nixon qui « résolut » le problème de Taïwan dans les relations sino-américaines, notamment parce qu'il était agacé par l'agressivité du lobby taïwanais au Congrès. Il mit un terme au traité de défense mutuelle et rompit les relations diplomatiques avec la République de Chine. Toutefois, afin de satisfaire le Congrès, qui de son propre chef affirma l'intérêt des Etats-Unis à préserver la sécurité de Taïwan, il autorisa la continuation des ventes d'armes.

Avec le rapprochement sino-américain et entrée de la RPC à l'ONU, Seoul commença à penser que des contacts avec la Chine pouvaient l'amener à modérer la Corée du Nord. La législation fut changée en 1972 pour pouvoir commercer avec les Etats communistes autres que la Corée du Nord (et Cuba). Des points de contact furent établis par le ministère des Affaires étrangères à Washington, Londres, Ottawa, Paris et Tokyo et au consulat de Hong Kong. En 1973, la Corée du Sud abandonna l'équivalent de la doctrine Hallstein, et fit référence pour la première fois à la République Populaire de Chine. En 1974, Pékin permit aux Coréens du Sud de correspondre avec leur famille en Chine par l'intermédiaire du CICR. Si la Corée du Nord fit quelques

---

<sup>81</sup> Voir les diverses contributions dans KIRBY, William C. et alii (eds.), *Normalization of US-China Relations. An International History*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2005.

ouvertures, Nixon et Kissinger faisaient étudier des plans d'opération fondés sur l'utilisation d'armes nucléaires tactiques au Nord<sup>82</sup>.

Surtout, le rapprochement sino-américain pouvait donner comme signal que les Etats-Unis allaient se désengager militairement de la région, et laisser la Chine mener l'endiguement antisoviétique et antivietnamien. Cette crainte donna naissance à une seconde tentation nucléaire, en Corée du Sud et à Taiwan. Washington retira des troupes de Corée du Sud et refusa des ventes d'armes à Seoul. Or Park, dès qu'il avait compris en 1969 que les Etats-Unis changeaient de politique en Asie, avait souhaité que son pays se dote de capacités nucléaires. Alors que le programme avait débuté, il annonça publiquement que la Corée du Sud se doterait de l'arme nucléaire si le parapluie nucléaire américain n'était plus crédible. Kissinger profita de la dépendance de la Corée du Sud à l'égard du marché américain pour contraindre Seoul à renoncer et à adhérer au TNP. La Corée du Sud utilisa avec succès la menace de reprendre son programme pour contraindre Carter à ne pas retirer des troupes supplémentaires. Les installations taiwanaises étaient pour leur part inspectées par l'AIEA comme s'il s'agissait de nucléaire américain. Les Etats-Unis furent persuadés en 1974 qu'un petit programme était poursuivi, et Pékin s'inquiéta. Les pressions américaines furent fortes et le Taiwan Relations Act de 1979 amena des inspections serrées. Toutefois, l'attitude des Etats-Unis était ambiguë puisqu'ils avaient aidé Taïpei à acquérir du matériel canadien et de l'uranium enrichi sud-africain, et avait fourni de l'eau lourde. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que les Etats-Unis parvinrent à mettre un terme à ces ambitions, et rapatrièrent l'eau lourde qu'ils avaient livrée.

Le nouveau système comprenait une forme d'alignement entre les Etats-Unis, le Japon et la Chine face à l'Union soviétique, une aide japonaise pour la modernisation de la Chine, un accord tacite entre des dirigeants ayant vécu la guerre pour ne pas soulever les questions historiques, et un accord pour

---

<sup>82</sup> WAMPLER, Robert, "How Do You Solve a Problem like Korea? New Archive Document Collection Shed Light on Nixon's Frustrating Search for Military Options", National Security Archive Briefing Book 322, 23 juin 2010.

limiter les désaccords sur Taïwan<sup>83</sup>. Certaines dimensions de l'ordre qui s'est mis en place en Asie orientale dans les années 1970 restent structurantes. Les Etats-Unis tolèrent l'existence d'un régime communiste en Chine. Ils assurent la sécurité du Japon face à la Chine, mais permettent aussi à la Chine de ne pas craindre un Japon indépendant, militarisé, voire nucléarisé. En cela, la Chine peut s'accommoder de l'ordre américain en Asie.

La fin de la guerre froide n'a pas été un séisme en Asie du Nord-est comme ont pu l'être l'intrusion occidentale et la fin de la Seconde Guerre mondiale, obligeant à une reconsidération complète non seulement ses approches de politique étrangère mais aussi des identités même des pays. Ce fut un processus commencé dès les années 1970, avec les normalisations sino-américaine et sino-japonaise, et avec les réformes de Deng Xiaoping. La dernière guerre d'un siècle terrible pour l'Asie eut lieu entre la Chine et le Vietnam en 1979, et dix ans plus tard les troupes vietnamiennes évacuaient le Cambodge. A la fin des années 1980, et pour la première fois de l'histoire récente, les grandes puissances en Asie entretenaient des relations bilatérales cordiales : les Etats-Unis, l'Union Soviétique, la Chine, le Japon et l'Inde. Alors que les orientations de la Chine communiste en politique étrangère changeaient tous les dix ans, celle-ci paraissait enfin prévisible : la Chine faisait profil bas et elle souhaitait avant tout un environnement régional stable, parce qu'il était indispensable pour son développement économique, désormais fondé sur une ouverture maîtrisée, développement indispensable pour donner une nouvelle légitimité au régime communiste. Cette stabilité pouvait certes reposer sur des relations bilatérales apaisées entre les grandes puissances de la région, mais aussi sur l'importation des pratiques expérimentées en Europe, par exemple dans la CSCE, ce que proposa Gorbatchev en 1986-87, ou sur celles qui avaient semblé amener à une stabilisation de l'Asie du Sud-est, à savoir celles de l'ANSEA, et enfin sur les dimensions multiscalaires des interdépendances et intégrations économiques, telles que commençait à les prôner le Japon, qui en était alors le centre d'impulsion majeur.

---

<sup>83</sup> KOKUBUN, Ryosei, "The Shifting Nature of Japan-China Relations after the Cold War", In: LAM PENG, Er (ed.), *Japan's Relations with China*, Londres, Routledge, 2006.

## **II- L'EMERGENCE D'UNE NOUVELLE DONNE, MAIS NON D'UN NOUVEAU SYSTEME**

Les transitions d'un système à un autre ont débuté par des chocs : choc de l'« ouverture » des pays d'Asie par l'Occident, choc de Versailles qui a mis face à face le nationalisme chinois et l'impérialisme japonais, choc de la capitulation japonaise et de la fin de la Seconde Guerre mondiale, chocs de la victoire du communisme en Chine et de la guerre de Corée, « chocs Nixon » puis de la mort de Mao.... Or la fin de la guerre froide ne fut pas vraiment un choc en Asie, et il ne semble pas qu'il faille considérer la répression chinoise en 1989 comme un choc. Dès lors, maints fondements anciens ont perduré, même quand une nouvelle donne se dessinait. Celle-ci entremêlait des transformations internes et internationales, les tendances lourdes (comme la montée en puissance de la Chine), des bifurcations, et des conjonctures critiques. La mondialisation n'est pas une nouveauté pour l'Asie, mais elle modifie l'espace-temps. De la longue transition des années 1990, émerge donc un nouveau jeu de relations bilatérales, des perceptions nouvelles des menaces, risques et opportunités de la puissance chinoise, et un nouvel emboîtement d'échelles pour les acteurs de la scène régionale, qui dépendent de plus en plus du temps démocratique et de la communication de masse.

### **La longue transition des années 1990**

La fin de la guerre froide fit poser la question de la pérennité des piliers des deux systèmes de 1951 (les alliances américaines, les deux Corées et les deux Chines) et de 1972 (le rapprochement sino-américain). Après quelques années d'incertitudes, ces piliers se sont montrés solides. Au milieu des années 1990, une nouvelle donne est apparue : l'existence de deux puissances régionales en Asie, le Japon et la Chine. Les conséquences de cette nouvelle donne se dessinaient dès cette période.

### *Les incertitudes du début des années 1990*

Le début des années 1990 fut un moment d'incertitudes. L'implosion de l'Union soviétique éliminait un joueur majeur de l'équation stratégique. La Russie ne s'intéressait plus guère à l'Asie, et sa diplomatie se tournait résolument vers l'Ouest. Elle faisait l'impasse sur la Corée du Nord et misait sur la Corée du Sud. La Chine, en pleine réflexion sur les événements de 1989-91 dans l'Europe communiste, ne pouvait poursuivre le rapprochement avec Moscou initié dans les années 1980. Malgré sa richesse, Tokyo ne parvenait pas à faire fléchir la Russie sur les questions territoriales.

Sans menace soviétique, les Etats-Unis resteraient-ils engagés en Asie ? Ils connaissaient des difficultés économiques et parlaient de « dividendes de la paix ». Ils vivaient mal le succès économique du Japon, qu'ils avaient favorisé en assumant la charge de l'endiguement antisoviétique et en ouvrant leurs marchés sans guère de réciprocité. Le « *Japan bashing* » était à l'honneur. La guerre du Golfe pouvait apparaître comme le sursaut d'un empire qui ne peut plus miser que sur sa puissance militaire. Certes, les Etats-Unis s'efforçaient de s'accrocher aux wagons de la prospérité asiatique, mais apparaissaient comme un pays prédateur cherchant à ouvrir les marchés des « dragons » asiatiques tout en pompant leur épargne pour financer leurs déficits commercial et budgétaire et leurs dépenses militaires. L'espoir de voir la Chine se transformer en démocratie était mort sur la place Tiananmen ; comme le temps était à l'euphorie démocratique et à l'exigence en matière de droits de l'homme, il était difficile d'espérer de simples relations d'intérêt économique avec la Chine. Mais il n'était plus question d'isoler la Chine comme dans les années 1950 et 1960.

Un retrait américain pouvait mener soit à un jeu de puissances spécifiquement asiatique, la rivalité sino-japonaise devenant structurante après un demi-siècle de rivalité américano-soviétique et un siècle et demi de rivalités entre puissances occidentales en Asie, soit à la constitution d'un bloc asiatique qui à terme exclurait les Occidentaux, voire mènerait à un inévitable conflit comme en 1941. Le premier scénario, reposant sur les théories réalistes des relations internationales, faisait imaginer une Asie du XXI<sup>e</sup> siècle qui ressemblerait à l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, voire à celle des années 1870-1945 si la montée en puissance de la Chine déstabilisait les équilibres autant que celle de

l'Allemagne. En effet, les nationalismes s'affirmaient, comme légitimité alternative pour les pays communistes et comme composition identitaire produite par ou contre la mondialisation libérale. Les controverses sur l'histoire et sur la géographie attisaient les braises, d'autant qu'elles prenaient une ampleur inédite dans une sphère médiatique en expansion continue. La prospérité donnait les moyens d'augmenter les dépenses d'armements.

Le second scénario, qui trouva un écho public dans la thèse du choc des civilisations de Samuel Huntington, semblait toutefois le plus probable. Les divisions de la guerre froide semblaient en effet s'évanouir en Asie orientale. La Chine, isolée dans les années 1960, avait normalisé ses relations avec tous ses voisins et, pour la première fois depuis cent cinquante ans, ne connaissait pas de menace à ses frontières. Elle avait notamment établi des relations fructueuses avec la Corée du Sud, tandis que le Japon ouvrait le dialogue avec la Corée du Nord. Les deux Corées avaient été admises aux Nations unies, et la « *Nordpolitik* » de Seoul semblait pouvoir aboutir à une unification, comme l'avait réussi l'« *Ostpolitik* » ouest-allemande. La rétrocession de Hong Kong et de Macao était en bonne voie, et semblait une répétition générale avant le « retour » de Taïwan, d'autant que les échanges humains et économiques augmentaient rapidement avec le Continent grâce à la levée progressive des restrictions.

Il était question de « valeurs asiatiques », différentes voire supérieures aux valeurs occidentales dont l'universalité était contestée, comme lors de la conférence de Vienne sur les droits de l'homme en 1993, durant laquelle se poursuivirent les efforts des voisins de la Chine pour éviter qu'elle devienne un paria après les massacres de Tiananmen ; d'une convergence des modèles politiques et économiques qui permettrait de marier ordre politique et croissance économique ; de sub-régionalismes, permis par la fin de la parenthèse de domination occidentale, portés par les complémentarités entre main d'œuvre, matières premières et ressources financières, symbolisés par les diplomaties des régions et des villes et par les triangles de croissance ; de divisions régionales du travail organisées par une cascade de « vols d'oies sauvages », et du facteur d'intégration que constituait les réseaux de la « diaspora » chinoise ; d'un « *ASEAN Way* » qui, depuis l'Asie du Sud-est, percolerait dans toute l'Asie orientale et permettrait d'assurer paix et stabilité grâce à des formes peu institutionnalisées de socialisation qui préservent la

souveraineté d'Etats historiquement victimes de l'impérialisme et du colonialisme, et les petits Etats face aux prétentions des grands.

Ces deux avenir possibles dépendaient des évolutions des Etats du Nord-est. Or cet avenir était très incertain. Après les événements de Tiananmen, il n'était pas facile de savoir si les réformes et l'ouverture se poursuivraient en Chine ou si les dirigeants les plus conservateurs imposeraient un retour aux fondamentaux du système maoïste, si la Chine allait implorer comme l'Union soviétique à cause des ambitions des élites locales et des revendications des minorités nationales périphériques, ou si une recentralisation autoritaire allait advenir. Le pouvoir ne voulait pas subir le même sort que l'Union soviétique, qui aurait été minée par la stratégie américaine d'« évolution pacifique » fondée sur la force des idées, de la finance et des échanges commerciaux. Il ne pouvait plus miser sur le triangle stratégique avec Washington et Moscou pour rehausser son statut, et au contraire devait tenir compte de la lune de miel américano-russe. Sa politique étrangère semblait erratique, ballottée dans le jeu des factions. La Chine se rapprochait de Seoul sans abandonner Pyongyang. Elle négociait son entrée dans le GATT tout en mobilisant le patriotisme sur le thème du « siècle d'humiliations », que vint nourrir en 1993 l'échec de la candidature de Pékin aux Jeux olympiques de 2000.

Il n'était pas facile non plus de savoir comment le Japon se comporterait sur la scène internationale. Il pouvait, à un moment où se déployait tout un discours sur l'« essence nationale », dire enfin « non » aux Etats-Unis, ne pas se contenter de la « diplomatie du carnet de chèques » qui l'avait humilié durant la guerre du Golfe, mener désormais une politique extérieure « proactive » et non plus « réactive », devenir une puissance militaire sans augmenter vraiment son pourcentage de dépenses militaires rapporté au PNB grâce à l'accroissement rapide de celui-ci, espérer que sa puissance financière deviendrait un atout politique, et dominer une Asie qui dépendait de ses investissements et qui était fascinée par le « modèle » japonais. Marginalisé et critiqué par les Etats-Unis, débarrassé de la menace russe, Tokyo pouvait miser sur des relations spéciales avec la Chine et sur l'Asie pour rehausser son statut sur la scène internationale, ou bien essayer d'investir le système des Nations unies. Toutefois, l'hypothèse d'une transition hégémonique au profit du Japon et d'une future *pax nipponica* ne dura pas longtemps : elle s'appuyait sur le précédent américain, qui put profiter de l'épuisement des Britanniques

après deux guerres contre l'Allemagne, comme le Japon semblait sortir vainqueur de l'affrontement américano-soviétique. L'hypothèse d'un futur « axe améripon » ou d'une « bigémonie » qui permettrait de sauver l'hégémonie américaine grâce à la finance japonaise n'était guère crédible.

Toutefois, la classe politique et la bureaucratie japonaises étaient divisées, le PLD était en crise, et l'opinion peu tentée par une remise en cause du consensus sur la sécurité qui avait permis au Japon de traverser les turbulences de la guerre froide ; la loi de 1992 sur la participation du Japon aux opérations de maintien de la paix n'était pas portée par une ambition réelle. Le rapprochement américano-russe marginalisait le Japon, qui craignait plutôt d'être abandonné par les Etats-Unis, d'autant qu'il ne fut pas capable de répondre aux attentes américaines lors de la guerre du Golfe et de la crise coréenne de 1993-94. Le Japon ne put obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Il ne parvint pas à orienter les réunions du G7 qui, à l'encontre de ses vœux, s'ouvrait à la Russie et critiquait la Chine. Ses ressources financières ne firent pas plier la Russie sur les îles Kouriles. Le Japon n'avait guère de pensée stratégique autonome pour faire face à l'après-guerre-froide, ayant dépendu des cadres de réflexion et des ressources intellectuelles des Etats-Unis ; la seule pensée alternative était soit un marxisme en déclin, soit un néo-nationalisme marginal et peu structuré. Le Japon n'avait pas de message universel à diffuser, son « *soft power* » se limitant au triptyque « *manga-sushi-karaoke* ». Son discours sur les nouveaux enjeux (comme l'environnement) et sur la structuration du monde par les réseaux économiques et les régions n'était guère original et guère audible. Tokyo maîtrisait mal les ressources du multilatéralisme. En Asie même, le Japon était accusé de ne pas regarder en face son passé d'agressions, de n'utiliser son aide au développement qu'à des fins commerciales, d'exporter ses industries polluantes, de piller les ressources naturelles, en particulier forestières, et de mal se comporter avec ses immigrés, même si participation à l'opération des Nations unies au Cambodge lui donna une image de puissance civile. La Chine critiquait le retour du nationalisme japonais et les contentieux territoriaux étaient rallumés. La première visite d'un Empereur du Japon en Chine en 1992 ne pouvait totalement effacer le choc que constitua le massacre de Tiananmen sur l'opinion japonaise. La Corée du Nord semblait de plus en plus une menace, après l'échec des ouvertures des années 1990-92, tandis que la Corée

du Sud restait méfiante. La Russie courtisait la Chine et la Corée du Sud, et était dès lors suspectée de vouloir isoler le Japon.

Si l'influence des militaires en Corée du Sud perdura jusqu'au milieu des années 1990, Kim Young Sam était devenu en 1992 le premier président civil. Les opposants au régime militaire avaient développé un discours hostile aux Etats-Unis et avait « découvert » la Corée du Nord, vue de manière plus favorable, alors même que les Etats-Unis allégeaient leur dispositif militaire dans le pays. L'avenir des relations entre Washington et Seoul était donc posé. La Corée ne semblait pas pouvoir échapper à la dynamique d'unification qu'avait connue l'Allemagne, et on oubliait aisément que les deux Allemagnes ne s'étaient jamais fait la guerre. Le régime de Pyongyang semblait lâché par ses protecteurs traditionnels, en particulier par la Russie ; même la Chine était satisfaite de l'attitude de la Corée du Sud après les événements de Tiananmen, et poussa Pyongyang à accepter l'entrée des deux Corées aux Nations-Unies. Il devait tenir compte de l'assurance de la Corée du Sud, devenue un pays prospère, qui avait attiré le regard du monde lors des Jeux olympiques de 1988, et qui développait désormais un discours sur les souffrances du peuple coréen dans son ensemble. Mais le régime de Pékin ne pouvait pas accepter une solution à l'allemande qui risquait d'inclure le Nord dans le système de sécurité américain comme la RDA avait été incluse dans l'OTAN. Une unification « à l'allemande » risquait de coûter extrêmement cher à la Corée du Sud. La question de la succession de Kim Il-Sung, décédé en 1994, était posée depuis longtemps, et il n'était pas aisé de savoir comment évoluerait et agirait la Corée du Nord sans son grand leader. Les Etats-Unis, désormais obsédés par la prolifération nucléaire, étaient surtout préoccupés par le programme nord-coréen, même s'ils soutenaient la *Nordpolitik* de Seoul.

Si la fin de la guerre froide et la transition démocratique en Corée du Sud pouvaient faciliter l'unification, elles avaient des résultats plus ambivalents à Taiwan. Les flux économiques pouvaient dissoudre Taiwan dans une « *Greater China* » dont il fut beaucoup question, alors que la Chine allait bientôt pouvoir miser pleinement sur la puissance de Hong Kong, et que commençaient les échanges directs des deux côtés du détroit. Les hommes d'affaires souhaitaient profiter du froid entre Pékin et l'Occident pour développer les échanges et les investissements. Cependant, le Guomintang gardait bien des postes de commande et encadrait encore le Président Lee Teng-hui : le « natif » était

encore dépendant des « continentaux », mais utilisait la détente avec Pékin pour réduire leur rôle. Il annonça en 1991 la fin des mesures exceptionnelles justifiées par « la « mobilisation pour la suppression de la rébellion communiste », et la loi martiale fut levée en 1992 dans l'île de Quemoy. La démocratisation pouvait faire progresser les thèses indépendantistes, alors que s'affirmait une identité spécifiquement taïwanaise, longtemps contenue, voire réprimée, par les Chinois venus du continent. Profitant du choc de Tiananmen, de la dissolution du bloc soviétique et de la Yougoslavie, et des abondantes ressources financières du pays, Lee Teng-hui fit gonfler le portefeuille de reconnaissances diplomatiques de la République de Chine et promut le système de « reconnaissance multiple », tout en critiquant les obstacles posés par la République populaire. Pékin pouvait certes imaginer que Taiwan était désormais moins important pour les Etats-Unis, mais le « lobby taïwanais » après Tiananmen pouvait plus encore y réorienter son discours des logiques géostratégiques vers la solidarité entre les démocraties, et considérer que la seule manière de résoudre la question taïwanaise était la démocratisation de la Chine.

### *Une nouvelle donne*

Au milieu des années 1990, les grandes lignes de force de l'Asie du Nord-est post-guerre froide commençaient pourtant à apparaître. L'économie américaine reprenait des couleurs, les Etats-Unis réaffirmaient leur leadership, et il n'était plus question que d'unipolarité et d'hyperpuissance. Les Etats-Unis ne quitteraient pas une région dont leur prospérité dépendait. La Chine dut constater que le monde multipolaire qu'elle décrivait était au pire un vœu pieux et au mieux serait le résultat d'un long processus. Les réponses américaines à la crise asiatique des années 1997-98 furent interprétées en Asie comme un moyen de mettre à mal les spécificités du « modèle asiatique » et d'imposer les règles du capitalisme anglo-saxon qui profitaient en priorité aux Etats-Unis. Mais cette même crise donna une impulsion importante au processus d'intégration régionale en Asie.

Deng Xiaoping avait relancé l'ouverture de la Chine. Le nouveau calcul du PNB chinois par la Banque Mondiale, tenant compte de la parité de pouvoir

d'achat, gonflait le poids de la Chine, qui semblait déjà talonner les plus grandes économies du monde. En même temps, tirant les leçons de la guerre du Golfe, Jiang Zemin demandait à l'Armée de devenir une force intensive en science et en technologie et non plus en hommes, notamment pour pouvoir gagner une guerre limitée mais *high tech* contre Taiwan. La question était moins désormais de savoir comment allait être rempli le vide laissé par la disparition de l'Union soviétique et de la contrainte structurante de la « menace russe », que de gérer un possible trop-plein de puissance chinoise. Le Japon, pour sa part, connaissait une stagnation durable et bien des interrogations sur son modèle économique, mais aussi social et politique. Ichiro Ozawa appelait dans un livre publié en 1994 à un retour à la « normalité » du Japon, à la fois sur le plan international et dans ses propres institutions en matière de défense et de sécurité. Le temps des régionalismes « spontanés », « par en bas » était passé ; ils seraient désormais impulsés avant tout par les États et traduiraient à la fois les dimensions compétitives et coopératives d'une architecture régionale mouvante<sup>84</sup>. La Chine se tournait ainsi vers l'Asie du Sud-est où l'influence japonaise s'était étendue depuis les années 1970.

Le Japon semblait s'affirmer face à la Chine. Les relations avec Taiwan se renforçaient, d'autant que Lee Teng-hui avait un tropisme pro-japonais. Les incidents se multipliaient aux Diaoyu/Senkaku en 1996. Le Premier ministre japonais visitait le sanctuaire Yasukuni le jour de son anniversaire. La classe politique se plaignait d'une société « post-moderne » qui perdait ses valeurs et sa fierté nationales. En même temps, le discours « asianiste » perdait de sa vigueur au Japon, et celui-ci pouvait se présenter de nouveau, face à la Chine, comme l'avant-poste de l'Occident en Asie. Le lobby de la pêche, confronté aux prises des navires chinois près des côtes japonaises et aux importations croissantes de produits de la mer chinois, obtint en 1996 une loi pour protéger les pêches côtières. Tokyo commença à envisager d'utiliser la menace de suspension de son aide au développement à la Chine pour la faire plier sur certains dossiers. Les deux années courant des crises de 1996 au désastreux sommet sino-japonais de Tokyo en 1998 ont marqué la fin de la « diplomatie de l'amitié » que le Japon menait depuis 1972, faite de multiples accommodements, d'incitations politiques et économiques et d'un profil bas

---

<sup>84</sup> ROZMAN, Gilbert, *Northeast Asia's Sounded Regionalism. Bilateral Distrust in the Shadow of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, chapitre 4.

permanent de la part des autorités japonaises, dans le but d'intégrer la Chine dans le système régional et global<sup>85</sup>,

La crise du nucléaire nord-coréen en 1993-94 puis le tir de missile par la Corée du Nord en 1998, les essais nucléaires chinois de 1995 perçus comme une provocation par le Japon, et surtout la crise provoquée par la Chine sur Taiwan en 1996 ont justifié un réengagement des Etats-Unis, lesquels ont décidé de ne pas diminuer leurs effectifs militaires en dessous de 100 000 hommes. Elles ont surtout donné un nouvel élan à l'alliance américano-japonaise, à un moment où les relations sino-japonaises étaient à leur point le plus bas depuis 1972. La révision en 1997 des *Guidelines for U.S.-Japanese Defence Cooperation* de 1978 amenait le Japon à ne plus se contenter de la défense de son territoire, même avancée, et à pouvoir utiliser ses forces pour assurer la sécurité régionale. Pour la première fois, le Japon prenait conscience du risque d'être entraîné dans un conflit sino-américain pour Taiwan. De plus, il s'engagea bien plus nettement dans la coopération avec les Etats-Unis pour la mise en place d'un système de défense anti-missiles. Ce resserrement des relations stratégiques avec les Etats-Unis intervenant en même temps qu'un resserrement semblable entre Washington et Cambera, il est possible d'y voir les prémices du dialogue stratégique trilatéral formalisé au début des années 2000<sup>86</sup>. C'est dans les années 1994-95 que la question de la « menace chinoise » fut discutée pour la première fois au Japon, à cause de l'augmentation et de l'opacité des dépenses militaires de la Chine et de sa politique offensive en mer de Chine du Sud, mais aussi parce que la discussion était vive sur ce sujet aux Etats-Unis. Dans un système décisionnel où les questions d'économie et de sécurité étaient traditionnellement séparées, Tokyo commençait à réfléchir aux conséquences de la montée en puissance économique de la Chine pour la sécurité du Japon<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> DRIFTE, Reinhard, *Japan's Security Relations with China since 1989. From balancing to bandwagoning?*, Londres, Routledge, 2003, MOCHIZUKI, Mike M., « China-Japan Relations. Downward Spiral or a New Equilibrium ? », In : SHAMBAUGH, David (ed.), *Power Shift. China and Asia's New Dynamics*, Berkeley, University of California Press, 2005.

<sup>86</sup> SATAKE, Otomo, « The Origins of trilateralism? The US-Japan-Australian security relations in the 1990s », *International Relations of the Asia-Pacific*, 2011, n°11(1).

<sup>87</sup> GREEN, Michael et SELF, Benjamin, « Japan's Changing China Policy : from Commercial Liberalism to reluctant Realism », *Survival*, Eté 1996.

Pékin pour sa part considéra que le Japon et les Etats-Unis utilisaient des prétextes pour renforcer une alliance dont l'objectif était désormais clairement antichinois, et pour élargir le périmètre d'action des forces armées japonaises et justifier leur modernisation accrue<sup>88</sup>. La crise de 1996 avait été provoquée par la crainte chinoise de la montée en force du sentiment indépendantiste à Taiwan sous le gouvernement Lee Teng-hui. Un statu quo sino-américain durable se mit alors en place, fondé sur la non utilisation de la force par la Chine contre Taiwan et l'engagement américain de toute dérive indépendantiste dans l'île, et considéré comme le produit d'une « double dissuasion ».

Il a de nouveau été question d'une géopolitique asiatique marquée par l'opposition entre le continent (la Chine, la Corée du Nord, voire le Vietnam) et la mer, à savoir la puissance américaine s'appuyant sur les péninsules (la Corée du Sud) et les îles et archipels (le Japon, Taïwan, voire les Philippines inquiètes des revendications territoriales chinoises en Mer de Chine)<sup>89</sup>. Mais en même temps, l'amélioration des relations sino-américaines durant le second mandat de Clinton posait la question d'un « *Japan passing* » des Etats-Unis, soucieux de ne pas donner à la Chine l'impression qu'elle est une nouvelle Union soviétique et de profiter au mieux de son dynamisme économique. La Chine s'opposa comme les Etats-Unis au projet japonais de Fonds Monétaire Asiatique en 1997-98. Dès lors, à partir du milieu des années 1990, le Japon a été tenté de sortir de ses relations bilatérales de dépendance avec les Etats-Unis et de rivalité avec la Chine, ainsi que du risque d'entente sino-américaine, grâce à des propositions d'architecture régionale, soit à connotation asiatique pour retrouver une marge de manœuvre face à Washington, soit ouverte aux puissances du Pacifique et à l'Inde pour éviter le face à face avec la Chine.

La Corée du Sud et Taïwan devenaient réellement des démocraties, et s'éloignaient du modèle développementaliste-militariste issu des années 1930 et de la guerre froide, et qui avait quelques signes de cousinage avec les

---

<sup>88</sup> Tomonori Sasaki avance que le premier facteur a plus joué que le second dans les discours chinois sur une menace japonaise : SASAKI, Tomonori, « China Eyes the Japanese Military : China's Threat Perception of Japan since the 1980s », *The China Quarterly*, 2010, n°203.

<sup>89</sup> ROSS, Robert S., «The Geography of the Peace: Great Power Stability in Twenty-First Century East Asia», *International Security*, Printemps 1999.

régimes communistes du continent. La démocratisation taïwanaise rendait plus compliqué encore l'unification avec la Chine communiste, en élargissant le fossé politique et en nourrissant une nouvelle identité. La vie politique était polarisée par la question du rapport à la Chine. La démocratisation sud-coréenne amenait au contraire à tendre la main au Nord et à prendre des distances avec l'allié américain. Le système en place depuis 1955 au Japon commençait à se déliter, avec le déclin accéléré des partis de gauche et la fin de l'hégémonie du PLD. La fin du système politique de guerre froide au Japon faisait rentrer le pays dans une ère de recompositions partisanes, d'instabilité au sommet, et d'alternances politiques, rendant la classe politique plus sensible à l'état de l'opinion.

Ces lignes de force sont depuis quinze ans retravaillées par ce qui est de plus en plus considéré comme une force tectonique, à savoir la montée en puissance rapide de la Chine. Cette montée en puissance est à la fois une opportunité et une menace pour les pays d'Asie du Nord-est. Les réponses bilatérales risquent de les enfermer dans des dilemmes durables. Dès lors, leurs options s'inscrivent dans un jeu à échelles multiples, du local au global. Si elles s'élaborent à partir de projections explicites ou implicites sur le futur de la Chine, elles sont les produits de temporalités courtes, notamment celle des incidents et des fluctuations de l'opinion qui leur sont liées, et celle des jeux politiques internes propres aux démocraties que sont le Japon, la Corée du Sud et Taiwan.

### **La perception de la montée en puissance de la Chine et de la « menace chinoise »**

*La « menace chinoise » comme réalité objective et comme interrogation sur soi*

Pour le Japon, il est difficile de se considérer comme un pays de seconde classe, après avoir flirté avec le podium et avoir été considéré comme un potentiel « Numéro Un » dans le livre célèbre d'Ezra Vogel publié en 1979. C'est à la fin des années 1990 que la Chine a commencé à être pensée au Japon comme la superpuissance du XXI<sup>e</sup> siècle, et son entrée à l'OMC en 2001 a fait prendre conscience aux Japonais qu'elle serait une grande puissance

économique plus vite qu'ils ne l'avaient imaginé. A l'orée de 2011, l'économie chinoise a officiellement doublé l'économie japonaise.

En même temps, la Chine en plein dynamisme économique, dotée de réserves démographiques, affirmant fièrement son nationalisme, confronte le Japon à ses propres déficiences et à ses incertitudes. Une Chine sûre d'elle-même est d'autant plus une menace pour le Japon qu'il est depuis de nombreuses années dans une période de doutes. Il semblait être en avance sur l'histoire en étant le premier à renoncer à la guerre et au nucléaire, en étant une puissance civile et marchande, en étant le parangon du post-nationalisme de la haute modernité (le « *Cool Japan* »), ainsi que, sur la scène internationale, du multilatéralisme, de la diplomatie « tranquille », des approches élargies et non militaires de la sécurité et de la « sécurité humaine ». Or la Chine, qui semble tout l'opposé, est considérée comme la puissance de l'avenir. Nombre de conservateurs (et néoconservateurs) japonais estiment que la récréation des années 1990 est terminée, et que la géopolitique reprend ses droits, avec ses rivalités crues de puissance dans lesquelles se profile l'ombre de la Chine. Une nouvelle fois, après les « illusions » internationalistes des années 1880 et 1920, les « tendances mondiales » seraient au néo-darwinisme, mais sans que le Japon soit prêt à les affronter.

La montée en puissance de l'économie chinoise interroge également les stratégies des acteurs économiques japonais. D'un côté, elle accentue le discours sur l'« évidage » du tissu industriel japonais, qui a provoqué bien des polémiques depuis la ruée vers le pays d'Asie du Sud-est à la fin des années 1980. D'un autre côté, les entreprises japonaises ne se sont pas précipitées en Chine. Elles ont fait du pays une plate-forme d'exportation plus qu'elles n'ont visé le marché chinois, elles ont limité les transferts technologiques et la décision reste centralisée dans les sièges sociaux au Japon. D'une certaine manière, le Japon est un « *late comer* » ayant déjà investi dans les années 1980 dans les NPI et en Asie du Sud-est. Les milieux d'affaire japonais sont certes favorables à un engagement politique avec Pékin, mais en rompant avec les vieux réflexes des années 1980, lorsque le Japon se voyait en pays développé aidant la Chine à sortir du sous-développement. Ils s'inquiètent du non-respect par la Chine des règles de l'OMC, des formes diverses de piratage et d'espionnage, de règles juridiques en Chine souvent élastiques, et systématiquement défavorables aux intérêts japonais, du « dumping » social et

de la sous-évaluation de la monnaie chinoise, et des méthodes employées par la Chine pour faire progresser ses intérêts en Asie du Sud-est, tandis que la presse fait écho aux inquiétudes d'un « achat » du Japon par la Chine, suite à des acquisitions symboliques. Ainsi, le Japon reproche à la Chine ce que l'Occident lui reprochait dans les années 1980. Le Japon témoigne aussi de la même condescendance à l'égard de la Chine que celle dont il se disait victime de la part des Occidentaux dans les années 1980. De même, Ma Ying-jeou est sans doute bien optimiste lorsqu'il met l'accent sur la valeur des entrepreneurs taïwanais pour moderniser l'économie du continent, notamment dans le secteur de la haute technologie où leur place est importante.

Malgré les soubresauts, il y avait eu une certaine compatibilité entre l'engagement à l'égard de la Chine et la volonté de la socialiser, d'une part, et les slogans chinois d'« harmonie », de « coexistence pacifique » et de « diplomatie du pourtour » d'autre part. Mais le coût matériel et symbolique de l'engagement apparaît élevé, tandis que l'offensive de charme chinoise apparaît comme un compromis tactique permettant un « révisionnisme masqué »<sup>90</sup>. Durant les incidents et crises qui ont jalonné les années 2009 et 2010, beaucoup ont considéré que la Chine avait levé (voire jeté) le masque. Son comportement à ces occasions met à mal les certitudes sur sa capacité à faire des compromis sur les questions territoriales, tandis que ce qui semblait relever de la susceptibilité est désormais considéré comme de l'arrogance<sup>91</sup>. Ses professions de foi régionalistes et multilatéralistes cachent mal son entrisme, ses efforts pour dicter l'agenda, des pratiques non-coopératives et sa volonté de favoriser en Asie les enceintes dans lesquelles les Etats-Unis ne sont pas présents et à l'échelle globale celles où les autres pays d'Asie ne sont pas représentés. Le discours chinois a consisté longtemps à s'en prendre aux tendances militaristes et nationalistes du Japon et à l'« hégémonisme » des Etats-Unis. Le premier n'aurait pas fait le deuil de son passé expansionniste et les seconds de la guerre froide. Mais il semble désormais que c'est la Chine qui

---

<sup>90</sup> CABESTAN, Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 64-65.

<sup>91</sup> C'est notamment la thèse de FRAVEL, M. Taylor, *Strong Borders, Secure Nation. Cooperation and Conflict in China's Territorial Disputes*, Princeton University Press, 2008 et « International Relations Theory and China's Sea. Assessing China's Potential for Territorial Expansion », *International Studies Review*, 2010, n°15(4).

n'a pas fait le deuil de son passé impérial, lorsque le retour des Ryukyus est demandé, ou lorsque l'histoire du royaume de Gogureyo est annexée, comme s'il s'agissait d'un premier pas pour s'imposer en Corée du Nord, voire sur l'ensemble de la péninsule.

Les dirigeants japonais ont longtemps évité d'utiliser le terme de « menace chinoise ». Paradoxalement, les Chinois l'employaient d'avantage que les Japonais et les Américains eux-mêmes, pour le contester et pour accuser ses utilisateurs de créer un épouvantail afin de justifier leur politique antichinoise, de même que le Japon jadis exagérait la force du discours sur le « péril jaune ». Or désormais, cette « menace chinoise » est de plus en plus exprimée. En réponse à une question écrite à la Diète, Koizumi a parlé de « menace latente ». Dans le *Defence of Japan* de 2000, l'inquiétude portait sur les missiles ; en 2006 sur les capacités aériennes de la Chine, et en 2007 sur la capacité chinoise à détruire un satellite et donc sur les ambitions spatiales de la Chine<sup>92</sup>. Les documents du Ministère des affaires étrangères sont toutefois plus prudents que ceux du ministère de la Défense, mais à partir de 2006 s'inquiètent de la montée en puissance militaire de la Chine. Les yeux sont rivés sur les progrès rapides de la marine chinoise, lesquels semblent répondre à une ambition « mahanienne », qui rappelle celle qu'avait nourrie le Japon impérial pour défier les puissances anglo-saxonnes<sup>93</sup>. Le Japon s'inquiète de l'augmentation et de la modernisation des capacités nucléaires chinoises, et relance sa diplomatie prônant le désarmement nucléaire. L'équilibre militaire paraît désormais clairement pencher du côté chinois dans le détroit de Formose<sup>94</sup>. Des stratèges américains sonnent l'alarme parce que la Chine aurait la capacité de contrer la stratégie des Etats-Unis dans le Pacifique Ouest, héritière de l'idéologie offensive des années 1980.

---

<sup>92</sup> MATSUDA, Yasuhiro, "Japanese Assessments of China's Military Developments", *Asian Perspective*, 2007, n°31(3).

<sup>93</sup> Sur l'influence des idées de Mahan en Chine, YOHISHARA, Toshi et HOLMES, James R., *Red Star over the Pacific. China's Rise and the Challenge to U.S. Maritime Strategy*, Annapolis, Naval Institute Press, 2010, chapitre 2, et dans le Japon impérial, ASADA, Sadao, *From Mahan to Pearl Harbor. The Imperial Japanese Navy and the United States*, Annapolis, Naval Institute Press, 2006, chapitres 2 et 7.

<sup>94</sup> MURRAY, William S., "Revisiting Taiwan's Defense Strategy", *Naval War College Review*, Juin 2008, SHLAPAK, David A. & alii, *A Question of Balance: Political Context and Military Aspects of the China-Taiwan Dispute*, Santa Monica, RAND, 2009.

Cependant, la Chine n'est pas seulement perçue comme une menace ; elle est également source de risques. Au Japon, c'est en effet la Corée du Nord et non la Chine que les sondages désignent comme la menace militaire première pour les Japonais. En revanche, la presse parle de « risque chinois » dans le domaine économique, et l'opinion s'émeut lors de crimes commis au Japon par des immigrés chinois ou d'intoxications alimentaires graves causées par des produits chinois. L'effondrement de la Chine à cause d'un fort ralentissement économique ou d'une crise sociale et politique aurait des conséquences catastrophiques, de même qu'une dégradation accélérée de l'environnement. Si l'on glose souvent sur la crainte chinoise d'un afflux de réfugiés en cas d'effondrement du régime nord-coréen, le Japon s'estime en première ligne en cas de migrations massives venues de Chine, et notamment de « réfugiés climatiques ». Une Chine lancée dans une croissance folle et incontrôlée présente non seulement un risque de concurrence, voire d'éviction, pour les économies voisines, mais également des risques environnementaux transnationaux majeurs, et des risques de santé en cas de virus d'origine animal ou d'exportation de produits dangereux. Le Japon a répondu à ces inquiétudes en réorientant son aide au développement vers les priorités de la population, de la pauvreté et de la pollution<sup>95</sup>, et en essayant d'établir un dialogue sur la sécurité énergétique<sup>96</sup>. Surtout, s'étant placé depuis vingt ans à la pointe de la diplomatie environnementale, il a multiplié les accords et les coopérations avec la Chine, et il s'est montré bien plus sensible que les Etats-Unis à ses positions sur la lutte contre le changement climatique et moins abrupt dans ses demandes, afin de l'amener à s'engager dans les processus multilatéraux.

Après avoir été louée pour son sens des responsabilités durant la crise asiatique, la Chine est accusée d'être un facteur de déstabilisation par son « trésor de guerre » en devises et par sa politique de change, par sa demande en matières premières et en énergie, ainsi que par sa gestion des exportations de « terres rares », qui a poussé le Japon en février 2011 à lancer un programme de substitution pour éviter la dépendance de ses industries *high*

---

<sup>95</sup> ARASE, David (ed.), *Japanese ODA Policy toward China. The New Agenda*, Londres, Routledge, 2005.

<sup>96</sup> WISHNIK, Elizabeth, "Competition and cooperation practices in Sino-Japanese energy and environmental relations: towards an energy security "risk community"?", *Pacific Review*, Septembre 2009.

*tech.* La Chine détient 20% de la dette sud-coréenne et elle est devenue un marché indispensable pour la Corée. C'est pour éviter une dépendance excessive que le gouvernement de Lee Myung-bak s'est efforcé de diversifier les relations économiques du pays, que ce soit vers les Etats-Unis, l'Union européenne, l'Inde ou le Brésil.

Ainsi, après avoir espéré que la mondialisation et le régionalisme asiatique pèsent sur la nature de la Chine, il apparaît que c'est la Chine qui pèse sur la nature de la mondialisation et du régionalisme asiatique. Plus globalement, les voisins de la Chine sont instruits des grandes secousses qui jalonnent l'histoire chinoise, qu'il s'agisse des cycles dynastiques se terminant par des ères de chaos, voire de désintégration, des soubresauts de l'histoire du communisme chinois et de ses luttes de factions, des alternances entre phases d'assurance excessive et replis sur soi xénophobes, de la capacité des dirigeants à prendre des risques imprévisibles (voire irrationnels) et de la propension de la population chinoise à se lancer dans des mobilisations destructrices.

### *La Chine présente également des opportunités*

Si les relations politiques sino-japonaises étaient froides durant l'ère Koizumi, le Premier ministre affirmait que dans le domaine économique, la Chine était une opportunité et non une menace, d'autant que la reprise de l'économie japonaise au début des années 2000 était en grande partie liée au dynamisme de l'économie chinoise. Koizumi a pu utiliser le prétexte de l'entrée de la Chine à l'OMC pour mener des réformes économiques profondes, à l'encontre des intérêts agricoles et des petites entreprises qui s'étaient inquiétés du déferlement de produits chinois à bas prix et avaient poussé en 2001 à instaurer des mesures protectionnistes<sup>97</sup>. Une grande majorité des chefs d'entreprise japonais souhaitent désormais un accord de libre échange avec la Chine. En effet, avec l'augmentation du pouvoir d'achat en Chine et la volonté de Pékin de rééquilibrer la croissance en développant le pilier de la demande intérieure, le Japon a rééquilibré ses échanges avec la Chine. La

---

<sup>97</sup> FOUSE, David, "History as a Mirror, the Future as a Window. Japan's China Future", Asia-Pacific Center for Security Studies, Décembre 2003.

montée en gamme technologique de l'économie chinoise permet d'envisager des coopérations et des projets communs fructueux qui dameraient le pion aux Etats-Unis et à l'Europe.

Depuis 2003, les Etats-Unis ne sont plus le marché principal des exportations taïwanaises. 40% de celles-ci sont désormais à destination du Continent, et ce chiffre pourrait grimper à 60% grâce à l'*Economic Cooperation Framework Agreement* signé en 2010. Deux millions de personnes originaires de l'île vivent sur le Continent, tandis que les touristes affluent à Taïwan. Hu Jintao a fait concéder des avantages aux hommes d'affaires taïwanais et favorisé les contacts avec les chefs d'entreprise du continent. La Chine peut investir dans certains secteurs à Taïwan depuis 2009. Le Continent est une opportunité pour des jeunes Taïwanais en quête d'emploi, et pour des adultes en quête d'épouses. Pour la Corée du Sud, la Chine est devenue le premier partenaire commercial, le marché le plus important (les produits *big tech* représentant désormais près de la moitié des exportations, contre 10% il y a quinze ans), la première source d'excédents commerciaux, et la première destination d'investissements. La « vague coréenne » en Chine serait preuve de la globalisation réussie de la Corée du Sud.

Toutefois, les opportunités économiques que fournit la gigantesque dynamo chinoise peuvent se transformer en piège. L'économie taïwanaise, qui avait un temps regardé vers l'Asie du Sud-est pour éviter le face-à-face avec le continent, est de plus en plus dépendante du marché chinois, d'autant que sa croissance est tirée excessivement par les exportations. La signature de l'*Economic Cooperation Framework Agreement* avec la Chine en juin 2010 était nécessaire car Taïwan était isolée dans le « bol de spaghettis » d'accords de libre-échange (si ce n'est quelques accords avec des Etats centraméricains), Pékin faisant pression sur les partenaires potentiels et ne lui laissant d'autre choix que d'un accord avec elle<sup>98</sup>. Son économie risquait de souffrir de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre la Chine et l'ANSEA. Une part importante de la production des firmes d'informatique taïwanaise est

---

<sup>98</sup> DENT, Christopher M., "Taiwan and the New East Asian Regionalism", *Issues & Studies*, Décembre 2009, WANG, Jiann-Chywan, "The Strategies Adopted by Taiwan in Response to the Global Financial Crisis and Taiwan's Role in the Asia-Pacific Economic Integration", *Japan and the World Economy*, 2010, n°22(2)..

désormais réalisée en Chine. Tout retour de tension dans le détroit de Formose conduirait donc à de graves difficultés économiques. Les hommes d'affaires taiwanais opérant en Chine sont souvent suspectés de se laisser prendre en otage par le pouvoir communiste, voire d'être ses complices ou ses agents, même s'il serait difficile et contreproductif pour les autorités du continent de leur imposer des sanctions collectivement et s'ils sont peu organisés et ont peu d'influence sur le gouvernement<sup>99</sup>. Pékin semble désormais disposer de moyens de pression plus efficace que le millier de missiles pointés sur l'île.

### Les dilemmes des bilatéralismes

Le face à face bilatéral avec la Chine n'amène ni une réaction déterminée d'« *internal balancing* », à savoir se lancer dans une vaine course aux armements, ni une relation bilatérale sécurisante. Dès lors, le facteur américain reste déterminant, avec tous les dilemmes de sécurité et d'alliance qu'il charrie.

#### *Les limites de l'« internal balancing »*

Même si l'Asie devient le premier marché du monde pour les armements, la première réponse à la montée en puissance de la Chine n'a pas été de lancer une course aux armements. Toutefois, comme nous le verrons plus loin, il est possible de parler de « détour » nord-coréen qui a permis de justifier des acquisitions d'armes nouvelles et un renforcement de l'alliance entre les Etats-Unis, le Japon et la Corée du Sud.

Traditionnellement, les changements de la politique extérieure japonaise sont interprétés comme résultant soit des pressions américaines, soit des changements des équilibres régionaux, soit des reconfigurations identitaires au Japon même, en particulier la montée du nationalisme. Au début des années 2000, ces trois facteurs semblaient pousser ensemble vers une affirmation du Japon comme équilibreur « réaliste » de la Chine, acceptant d'être une

---

<sup>99</sup> KENG, Shu et SCHUBERT, Gunter, "Agents of Taiwan-China Unification? The Political Roles of Taiwanese Business People in the Process of Cross-Strait Integration", *Asian Survey*, 2010, n°50(2).

puissance « normale » associée à l'hyperpuissance américaine<sup>100</sup>. Dans une rivalité globale américano-chinoise à venir, le Japon pouvait mettre sur la table de son grand allié sa géographie, sa technologie, et les capacités croissantes de sa marine. Mais à l'ère des missiles, sa géographie n'est sans doute plus un atout, tandis que sa technologie et sa marine risquent d'être insuffisants face à une Chine qui monte en gamme dans le domaine technologique et étend les horizons et les capacités de sa flotte. Si le Japon déploie des missiles capables d'atteindre les navires de surface et les sous-marins chinois, lui laissant espérer au minimum une maîtrise de ses eaux territoriales, il pourra mener une sorte de stratégie asymétrique ressemblant à celle que les Américains redoutent de la part de la Chine. La décision a été prise en 2009 de construire des porte-hélicoptères. Depuis le premier tir de missile nord-coréen, le Japon lance des satellites de renseignement. Ce sursaut japonais n'a pourtant donné lieu ni à une véritable « remilitarisation » ni à une véritable « normalisation »<sup>101</sup>, et il semble avoir été permis par la brève embellie économique qu'a connu le Japon.

En effet, le taux de croissance annuel du budget militaire japonais a souvent été négatif durant les années 2000, et les dépenses militaires par habitant au Japon restent bien faibles. Malgré les capacités industrielles du pays, seules quatre entreprises japonaises sont présentes parmi les cent premières dans le domaine des industries de défense. Faute de consensus sur l'efficacité des systèmes antimissiles et d'investissements suffisants, la mise en place du « bouclier » prend du retard. Il serait hasardeux de voir de l'« *internal balancing* » dans l'évolution institutionnelle, avec en 2007 la transformation de l'Agence de Défense en ministère de la Défense, et la création d'un Conseil de Sécurité Nationale. Le Japon s'efforce aussi d'avoir une vraie politique maritime grâce à la création d'un ministère spécifique<sup>102</sup>. La question de la levée des contraintes constitutionnelles fait désormais partie du débat politique, avec les aléas des alternances et de l'instabilité gouvernementale.

---

<sup>100</sup> GREEN, Michael J. *Japan's Reluctant Realism. Foreign Policy Challenges in an Era of Uncertain Power*, Basingstoke, Palgrave, 2003, PYLE, Kenneth B., *Japan Rising. The Resurgence of Japanese Power and Purpose*, New York, Public Affairs, 2007.

<sup>101</sup> HAGSTRÖM, Linus et WILLIAMSON, Jon, ““Remilitarization” Really? Change in Japanese Foreign Security Policies”, *Asian Security*, 2009, n°5(3).

<sup>102</sup> MANICOM, James, “Japan's Ocean Policy: Still the Reactive State?”, *Pacific Affairs*, juin 2010.

Mais la démarche « incrémentaliste » et « pointilliste » ne relève ni d'une volonté politique forte, ni d'une finalité claire<sup>103</sup>.

Le budget de la défense taïwanais a diminué de 40% entre 1999 et 2008. Les promesses de Ma Ying-jeou de l'augmenter de 3% par an n'ont pas du tout été tenues. Les Etats-Unis multiplient les propositions d'achat de leurs armements, mais elles provoquent au Parlement des discussions longues et ardues ; Taiwan demeure toutefois une des premières destinations des ventes d'armes américaines, et la décision d'Obama de poursuivre celles-ci est une des causes des tensions sino-américaines en 2010. Taiwan a perdu sa supériorité aérienne, d'autant que sa flotte est coûteuse à entretenir ou obsolète, et qu'Obama a refusé la vente de F16C/D. L'aviation de la Chine communiste est désormais qualitativement supérieure à celle de Taiwan, et il n'est pas sûr que cette dernière soit suffisante pour défendre l'espace aérien du pays. De surcroît, l'armée ne veut pas abandonner la « défense active » lancée par Chen Shui-bian, qui repose notamment sur des tirs de missiles sur le continent, mais elle ne se lance pas vraiment dans la stratégie défensive du « porc-épic ». De même, la progression vers la professionnalisation de l'armée est lente et les autorités sont réticentes à abandonner toute forme d'entraînement militaire de la population<sup>104</sup>.

### *Les limites des dialogues bilatéraux*

Les mesures de confiance bilatérales dans le domaine militaire restent très limitées entre la Chine et ses voisins, alors que leur densité, certes dépendante de la conjoncture, est relativement forte entre les militaires américains et les militaires chinois. Le Japon vit mal ce dialogue militaire sino-américain dont il n'est guère informé et qu'il assimile à du « *Japan passing* ». Les années 2007-2009 semblent un peu exceptionnelles dans les relations sino-japonaises : un navire de guerre chinois est entré pour la première fois dans un port japonais, suivi d'une visite d'un bâtiment japonais en Chine. Les ministres de la Défense

---

<sup>103</sup> C'est la conclusion de DELAMOTTE, Guibourg, *La politique de défense du Japon*, Paris, PUF, 2010.

<sup>104</sup> CABESTAN, Jean-Pierre, « La nouvelle détente dans le détroit de Taiwan. Quel impact sur la sécurité et l'avenir de la République de Chine ? », *Perspectives chinoises*, 2010, n°3.

des deux Etats se sont rencontrés à deux reprises. Mais les contacts sont souvent cantonnés aux enceintes multilatérales, qu'il s'agisse des rencontres de Shangri-la, que Pékin goûte peu<sup>105</sup>, ou du tout récent ASEAN Defense Ministers Meeting Plus, inauguré à Hanoï dans un contexte de tensions avec la Chine. La coopération dans les domaines non militaires de la sécurité n'est pas simple non plus. Le Japon a été appelé en premier après le tremblement de terre au Sichuan en 2008, mais en définitive la mobilisation sur Internet en Chine a mis un terme à la possibilité que, pour la première fois depuis la guerre, des avions militaires japonais se posent sur le sol chinois.

Quelques canaux, souvent secrets, ont été établis entre officiers provenant des deux rives du détroit de Formose, de même que certaines formes de coopération pour le sauvetage en mer. Chen Shui-bian a fait quelques propositions, afin de montrer sa bonne volonté à Washington, et désormais c'est Ma qui freine pour ne pas paraître trop s'engager et pour ne pas polariser l'opinion. En réalité, tout dialogue de sécurité est bloqué par les préalables, à savoir la diminution des missiles chinois d'une part et l'arrêt des importations d'armes américaines d'autre part, marchandage que Bush avait refusé de mener avec Pékin, mais qui pourrait être relancé pour faciliter la réélection de Ma en 2012. Rien n'est prévu en cas de crise « accidentelle »<sup>106</sup>.

Le Japon semble lancé dans une vaine course contre la montre. Il essaye d'engager la Chine dans une multitude de domaines (70 accords ont été signés lors de la visite de Hu Jintao au Japon en 2008), avec l'intention à peine voilée de ligoter le géant chinois et d'obtenir dans un avenir plus ou moins lointain au minimum sa socialisation et au maximum sa transformation. Mais le Japon n'a plus guère d'atouts pour serrer la bride des Chinois : l'aide au développement, en fort déclin, ne peut plus servir ni de bâton ni de carotte. Surtout, cette stratégie, qui s'apparente à la culture diplomatique de l'ASEAN privilégiant le processus plutôt que les résultats, est fondée sur la patience japonaise, alors que le géant grandit à toute vitesse et devient de moins en

---

<sup>105</sup> CAPIE, David et TAYLOR, Brendan, "The Shangri-La Dialogue and the institutionalization of defense dialogue in Asia", *The Pacific Review*, juillet 2010.

<sup>106</sup> CABESTAN, Jean-Pierre, "La nouvelle détente dans le détroit de Taiwan"... op. cit., BROWN, David G., « China-Taiwan Relations : looking Ahead in 2012 », *Comparative Connections. A Quarterly E-Journal of East Asian Bilateral Relations*, Janvier 2011.

moins « ligotable ». Celui-ci est de surcroît suspecté d'avoir une autre forme de patience : sachant qu'il deviendra d'ici quelques décennies la première puissance mondiale et que cette grandeur fait écho dans une histoire longue qui fait défaut aux Etats-Unis, il peut accepter temporairement des liens fragiles, qui rassurent ceux qui les confectionnent de manière assez désordonnée. En sens inverse, la multiplication des accords entre la Chine communiste et la République de Chine ligote la seconde et non la première.

### *Dilemmes de sécurité et dilemmes des alliances*

Le paysage sécuritaire en Asie du Nord-est est marqué par les dilemmes de sécurité ainsi que par le dilemme des alliances, à savoir la crainte d'être entraîné dans un conflit par l'allié et la crainte d'être abandonné par lui.

Les relations bilatérales en Asie du Nord-est sont marquées par des dilemmes de sécurité dans lesquels les perceptions jouent un rôle majeur. En effet, les Chinois sont convaincus de l'hostilité américaine et les Américains des ambitions de la Chine, qui au mieux serait un simple « challenger » de l'hégémonie américaine, et au pire un prétendant à la succession hégémonique. Les Etats-Unis sont habitués aux théories du réalisme offensif, qui postule l'inévitabilité des ambitions de toute grande puissance, en particulier en période d'ascension, et à la comparaison historique, laquelle amène à penser, surtout lorsque les Chinois se passionnent pour cette question, que tout empire terrestre caresse un jour une ambition maritime<sup>107</sup>. Comme les Français à l'égard de l'Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale<sup>108</sup>, les Chinois sont finalement moins attentifs aux capacités japonaises qu'aux intentions imputées à la classe politique, aux idéologues nationalistes, et à l'« esprit » japonais. Les documents officiels japonais s'inquiètent moins du volume des dépenses militaires chinoises que de la non-

---

<sup>107</sup> ERICKSON, Andrew S. et alii (eds.), *China Goes to Sea. Maritime Transformation in Comparative Historical Perspective*, Annapolis, Naval Institute Press, 2009, WANG, Q. Edward, "Rise of the Great Powers" = Rise of China? Challenges of the advancement of global history in the People's Republic of China", *Journal of Contemporary China*, mars 2010.

<sup>108</sup> BARROS, Andrew, "Razing Babel and the Problems of Constructing Peace: France, Great Britain and Air Power, 1916-1928", *English Historical Review*, Février 2011.

transparence de son budget militaire. Les Etats-Unis ne pourraient pas accepter une sorte de doctrine Monroe chinoise pour l'Asie mais ne considèrent pas leur présence en Asie comme une menace pour la Chine. Tout engagement américain ou nippo-américain dans le régionalisme asiatique est perçu par Pékin comme une volonté d'endiguer la Chine si elle n'y participe pas et de la ligoter si elle y participe ; en revanche, tout engagement chinois est perçu comme une manière de prendre le pas sur le Japon et d'exclure les Etats-Unis d'Asie. Les dirigeants chinois et japonais jouent de la carte du nationalisme pour appuyer leurs revendications, montrer leur détermination, et justifier leur intransigeance, mais ils doivent éviter d'être pressés par leur base, d'être entraînés plus loin qu'ils ne le voudraient, et de donner l'impression au monde qu'ils sont aveuglés par une passion irrationnelle et potentiellement belligène.

Malgré des formes diverses d'association du Japon, de Taiwan et de la Corée du Sud au système de défense antimissiles de théâtre des Etats-Unis, il ne s'agit pas pour Pékin d'un système défensif mais d'une alliance antichinoise à visées offensives. Des missiles chinois de plus en plus précis peuvent frapper les bases américaines, qui constituent la véritable vulnérabilité des Etats-Unis, mais qui sont aux yeux de Pékin la preuve d'une volonté d'encercllement de la Chine. Les missiles chinois qui sont installés face à Taiwan peuvent à la fois dissuader Taiwan de proclamer son indépendance, et être utilisés pour changer le statu quo. Dès lors, Taiwan est tenté de déployer des missiles à longue portée pour avoir l'option des frappes préemptives. Washington craint l'impatience de la Chine sur la question de l'unification, tandis que Pékin craint qu'une patience excessive favorise les tentations indépendantistes.

Nombre d'experts américains considèrent que les Etats-Unis conservent une large supériorité navale en Mer de Chine du Sud, malgré les capacités chinoises croissantes pour y mener une guerre asymétrique, et que les alliés américains « demeurent tous à l'intérieur d'une sphère militaire américaine stable »<sup>109</sup>. Mais il est question aujourd'hui d'une possible « finlandisation » de la Mer de Chine du Sud, de Taiwan, voire d'une péninsule coréenne unifiée que les troupes américaines évacueraient. Elle deviendrait possible si la Chine

---

<sup>109</sup> ROSS, Robert S. « The Rise of Chinese Power and the Implications for the Regional Security Order », *Orbis*, automne 2010, p. 541.

avait une capacité militaire qui rendrait la défense de ces territoires trop coûteuse pour les Etats-Unis, tandis que ces pays suivraient leur intérêt économique bien compris, qui sont de privilégier les relations économiques avec la Chine. Or certains stratèges s'inquiètent d'une future capacité chinoise à empêcher l'accès des Etats-Unis au Pacifique occidental, en particulier grâce à des *Anti-Ship Ballistic Missiles* qui pourraient déjà être opérationnels ; d'autres estiment que la marine américaine peut se contenter de l'arme du blocus pour contraindre la Chine<sup>110</sup>.

Les Etats d'Asie du Nord-est craignent, comme durant les deux premières décennies de la guerre froide, d'être entraînés dans un conflit sino-américain, mais craignent également d'être abandonnés ou sacrifiés en cas d'amélioration des relations sino-américaines ou de changement de stratégie américaine. Le traité START III est par exemple scruté pour savoir s'il affaiblit le parapluie nucléaire américain face à la Chine. Un retrait des armes nucléaires du sol européen apparaîtrait comme un signal pour les alliés asiatiques des Etats-Unis. Ces derniers ayant été incapables de dissuader la Corée du Nord d'effectuer ses deux essais nucléaires, il existe des interrogations sur leur crédibilité. Il n'y a pas de garantie automatique américaine à l'égard de Taiwan, et la Chine est bien plus importante pour les Etats-Unis que Taiwan : les Etats-Unis pourraient-ils vraiment risquer leur santé économique et donc le mode de vie américain pour préserver Taiwan, et risquer une attaque chinoise contre leurs bases ou leurs navires en Asie ? Mais Taiwan est aussi devenu un marqueur identitaire américain, puisque les Etats-Unis affirment protéger de toute leur virilité un petit pays démocratique oriental qu'ils ont fécondé pour un « miracle taïwanais », ce qu'ils avaient rêvé de faire pour la Chine dans son ensemble.

Cette inquiétude des alliés, qui concerne aussi l'accession de la Corée du Nord au nucléaire militaire, n'a pourtant pas relancé les ambitions nucléaires. Le ministre des affaires étrangères Taro Aso a affirmé en 2006 que le Japon est capable de produire des armes nucléaires et le Premier ministre Shinzo Abe que dans le Japon contemporain aucun sujet ne peut être tabou. Mais les conséquences seraient considérables sur l'alliance avec les Etats-Unis, lesquels

---

<sup>110</sup> Numéro special de *China Security*, 2010, n°18, PEIFER, Douglas C., "China, the German Analogy, and the New AirSea Operational Concept", *Orbis*, Hiver 2011.

ont fait depuis 2006 un certain nombre de déclarations rassurantes à propos de la dissuasion élargie, sur la perception du Japon en Asie – et en particulier en Chine, et sur l'identité interne et internationale du Japon, alors même que le coût économique serait disproportionné<sup>111</sup>. Le problème est que sans arme nucléaire, Tokyo ne peut imaginer une relation spéciale avec les Etats-Unis comme celle des Britanniques. La Corée du Nord ayant violé l'accord entre les deux Corées de 1992, certains nationalistes sud-coréens estiment que leur pays a le champ libre pour se doter de l'arme nucléaire et qu'il est anormal de subir en ce domaine plus de contraintes que le Japon, mais ils sont peu soutenus par l'opinion.

Les réactions à la *Nuclear Posture Review* de l'Administration Obama, qui est intervenue après une série de consultations avec les alliés des Etats-Unis témoignent de ces ambivalences. Si l'objectif « zéro » est plutôt approuvé, surtout par les militants antinucléaires au Japon, les conservateurs s'inquiètent pour la dissuasion élargie américaine : ils s'interrogent sur le « non emploi en premier » et sur une approche de la dissuasion moins centrée sur le nucléaire, et estiment que ces déclarations risquent d'affaiblir la dissuasion américaine. Même si certains regrettent de dépendre ainsi des choix faits à Washington, les classes politiques, dans l'ensemble, ne sont pas favorables à un désarmement nucléaire américain, au moment où la Chine renforce son potentiel et où la Corée du Nord cherche à s'affirmer comme Etat nucléaire, et elles n'ont pas les mêmes inquiétudes que les Américains à l'égard du terrorisme nucléaire. L'objectif est donc pour Tokyo et Seoul d'être plus associés aux choix américains en matière de dissuasion élargie en Asie, et les crises de 2009-2010 ont permis en ce domaine un saut qualitatif<sup>12</sup>.

La Chine ne peut réellement vouloir un désengagement américain, car les Etats-Unis sont également perçus comme un facteur d'ordre, de modération, de non-nucléarisation. La Chine peut être le passager clandestin du système

---

<sup>111</sup> HUGUES, Christopher W., "North Korea's Nuclear Weapons: Implications for the Nuclear Ambitions of Japan, South Korea and Taiwan", *Asia Policy*, Janvier 2007, KAZI, Reshmi, "Japan's Nuclear Policy at Crossroads", *Strategic Analysis*, mai 2010.

<sup>112</sup> COSSA, Ralph A. et GLODSSERMAN, Brad, "Extended Deterrence and disarmament. Japan and the New US Nuclear Posture", et SNYDER, Scott, "Finding a Balance between assurances and abolition. South Korean Views of the Nuclear Posture Review", *The Non Proliferation Review*, Mars 2011.

de sécurité régional de la puissance hégémonique. Les Américains empêchent que le Japon développe excessivement ses capacités militaires et qu'il en ait usage de manière autonome. Ils dépensent beaucoup d'énergie pour assurer une sécurité bancale dans la péninsule coréenne et pour empêcher que la Corée du Nord devienne un véritable Etat nucléaire. Ils dissuadent les Taïwanais de proclamer leur indépendance. Leur marine prétend assurer la sécurité maritime, garantir la fluidité du transport maritime et l'exploitation des ressources halieutiques et énergétiques, et avoir les capacités d'agir efficacement en cas de catastrophe naturelle. Une stabilisation durable de la situation à Taiwan et une unification pacifique de la Corée pourraient même amener les Etats-Unis à alléger leur dispositif militaire dans la région. Au minimum, Pékin peut espérer que les Etats-Unis modèrent leurs alliés lors d'incidents avec la Chine, et au maximum qu'ils les poussent à des concessions et considèrent que des questions secondaires ne doivent pas risquer de provoquer une escalade avec la Chine. La question de l'ordre sino-américain est donc posée.

### *Le spectre du G2*

La montée en puissance et en influence de la Chine soulève le spectre d'une forme de G2. Il apparaît aux Etats d'Asie que les dilemmes sécuritaires sino-américains créent des liens d'interdépendance entre les deux puissances. De plus, à la différence de la période de l'affrontement américano-soviétique, ces deux puissances ne se tiennent pas seulement par la « barbichette » de la dissuasion mutuelle. La grande différence est la considérable interdépendance économique entre les deux parties. La dette américaine et les réserves chinoises sont parfois comparées à des armes de destruction massive. Il a été possible de parler de Chinamerica, mais jamais de Russamerica. Le commerce entre les Etats-Unis et la Chine a dépassé celui entre les Etats-Unis et le Japon en 2003, et les échanges entre le Japon et la Chine ont dépassés ceux entre le Japon et les Etats-Unis en 2006.

Au temps de la splendeur du Japon au tournant des années 1980-90, jamais les Etats-Unis n'ont fait mine de le considérer comme leur égal, n'ont mis en scène des sommets à deux traitant de questions globales, et jamais le Japon n'a

pu vraiment peser sur les normes de la gouvernance globale. Au contraire, les discussions américano-japonaises consistaient pour les Etats-Unis à rappeler ce que le Japon leur devait, à demander un « partage du fardeau » dans le domaine de la défense, et à imposer des mesures destinées à réduire la concurrence économique japonaise, qu'il s'agisse de la réévaluation du yen (alors qu'aujourd'hui Washington est incapable d'obtenir une réévaluation du renminbi) ou du paquet de mesures de la *Structural Impediment Initiative* de 1989 qui ne pouvait que mettre à mal le modèle japonais et fut considéré à Tokyo comme une « seconde occupation ». Par deux fois pourtant, sous Nakasone dans les années 1980 et sous Koizumi au début des années 2000, le Japon s'est dépeint en lieutenant fidèle mais autonome du militarisme idéologisé des Etats-Unis et de l'ordre global américanocentré. Ce sont des Premiers ministres qui restèrent longtemps au pouvoir, qui donnèrent au Japon un vrai profil international, mais qui n'ont pas changé les rapports avec les Etats-Unis puisque les présidents américains étaient alors les plus soucieux de leadership incontesté ; ils ont montré une nouvelle fois qu'un engagement internationaliste total du Japon ne le sortait pas de sa position subordonnée, et provoquait des récriminations en Asie<sup>113</sup>.

L'attrait chinois pour les rencontres à deux est vécu au Japon comme relevant d'une volonté délibérée de l'exclure et de l'abaisser, malgré les discours rassurants de Washington. La Chine, déjà membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations unies et puissance « dotée » dans l'ordre nucléaire international, considère que le Japon doit rester une puissance uniquement économique, et parce qu'elle n'est qu'une puissance économique, qu'elle ne peut discuter des grandes affaires du monde avec la superpuissance américaine. Le Japon pouvait prétendre parler pour l'Asie au G7, et cette enceinte lui conférait un brevet d'occidentalité. Désormais, il est soit exclu du G2, soit dilué dans le G20 où les pays asiatiques sont nombreux et ne cherchent aucunement à adopter des positions communes, et où le Premier ministre japonais est dans un coin de la photo tandis que Hu Jintao est au centre. Il s'efforce pourtant de défendre le G7<sup>114</sup>. Le Japon a échoué dans sa

---

<sup>113</sup> ROZMAN, Gilbert, "Internationalism and Asianism in Japanese Strategic Thought from Meiji to Heisei", *Japanese Journal of Political Science*, 2008, n°9(2).

<sup>114</sup> DOBSON, Hugo, "Japan and the Global Balance of Power: The View from the Summit", *Politics*, 2010, 30(51)

quête d'un siège permanent au Conseil de Sécurité aux Nations unies et il en rend responsable la Chine seule, sans prendre en compte le refus d'autres membres du P5 et les erreurs de sa diplomatie, qui a insuffisamment préparé le terrain. Le Japon avait pu se frayer une place dans les organisations internationales, en récompense de ses importantes contributions financières. Désormais, la bataille est ouverte entre puissances asiatiques pour les postes dirigeants, notamment ceux que les Européens devront abandonner dans les Institutions Financières Internationales.

Dans la grande politique menée par les Etats-Unis à l'égard de la Chine, qui met en jeu leur avenir en tant que puissance et leur capacité à façonner un environnement international conforme à leurs valeurs et à leurs intérêts<sup>115</sup>, il n'y a guère de place pour les enjeux souvent symboliques qui cristallisent les débats au Japon et provoquent des tensions récurrentes avec la Chine. Les Américains peuvent ainsi s'agacer de la fixation sur les visites au sanctuaire Yasukuni ou sur la qualification de la guerre menée par le Japon en Chine, de l'obsession japonaise pour la question des kidnappés dans les négociations à six sur la Corée, ou de l'intrusion des questions territoriales japonaises dans l'imbroglio des questions maritimes en Mer de Chine du Sud. Ils sont peu intervenus sur ces questions (hormis le congrès sur les « femmes de confort »), parce qu'ils craignent de se trouver en position d'accusés pour les bombardements classiques et atomiques et autres « crimes de guerre » commis en Asie<sup>116</sup>, et parce qu'ils préfèrent l'ambiguïté sur des questions territoriales qui concernent leur traité d'alliance avec le Japon.

Statut et sécurité peuvent être ainsi contradictoires pour le Japon. Il peut jouer sur les dirigeants américains les plus sensibles à la menace chinoise, afin d'être l'allié privilégié des Etats-Unis pour contenir la Chine, mais au risque de durcir les relations sino-japonaises, de faire de la menace chinoise une prophétie auto-réalisatrice, et de renforcer de fait sa subordination en ayant encore plus besoin de son protecteur. Ou bien il peut accepter que les Etats-Unis

---

<sup>115</sup> FOOT, Rosemary et WALTER, Andrew, *China, the United States and Global Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010. Un exemple est celui de la coopération dans le domaine de la sécurité maritime: ERICKSON, Andrew S. et alli (eds.), *China, the United States and 21st-Century Sea Power. Defining a Maritime Security Partnership*, Annapolis, Naval Institute Press, 2010.

<sup>116</sup> SHIN, Gi-wook, « Historical disputes and reconciliation in Northeast Asia: the US Role », *Pacific Affairs*, Décembre 2010.

préfèrent considérer la Chine comme un « *responsible stakeholder* » (selon les termes de Robert Zoellick), et échanger sa marginalisation et sa perte de statut contre une sécurité fondée sur un condominium américano-chinois, qui au minimum peut contrôler la rivalité des deux plus grandes puissances, et au maximum produire en commun du bien public sécuritaire et un environnement économique stable. Au-delà du statut, c'est l'identité internationale du Japon qui est en jeu. Dans le premier scénario, le Japon pourrait enfin redevenir une puissance « normale », adaptée à un monde compétitif, et valoriser son identité démocratique ; dans le second, il pourrait renforcer son exceptionnalité, au pire en étant un simple pays passif concentré sur son bien-être, au mieux en essayant d'orienter la configuration du monde sino-américain grâce à sa vision spécifique de la sécurité et de l'ordre mondial, peut-être en collaboration avec l'Union européenne.

Taiwan et la Corée du Sud (ainsi que la Corée du Nord) sont confrontés également à la possibilité d'un condominium sino-américain, qui pourrait favoriser le statu quo, sacrifier l'intérêt des « petits », mais aussi transformer leurs territoires en terrain d'affrontement, comme le craignaient les Allemands durant la guerre froide et comme la Corée l'a expérimenté à un prix terrible. Les indépendantistes taïwanais et la plupart des courants politiques sud-coréens, avec des objectifs et des méthodes certes différents, contestent ce statu quo. La Chine est accusée d'en profiter pour réaliser l'intégration rampante de Taiwan et de la Corée du Nord, et les Etats-Unis d'en profiter pour justifier le maintien de leur présence militaire. Si la Chine peut craindre une Corée unifiée dotée du nucléaire et incluse dans le système d'alliance américain, les Etats-Unis peuvent imaginer une Corée unifiée où la présence américaine ne serait pas bienvenue, et qui se replacerait dans l'ombre de la Chine, d'autant que ce serait dans son intérêt économique ; le Japon serait dès lors en danger.

Au milieu des années 2000, Chen Shui-bian avait l'impression que la question de Taiwan était reléguée très loin dans l'agenda américain, et que Washington s'accommodait d'une « cogestion sino-américaine »<sup>117</sup>. Il est possible que la

---

<sup>117</sup> DUCHATEL, Mathieu, "Etats-Unis-Taiwan: convergence militaire, divergence des agendas politiques", In: BOISSEAU DU ROCHER, Sophie (dir.), *Asie. Dix ans après la crise*, Paris, La Documentation française, 2007.

politique de Ma ne soit pas seulement dictée par sa vision de l'unité de la Chine. Elle résulte aussi de la perception d'un changement de rapport de forces des deux côtés du détroit, à la faveur du Continent, ainsi que du désintérêt apparent des Etats-Unis pour la question taïwanaise, de leur volonté de conserver la situation gelée et surtout de leur souci qu'il n'y ait pas de nouvelle crise dans le détroit<sup>118</sup>.

Les intérêts des deux puissances sous toutefois différents. A Taiwan, c'est la Chine qui est « révisionniste » : elle n'accepte pas une situation *de facto* de deux Chines, mais s'accommode de l'existence de deux Corées. En Corée du Sud, elle privilégie la stabilité alors que les Etats-Unis sont obsédés par la dénucléarisation du Nord. Elle considère que les Etats-Unis sont une menace pour elle dans la région, et non la Corée du Nord, même dotée de l'arme nucléaire. Les Etats-Unis ont jusqu'à 2010 réfléchi à la possibilité d'élaborer des plans d'action en commun avec la Chine en cas d'effondrement brutal de la Corée du Nord, mais Pékin est resté très méfiant. Washington fait de la question coréenne un test de la capacité de la Chine à être une grande puissance responsable. *Satisfecit* lui a été accordé pour l'organisation des conférences à six, mais elle a semblé revenir à ses vieux démons durant les crises de 2009-2010.

### **Un espace-temps complexe qui rend difficile la constitution d'un système**

Les dynamiques des relations du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan avec la Chine ne dépendent pas seulement des perceptions des impacts de la montée en puissance de la Chine, des impasses du face-à-face bilatéral, et de la triangulation par les Etats-Unis. Elles s'élaborent à des échelles spatiales diverses ; mais en définitive, elles dépendent de conjonctures de temps court, et surtout de logiques internes à chaque pays.

---

<sup>118</sup> ZHANG, Baohui, "Taiwan's New Grand Strategy", *Journal of Contemporary China*, Mars 2011.

### *La vitrine des Diaoyu/Senkaku, l'abcès taïwanais et le « détour » coréen*

Les minuscules Diaoyu/Senkaku apparaissent à la fois comme le baromètre de l'état des relations en Asie du Nord-est et comme le lieu symbolique où les gouvernements peuvent exprimer ou signaler leurs humeurs (l'agacement, la détermination...) et leurs choix diplomatiques (la confrontation, la coopération, la réconciliation...). Le problème est néanmoins l'intrusion des individus, en particulier les marins-pêcheurs et les militants nationalistes. Il est dès lors difficile d'imaginer que Pékin et Tokyo se privent de cette vitrine, nœud d'un imbroglio historique, juridique et politique inextricable, en réglant la question ou en laissant la situation dérapier<sup>119</sup>. Pékin utilise de surcroît ce contentieux pour obtenir du Japon des concessions sur d'autres dossiers<sup>120</sup>. Ces îles et l'espace maritime ne peuvent devenir une Alsace-Lorraine asiatique, mais il est difficile d'imaginer un équivalent de la CECA permettant une coopération durable pour l'exploitation en commun des ressources de la zone. Le Japon est devenu plus assertif, et a changé ses règles d'engagement à l'encontre des navires qui violeraient son espace maritime, tandis que Pékin multiplie les appels à la coopération avec Taiwan, en insistant sur leurs intérêts communs. Surtout, Pékin réagit avec vigueur lorsque Tokyo laisse entendre que les îles sont couvertes par le traité avec les Etats-Unis ; mais les Américains jouent l'ambiguïté, et le Japonais ne sont pas certains que les Américains prendraient des risques pour défendre les Senkaku.

Les questions taïwanaise et coréenne sont autrement plus significatives comme épicentres de tension et comme variables des politiques des Etats de la région.

Le Japon refuse de dire clairement à la Chine que Taiwan fait partie de la Chine et qu'il s'oppose à l'indépendance de la République de Chine. Il s'est également efforcé d'être ambigu sur ses engagements, dans le cadre de son

---

<sup>119</sup> FRAVEL, M. Taylor, "Explaining Stability in the Senkaku (Diaoyu) Islands Dispute", In: CURTIS, Gerald et alii (eds.), *Getting the Triangle Straight. Managing China-Japan-US Relations*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 2010.

<sup>120</sup> WIEGAND, Krista E., "China's Strategy in the Senkaku/Diaoyu Islands Dispute. Issue Linkage and Coercition Diplomacy", *Asian Security*, Mars 2009.

alliance avec les Etats-Unis, en cas de conflit sur Taïwan. Mais de plus en plus, Taïwan est inclus dans les « préoccupations stratégiques communes » américano-japonaises et apparaît dans les communiqués conjoints entre les deux pays. Pékin dénonce l'« irresponsabilité » des Japonais lorsque des déclarations peuvent faire penser qu'ils ne se tiendront pas en dehors d'un conflit à Taïwan, et suspecte Tokyo de jouer l'indépendance de Taïwan, par nostalgie coloniale, et pour préserver une division de la Chine qui l'affaiblit, ou même seulement de jouer du talon d'Achille taïwanais pour peser sur la diplomatie chinoise. D'anciens officiers des forces armées japonaises s'alarment d'un détroit de Formose qui pourrait devenir une mer intérieure chinoise, et d'un territoire qui pourrait être une plate-forme pour la grande politique navale et pour la politique de mainmise sur les ressources maritimes que le régime de Pékin est suspecté de fomenter. Des éditorialistes célèbres clament que l'annexion de Taïwan serait une menace sur les intérêts japonais. Le problème, en cas de crise entre les Américains et les Chinois sur Taïwan, est que ceux-ci s'en prennent préventivement aux bases américaines au Japon ou saisissent les îles Diaoyu/Senkaku, entraînant de fait un conflit sino-japonais. Toutefois, le Japon doit faire profil bas, tout soutien ouvert à Taïwan risquant d'être contre-productif. Le Japon veut bien une forme d'alignement avec Taïwan, mais rien qui puisse faire penser à une quasi-alliance. Surtout, le Japon n'est qu'un acteur secondaire, dépendant des choix américains et chinois. Il peut même considérer qu'un règlement de la question taïwanaise enlèverait un obstacle majeur à un rapprochement sino-américain qui le marginaliserait encore d'avantage<sup>121</sup>. Quant à la Corée du Sud, elle ne veut pas être entraînée dans l'affrontement entre les trois grandes puissances sur un terrain secondaire. Seoul a besoin de la Chine pour régler la question de la Corée du Nord. En revanche, la Chine craint qu'un règlement en Corée (traité de paix ou unification) rejaillisse sur la situation taïwanaise, en favorisant soit la prolongation du statu quo, soit une proclamation d'indépendance de Taïwan.

---

<sup>121</sup> WAN, Ming (ed.), « Japanese Strategic Thinking toward Taiwan », In : ROZMAN, Gilbert, TOGO, Kazuhiko et FERGUSON, Joseph P. (eds.), *Japanese Strategic Thought toward Asia*, Basingstoke, Palgrave, 2007, BRIDGES, Brian et CHAN, Che-pon, « Looking North: Taiwan's Relations with Japan under Chen Shui-bian », *Pacific Affairs*, Hiver 2009, MATSUDA, Yasuhiro, « Taiwan in the China-Japan-US Triangle », In: CURTIS, Gerald et alii (eds.) *Getting the Triangle Straight...* op. cit..

Le Japon a plusieurs fois essayé de tendre la main à la Corée du Nord, au début des années 1990 et sous Koizumi, et semblait avoir nombre d'intérêts en commun avec la Chine et la Corée du Sud (la dénucléarisation, la stabilité régionale, une solution négociée, le non-effondrement de la Corée du Nord qui provoquerait un afflux de réfugiés...)122. Toutefois, les tests nucléaires et les tirs de missiles nord-coréens ont durci considérablement l'attitude de Tokyo, qui a poussé les Etats-Unis à obtenir des résolutions dures et contraignantes au Conseil de Sécurité des Nations unies, et donc à s'y opposer à la Chine. Les dirigeants et la bureaucratie japonaise étant réticents à parler de « menace chinoise », ils sont accusés de faire de la menace nord-coréenne un chiffon rouge permettant de lancer de nouveaux programmes d'acquisition d'armes (avec même la tentation du nucléaire), de développer leurs capacités de défense antimissiles, d'assouplir encore leurs contraintes constitutionnelles et institutionnelles, et de renforcer l'alliance avec les Etats-Unis, alors que la Chine serait le seul véritable point de focalisation du Japon123. Le Parti démocrate disait en arrivant au pouvoir refuser l'utilisation de la menace nord-coréenne pour renforcer les capacités militaires du Japon et pour resserrer l'alliance avec les Etats-Unis. Certains de ses membres estimaient que la résolution du problème coréen permettrait de moins dépendre des Etats-Unis, et que la dénucléarisation ne devait pas être limitée à la Corée du Nord mais s'étendre à l'ensemble de la péninsule. Pourtant, les crises de 2009-2010 l'ont amené sur une ligne politique peu différente de celle des gouvernements PLD124. Le « détour » nord-coréen a par exemple permis de se voir proposer par les Etats-Unis d'acheter des avions furtifs F-35, même si Tokyo souhaite des appareils encore plus performants.

La Corée du Sud est également accusée d'utiliser le « détour » nord-coréen pour renforcer son alliance avec les Etats-Unis et sa participation au système antimissiles américain. Toutefois, les politiques de Kim Dae-jung et de Roh Moo-yun avaient eu les faveurs de Pékin. Elles s'opposaient aux options militaires américaines contre la Corée du Nord et à la politique d'hostilité de

---

122 AKAHA, Tsuneo, "Japanese Policy toward the North Korean Problem. Balancing Bilateralism and Multilateralism", *Journal of Asian and African Studies*, 2007, n°42(3/4).

123 HUGUES, Christopher W., "Super-Sizing" the DPRK Threat: Japan's Evolving Military Posture and North Korea", *Asian Survey*, 2009, n°49(2).

124 KASEDA, Yoshinori, "Japan's Power Shift and Its DPRK Policy", *Pacific Focus*, Août 2010.

Bush, cherchaient à rassurer Pyongyang, et nécessitaient la collaboration de la Chine. Mais l'apparente convergence d'intérêts entre la Chine et la Corée du Sud masquait une absence de valeurs communes, des objectifs chinois qui ne coïncidaient pas avec les objectifs sud-coréens dans la péninsule, et en définitive une simple aversion commune pour la déstabilisation du Nord et une politique trop agressive des Etats-Unis<sup>125</sup>.

Or Lee Myung-bak, élu en 2008, était persuadé que la nouvelle génération de dirigeants chinois était prête à accepter une Corée unie, liée de manière lâche aux Etats-Unis, et qu'il suffirait de lui assurer un accès aux minerais du Nord et l'absence de déploiement de troupes américaines au nord du 38e parallèle ; l'ancienne génération risquait en revanche de faire traîner un statu quo qui lui convenait et en profiter pour absorber économiquement la Corée du Nord<sup>126</sup>. En même temps, Lee semblait vouloir rééquilibrer par la diplomatie une dépendance économique excessive à l'égard de la Chine. La posture du nouveau gouvernement apparaissait dès lors marquée par la volonté de confrontation et par l'arrogance. Non seulement il répudiait la politique de « distributeur automatique » de ses prédécesseurs et appelait à plus de réalisme, mais il appelait à une réunification en ses propres termes, puisque la « Vision 3000 » subordonnait le déversement d'argent au Nord à sa démocratisation et à sa dénucléarisation. Son refus de négocier ôtait à la Chine son rôle de médiateur. Celle-ci suspecta Lee de vouloir se rendre indispensable aux Etats-Unis et de vouloir faire d'une Corée réunifiée et démocratique de 75 millions d'habitants leur allié privilégié en Asie à la place du Japon, de vouloir exporter la paix américano-sud-coréenne non seulement en Corée du Nord mais dans toute l'Asie du Nord-est, et même de vouloir défier la Chine et entrer en contact avec les Coréens de Chine pour reprendre des territoires « historiquement coréens », même si les relations entre ces sino-coréens et les Sud-Coréens sont difficiles<sup>127</sup>. Les câbles rendus publics par *Wikileaks*

---

<sup>125</sup> KIM, Taeho, “An Emerging “Strategic Partnership” Between Beijing and Seoul?: Myths and Realities”, *The Journal of East Asian Affairs*, Automne 2008, ROZMAN, Gilbert, *Chinese Strategic Thought toward Asia*, Basingstoke, Palgrave, 2010, chapitre 8.

<sup>126</sup> Sur les débats en Chine, INTERNATIONAL CRISIS GROUP, “Shades of Red : China’s Debate over North Korea », *Asia Report* n°179, 2 novembre 2009.

<sup>127</sup> KANG, Jin Woong, “The Dual National Identity of the Korean Minority in China: the Politics of Nation and Race and the Imagination of Ethnicity”, *Studies in Ethnicity and Nationalism*, 2008, n°8(1), KIM, Wang-bae, “Nostalgia, Anxiety and Hope: Migration and Ethnic

montrent que Lee essayait de convaincre Washington que la Corée du Nord était à l'agonie, que Pékin était prêt à l'abandonner et qu'Obama ne devait pas chercher à résoudre la question du nucléaire nord-coréen par le dialogue direct avec Pyongyang et Pékin.

Dans un sens, la Chine pouvait se satisfaire de cette nouvelle politique sud-coréenne qui poussait la Corée du Nord dans ses bras et la rendait complètement dépendante, et qui suscitait les critiques des hommes d'affaires sud-coréens, inquiets à la fois des réactions chinoises et des conséquences d'une politique de tension sur la conjoncture économique. Elle n'avait guère apprécié qu'à la fin de la présidence Bush, les discussions à Six aient été marginalisées par des négociations bilatérales américano-nord-coréennes. Mais comme la Corée du Nord, elle suspecte Lee d'être responsable, par ses provocations, des incidents et de la crise de 2010, et d'avoir eu pour objectif un renforcement de l'alliance avec les Etats-Unis et un alignement de ceux-ci sur ses positions. Lee n'a pas cherché à dialoguer avec Pékin durant la crise. Mais le peu de réactions chinoises à ce qui était vécu en Corée du Sud comme des agressions nord-coréennes a conduit à une profonde dégradation de l'image de la Chine dans le pays.

La crise a provoqué une noria de visites de hauts responsables américains à Seoul et Tokyo, à des exercices militaires conjoints particulièrement démonstratifs, à des discussions sur l'envoi de troupes japonaises en cas d'urgence en Corée, à la création d'un *Extended Deterrence Policy Committee*, premier de ce genre avec un allié non-OTAN, destiné à parler de questions stratégiques entre Américains et Sud-Coréens, et à une participation accrue des Sud-Coréens aux programmes antimissiles, sur lesquels ils traînaient les pieds auparavant, en particulier parce qu'ils pouvaient provoquer la Chine<sup>128</sup>. Pour celle-ci, la crise de 2010 a renforcé la solidarité entre Washington, Seoul et Tokyo, qui pourrait mener à un équivalent asiatique du Nuclear Planning Group de l'OTAN, et elle a permis à Washington de prendre également le « détour » coréen : agiter la crainte de tirs de missiles nord-coréens pouvant

---

Identity of Chosonjok in China", *Pacific Affairs*, Mars 2010, KIM, Hyejin, *International Ethnic Networks and Intra-Ethnic Conflict*, Basingstoke, Palgrave, 2010.

<sup>128</sup> KIM, Tae-Hyung, "South Korean's Missile Defense Policy: Dilemmas and Opportunities for a Medium State", *Asian Politics and Society*, 2009, n°1(3).

atteindre le territoire américain d'ici 2015 permet de justifier plus encore le système antimissiles en Asie, qui viserait en fait la Chine. Obama a menacé Pékin d'un redéploiement du dispositif américain en Asie afin de l'amener à pousser Pyongyang à entrer dans des discussions militaires bilatérales avec Seoul. Bref, la crise a renforcé la crédibilité des Etats-Unis auprès de ses alliés, et a fait faire un bond qualitatif à un dispositif qui peut servir qu'à l'endiguement antichinois. Elle a montré les limites de la puissance chinoise, en termes de moyens, de réactivité diplomatique, et de prise de décision en situation de crise<sup>129</sup>. La Chine s'est montrée incapable de peser sur le régime nord-coréen, lequel a peut-être déclenché la crise pour éviter d'être excessivement sous domination chinoise, et elle se trouve associée à un régime de plus en plus paria.

Les crises de 2009-2010 ont montré la capacité d'Obama à tenir compte de ses alliés. Le spectre d'une mini-OTAN asiatique hante donc de nouveau Pékin. Déjà, les rencontres entre dirigeants s'étaient multipliées, ainsi que les échanges humains – en particulier touristiques. La coopération s'accroît quand le Japon et la Corée du Sud craignent d'être abandonnés par les Etats-Unis, mais surtout lorsqu'ils perçoivent les mêmes menaces<sup>130</sup>. Or durant plus de quinze ans, la Corée du Sud n'a pas vu la Corée du Nord comme une menace ; les crises de 2008-2010 ont changé la donne. En août 2010, Naoto Kan a de nouveau présenté des excuses à la Corée, et a restitué à la Corée des biens culturels saisis durant la colonisation japonaise.

L'inclusion de Taïwan serait bien plus compliquée, même si les relations avec le Japon sont traditionnellement bonnes. Tokyo a accepté que Lee Teng-hui, considéré comme un produit brillant de l'éducation coloniale japonaise, fasse des séjours au Japon en 2001 et 2005, sans que les journaux pro-chinois à Taiwan s'en offusquent. Taïpei a soutenu la candidature du Japon au Conseil de sécurité des Nations unies et Tokyo celle de Taiwan à l'OMS, tandis que la loi anti-sécession édictée par Pékin en 2005 a été critiquée par le Japon. S'est en effet construit au Japon un discours nostalgique et romantique sur Taiwan,

---

<sup>129</sup> SCHREER, Benjamin et TAYLOR, Brendan, "The Korean Crisis and Sino-American Rivalry", *Survival*, Février-mars 2011.

<sup>130</sup> PARK, Cheol Hee, "Cooperation Coupled with Conflicts: Korea-Japan Relations in the Post-Cold War Era", *Asia-Pacific Review*, 2008, n°5(2).

et à Taiwan une représentation idéalisée de la période précédant l'arrivée des Chinois du continent<sup>131</sup>. Ma Ying-jeou a beaucoup adouci son discours antijaponais, mais demeurent des tensions sur les Diaoyu/Senkaku et sur les demandes de réparations de victimes du colonialisme japonais, en particulier des autochtones. Les contentieux historiques et territoriaux avec le Japon continuent de cristalliser le nationalisme coréen bien d'avantage que ceux qui peuvent exister avec la Chine<sup>132</sup>. Japonais et Coréens du Sud s'inquiètent de surcroît de la naissance d'une « Chiwan », terme créé par les médias coréens en 2007.

Le rapprochement stratégique entre les alliés des Etats-Unis intervient alors que ceux-ci ont depuis quelques temps insisté dans leur discours identitaire et, dans leur diplomatie, sur leur appartenance à un espace démocratique à l'échelle régionale et mondiale.

Si la classe politique japonaise est divisée sur les manières d'envisager l'alliance américaine et les relations avec l'Asie, il y a consensus sur les valeurs fondamentales de démocratie et de liberté ; cette « marque » du Japon est considérée comme un atout dans la compétition d'image avec la Chine<sup>133</sup>. Le premier décrochage de l'opinion à l'égard de la Chine advint au lendemain des massacres de la place Tiananmen. Les médias cessèrent de présenter uniquement des images d'une Chine idéalisée et de sa culture traditionnelle, et s'intéressèrent d'avantage aux réalités de la Chine actuelle, notamment politiques. Le Japon explique aisément la propagande antijaponaise en Chine communiste par la nature du régime, qui manipule le nationalisme pour consolider une légitimité chancelante ; il peut arguer que son image est bien plus positive à Taiwan parce qu'il s'agit d'une démocratie. Pour Koizumi, l'affirmation des valeurs à l'intérieur de l'alliance avec les Etats-Unis était un moyen de contrer la Chine, plus que de rassurer Washington sur le fait que la Communauté asiatique qu'il proposait n'avait rien à voir avec l'anti-occidentalisme du Japon impérial ; au contraire, le Japon pouvait être le

---

<sup>131</sup> KUSHNER, Barak, "Nationality and Nostalgia: The Manipulation of Memory in Japan, Taiwan, and China since 1990", *The International History Review*, Décembre 2007.

<sup>132</sup> MOON, Chung-in et LI, Chun-fu, "Reactive Nationalism and South Korea's Foreign Policy on China and Japan: A Comparative Analysis", *Pacific Focus*, Décembre 2010.

<sup>133</sup> SAMUELS, Richard J., "Securing Japan: The Current Discourse", *Journal of Japanese Studies*, 2007, n°33(1).

meilleur vecteur de la démocratisation de l'Asie, et accroître son « *soft power* »<sup>134</sup>. Aso Taro, comme ministre des affaires étrangères puis comme Premier ministre, a lancé le slogan de l'« arc de liberté et de prospérité », courant de l'Asie du Sud-est à l'Europe centrale. Il a flirté avec l'idée d'en faire, en Asie centrale, le remède à l'« arc d'instabilité » défini par les Etats-Unis, et en collaboration avec eux.

Ce « wilsonisme » japonais fut interprété par la Chine comme un moyen de l'encercler, de placer la rivalité sur le terrain des valeurs, et de tendre la main à l'OTAN qui commençait à se penser à l'échelle globale. Le Japon collaborait alors avec l'Organisation en Afghanistan et Shinzo Abe déclarait devant le Conseil de l'Alliance en 2007 que le Japon et l'OTAN sont partenaires parce qu'ils partagent les mêmes valeurs. Mais il s'agissait surtout de multiplier les partenariats avec des pays sans l'intermédiaire des Etats-Unis et de créer une « marque » japonaise lui permettant de mieux défendre sa candidature à un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations unies<sup>135</sup>. Le terme a disparu après le départ d'Aso en 2008 et l'arrivée au pouvoir du PDJ. La démocratie fut également un « label » pour le « *soft power* » taïwanais. Après avoir mis en avant ses succès économiques, Taiwan a insisté sur son appartenance au club des pays démocratiques qui respectent les règles internationales ; sa vitrine est le Taiwan Foundation for Democracy<sup>136</sup>. Les lobbies pro-Taiwan, en particulier aux Etats-Unis, n'insistent plus sur le rôle stratégique de Taiwan, mais sur la nécessité de défendre une des rares démocraties en Asie. Ma joue lui aussi la carte des valeurs, malgré les critiques sur la qualité de la démocratie à Taiwan, après la « chasse aux sorcières » qui suivit l'élection de 2008 et la répression brutale de plusieurs manifestations<sup>137</sup>.

---

<sup>134</sup> SOHN, Yul, "Japan's New Regionalism. China Shock, Values, and the East Asian Community", *Asian Survey*, 2010, n°50(3).

<sup>135</sup> TANIGUCHI, Tomohiko, « Beyond the « Arc of Freedom and Prosperity » : Debating Universal Values in Japanese Grand Strategy », German Marshall Fund Asian Papers Serie, Octobre 2010.

<sup>136</sup> DE LISLE, Jacques, "Soft Power in a Hard Place: China, Taiwan, Cross-Straits Relations and U.S. Policy", *Orbis*, Automne 2010.

<sup>137</sup> FELL, Dafydd J. « Taiwan's Democracy : Toward a Liberal Democracy or Authoritarianism ? », *Journal of Current Chinese Affairs*, 2010/2.

Depuis les années 1990, les critiques sur les violations des droits de l'homme en Corée du Nord avaient fortement diminué en Corée du Sud, afin de ménager un frère à qui l'on tendait la main. Au contraire, c'étaient les violences perpétrées par le régime sud-coréen, durant la guerre de Corée et à la fin de la dictature militaire, et surtout les complicités des Américains, qui étaient mises en avant. Les voix des associations chrétiennes et des Coréens-Américains n'étaient guère entendues, et les relations étaient compliquées avec les « dissidents » nord-coréens. Avec Lee Myung-bak, et à cause du comportement du régime de Pyongyang, la question des valeurs a pris une place importante, et Seoul a rompu avec la tradition de ne pas voter les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies sur la Corée du Nord. Le gouvernement évoque des « valeurs partagées » avec les Etats-Unis et le Japon, mais a mal vécu d'être écarté du dialogue mené par celui-ci avec les « démocraties asiatiques », à savoir l'Inde et l'Australie<sup>138</sup>.

En effet, le Japon utilise la carte démocratique pour établir des partenariats hors-zone, qui peuvent être considérés comme des moyens de créer une solidarité et un équilibre face à la montée en puissance de la Chine communiste, de moins dépendre des Etats-Unis, et de s'assurer contre un moindre intérêt de Washington pour le Japon. Il s'agit vraisemblablement aussi d'un calcul à long terme, puisqu'à l'horizon de vingt ans l'alliance américaine ne sera peut-être plus suffisante pour contenir la Chine. « *Hub* » principal dans le système américain depuis soixante ans, le Japon multiplie les liens avec les « *spokes* », notamment avec l'Inde, l'Australie et l'Indonésie, promue depuis dix ans par les Américains modèle de démocratie en pays musulman. Japonais et Australiens ont le même intérêt pour la libre navigation, la stabilité régionale, la lutte contre le terrorisme et contre le crime organisé. Australiens et Japonais ont été côte à côte dans les missions au Cambodge et au Timor. Il y eut une sorte d'« axe » Bush-Koizumi-Howard au début des années 2000, le Premier ministre australien se rendant sept fois au Japon. Japonais et Australiens participent aux exercices américano-sud-coréens. Un *Trilateral Strategic Dialogue* a été brièvement établi en 2006 entre les Etats-Unis, le Japon et l'Australie, suite aux demandes de Tokyo et de

---

<sup>138</sup> KANG, David, « Status and Leadership on the Korean Peninsula », *Orbis* Automne 2010.

Canberra, rencontrant la volonté américaine de favoriser les relations militaires nippo-australiennes face à la Chine<sup>139</sup>. Si aucun Premier ministre japonais n'a visité l'Australie depuis 2002, si le Japon ne veut pas s'ouvrir aux produits agricoles australiens, et si le gouvernement Howard courtisait la Chine et lui vendait de l'uranium, les deux Etats cherchent les moyens de renforcer leurs relations, sans provoquer une Chine que Kevin Rudd, comme Premier ministre puis ministre des affaires étrangères, considère avec plus de suspicion que son prédécesseur<sup>140</sup>. Pour ne pas provoquer Pékin, il n'est donc pas question de coopération dans le domaine de la défense, mais seulement dans le domaine de la sécurité, comme pour l'*Acquisition and Cross-Servicing Agreement* signé en 2010.

L'Inde est devenue en 2003 le premier récipiendaire d'aide au développement japonaise. La collaboration indo-japonaise s'est accrue depuis 2005 en matière de sécurité maritime, les visites de militaires japonais en Inde se sont multipliées, et les premières manœuvres navales communes avec les Américains ont eu lieu en 2007. La lune de miel américano-indienne, comme les incertitudes sur l'avenir et les intentions de la Chine et l'opposition de celle-ci à l'entrée de l'Inde et du Japon au Conseil de Sécurité des Nations unies, ne pouvaient qu'accélérer le rapprochement nippo-indien. Les Etats-Unis se sont affairés pour le favoriser. Le Japon a soutenu l'entrée de l'Inde dans l'East Asian Summit. 2007 fut l'année de l'amitié entre l'Inde et le Japon. C'est Shinzo Abe qui a été le plus enthousiaste, parlant d'« Asie élargie » du Pacifique à l'Océan Indien, articulé autour des relations entre les démocraties australienne, japonaise et indienne, Manmohan Singh, lors de sa visite au Japon en 2008 a transformé les relations en partenariat stratégique, que le Japon n'avait établi qu'avec l'Australie. En 2010, lors du sommet de Tokyo, Singh a demandé au Japon d'investir d'avantage dans l'économie indienne. Longtemps réticent vis-à-vis de l'accord nucléaire entre les Etats-Unis et l'Inde, le Japon essaye désormais de s'immiscer pour vendre des composants

---

<sup>139</sup> ASHIZAWA, Kuniko "Australia-Japan-US trilateral strategic dialogue and the ARF. Extended bilateralism or minilateral option?", In: HAACKE, Jürgen et MORASA, Noel M. (eds.), *Cooperative Security in the Asia-Pacific. The ASEAN Regional Forum*, Routledge, 2010.

<sup>140</sup> COOK, Malcolm, « The Quiet Achiever : Australia-Japan Security Relations », Lowy Institute for International Policy, Janvier 2011, TERADA, Takashi, "Evolution of the Australian-Japan Security Partnership. Toward a Softer Triangle Alliance with the United States", IFRI Asia.Vision, Octobre 2010..

de générateurs à l'Inde, ce que permet une interprétation assouplie de la législation japonaise. Mais Tokyo et Delhi multiplient les déclarations pour certifier qu'il n'y a dans cette relation aucune motivation antichinoise<sup>141</sup>. La Chine, pour sa part, s'efforce de ne pas durcir son attitude en même temps avec l'Inde et avec le Japon, afin de ne pas leur donner des raisons de se rapprocher plus encore ; ainsi, en 2006, Pékin a haussé le ton avec New Delhi mais a tendu la main à Tokyo<sup>142</sup>.

La plupart des observateurs s'accordent pour considérer qu'en Asie centrale, le Japon n'a pas une politique de compétition avec la Chine (et la Russie), ni une obsession pour le pétrole et le gaz<sup>143</sup>. Le Japon est depuis les années 1990 un important donateur, avant tout pour stabiliser la zone, et en premier lieu l'Ouzbékistan. Tokyo pensait que ces Etats pourraient être intéressés par le « modèle » économique japonais, plus que par le libéralisme anglo-saxon. Une stratégie un peu élaborée fut de créer, sur le modèle de l'ASEAN+3 et après le choix de ne pas chercher à intégrer la peu démocratique Organisation de Coopération de Shanghai, le forum « Asie centrale + Japon ». Brièvement, dans les années 2006-2008, ce sont les valeurs « universelles » qui ont été mises en avant, dans le cadre du discours sur l'« Arc de liberté et de prospérité ».

### *Le régionalisme compétitif en Asie*

L'Asie du Nord-est est unique par l'absence d'organisation régionale. Cette absence a pu être expliquée par le rôle de la guerre froide, marquée par l'hégémonie américaine, ses alliances bilatérales, et les formes d'intégration

---

<sup>141</sup> JAIN, Purnendra, « Westward Go ! Japan Eyes India Strategically », *Japanese Studies*, Mai 2008, PANT, Harsh V., « India-Japan Relations. A Slow, but Steady, transformation », In: GANGULY, Sumit (ed.), *India's Foreign Policy. Retrospect and Prospect*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

<sup>142</sup> GARVER, John W. et WANG, Fei-ling, « China's Anti-Encirclement Struggle », *China Security*, Septembre 2010.

<sup>143</sup> KAWATO, Akio, « Japan's Strategic Thinking toward central Asia », In: ROZMAN, Gilbert et alii (eds.), *Japanese Strategic Thought toward Asia*, Basingstoke, Palgrave, 2008, LEN, Christopher & alii (eds.), *Japan Silk Road Diplomacy. Paving the Road Ahead*, Silk Road Studies Program, 2008.

économique régionale hiérarchique impulsée par le Japon dans ce contexte, mais aussi par les contentions historiques bilatéraux entre les trois grandes puissances régionales, la Chine, la Russie et le Japon. Les discussions à Six sur la Corée ne sont qu'un filet fonctionnaliste et informel qui n'a guère modifié les préférences des participants, et n'ont pas constitué une proto-CSCE. Les méfiances réciproques ont retardé la tenue d'un sommet Chine-Japon-Corée du Sud, qui n'a eu lieu qu'en 2008. Il apparaît qu'un accord de libre-échange pour l'Asie du Nord-est est assez improbable<sup>144</sup>. Toutefois, la multiplication des réseaux académiques et des fori d'hommes d'affaires, l'expansion des réseaux de production chinois et sud-coréens en Chine, les grands projets d'équipements de transport, et surtout la crise économique de 2008-2009 pourraient mener vers des formes d'intégration régionale qui correspondent aux visions de la Corée du Sud depuis les années 1990, laquelle promeut depuis 1991 une Banque de l'Asie du Nord-est pour la Coopération et le Développement<sup>145</sup>, et au souhait de la Chine de « neutraliser » l'intégration économique accélérée avec Taiwan<sup>146</sup>.

Le président Roh Moo-yun a porté ce type de vision. Il considéra que la montée en puissance de la Chine était une opportunité pour la Corée du Sud, devenue à ses yeux une puissance moyenne indispensable aux équilibres régionaux, de jouer un double rôle. Elle pouvait être l'équilibreur ultime empêchant, par une pratique s'apparentant au concert ou par une politique stricte d'équilibrage, la Chine ou le Japon de devenir la puissance régionale dominante. Elle pouvait également être le pont (ou le « *hub* ») entre la Chine et l'Asie développée, et entre le triangle du Nord (Chine, Russie, Corée du Nord) et le triangle du Sud (Etats-Unis, Japon). La Corée du Sud pouvait être le « *minibalancer* » en Asie du Nord-Est, au milieu du grand équilibre sur le continent asiatique polarisé autour de la rivalité Etats-Unis-Chine, tout en impulsant des formes nouvelles d'intégration régionale dont la Corée du Sud serait un centre majeur. L'objectif ultime était d'avoir une position plus

---

<sup>144</sup> YOSHIMATSU, Hidetaka, "Regional cooperation in Northeast Asia: searching for the mode of governance", *International Relations of the Asia-Pacific*, 2010, n°10(2).

<sup>145</sup> Pour un dernier état des lieux des propositions, CHO, Lee-Jay et LEE, Chang Jae (eds.), *Financing for Regional Economic Integration for Northeast Asia*, Korean Institute for International Economic Policy, 2010.

<sup>146</sup> CALDER, Kent et YE, Min, *The Making of Northeast Asia*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

indépendante, et de promouvoir la prospérité et la paix dans la péninsule, dans le Nord-est asiatique, et dans toute l'Asie orientale. Mais la vision centrée sur les trois puissances asiatiques (Chine, Japon et Corée du Sud) se heurtait aux vives tensions sino-japonaises de l'ère Koizumi puis au rapprochement des années 2006-2008 qui marginalisait la Corée. Les États-Unis se demandaient à quoi pouvait mener cette insistance de Roh sur les rencontres à trois puis sur la volonté d'équilibrer le Japon autant que la Chine, et ce qu'allait entraîner le rapprochement avec la Chine sur la question de la Corée du Nord, à laquelle Roh semblait faire trop de concessions unilatérales. C'est la Chine qui en définitive paraissait la principale bénéficiaire de la politique de Roh<sup>147</sup>.

Le Japon, pour sa part, préfère des enceintes beaucoup plus larges, qui permettent de diluer le poids de la Chine. Avec les encouragements des États-Unis, le Japon avait depuis les années 1960-70, contribué à l'intégration économique et au développement de l'Asie du Sud-est. Par une intégration régionale ouverte, il avait cherché à rassurer ses anciennes « victimes », et à jouer de son identité de pays occidental en Asie<sup>148</sup>. La Chine était au contraire une force de déstabilisation, et avait une attitude très négative à l'égard des Chinois d'outre-mer. C'est d'une certaine manière le Japon qui a introduit la Chine de Deng Xiaoping dans la région. L'objectif était de socialiser la Chine tout en engageant les États-Unis qui, après la fin de la guerre froide, pouvait abandonner l'Asie et ne privilégier que l'économie dans le cadre l'APEC. En fait, les États-Unis ne voulaient pas voir diluer leur système d'alliances bilatérales, et doutaient de l'efficacité d'institutions « asiatiques » peu formelles, faisant du dialogue et de l'inclusion des objectifs et non des moyens pour obtenir des résultats. L'ASEAN Regional Forum, créé en 1994 résulta d'initiatives du Japon et des États d'Asie du Sud-est, et avait pour objectif de participer à l'« engagement » de la Chine, et de rassurer la région sur le fait que

---

<sup>147</sup> SHIN, Kah-Soo, « The Implications of the Rise of China for South Korean Foreign Policy », *Korea and World Affairs*, printemps 2007, SHEEN, Seong-Ho, « Strategic Thought toward Asia in the Roh Moo-hyun Era », In: ROZMAN, Gilbert, HYUN, In-Taek et LEE, Shin-wha (eds.), *South Korean Strategic Thought toward Asia*, Basingstoke, Palgrave, 2008, KIM, Byung-Kook, « Between China, America, and North Korea. South Korea's Hedging », In: ROSS, Robert S. et FENG, Zhu (eds.), *China's Ascent. Power, Security, and the Future of International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 2008.

<sup>148</sup> ASHIZAWA, Kuniko, « When Identity Matters: State Identity, Regional Institution-Building, and Japanese Foreign Policy », *International Studies Review*, 2008, n°10(3).

le Japon n'avait pas l'intention de devenir une puissance militaire. La Chine redoutait toutefois le leadership japonais et un possible « bloc yen ». Elle s'opposa durant la crise de 1997-98 au projet japonais de Fonds Monétaire Asiatique et ne fut guère enthousiaste, initialement, de l'initiative de Chiang Mai. La crise donna naissance à l'ASEAN+3, qui reliait les trois Etats de l'Asie du Nord-est à l'Asie du Sud-est.

Or le Japon fit face à une « offensive » chinoise en Asie du Sud-est, qui profita de l'obsession de Bush pour la guerre contre le terrorisme, puis de l'enlèvement américain au Moyen-Orient, mais fut aussi une réaction à une politique qui semblait utiliser la lutte contre le terrorisme comme prétexte pour justifier un « retour » en Asie et des activités militaires tout autour de la Chine. Déjà, le premier engagement chinois dans la région à partir de 1996 était justifié en Chine par la crainte d'un encerclement américain, symbolisé par le renforcement de l'alliance avec le Japon et le redéploiement des bases en Asie. La Chine semblait devenir le leader de l'Asie, et le leadership chinois était jugé inévitable par les opinions asiatiques. En 2000, Pékin a lancé l'idée d'une China-ASEAN Free Trade Area, signée en 2002, entrée en vigueur en 2010, qui a poussé Tokyo à reprendre l'initiative. La Chine profitait également du déclin de l'aide au développement japonaise dans la région pour devenir le premier donneur dans nombre de pays, tandis que le modèle japonais n'attirait plus comme au début des années 1990. Pour la première fois en 2003, les pays de l'ANSEA exportèrent plus vers la Chine que vers le Japon ; en 2005, les exportations chinoises dépassèrent les exportations japonaises vers l'ANSEA. Après être apparue comme une force stabilisatrice au moment de la crise asiatique, la Chine devenait une force motrice pour le multilatéralisme régional. L'objectif était également d'isoler Taiwan en limitant au maximum les liens entre cette « province » et les Etats de l'ANSEA : le gouvernement chinois a indiqué qu'il verrait d'un très mauvais œil la conclusion d'accords de libre-échange avec lui.

La réaction du Japon, qui craignait un « *Japan passing* », a été de proposer aussi un accord de libre-échange aux pays de l'ANSEA, ainsi qu'un projet pour l'Asie. C'est pourtant un East Asian Summit qui fut lancé en 2006, que la Malaisie et la Chine voulaient transformer en une sorte d'Organisation de Coopération de Shanghai, afin de restreindre l'influence américaine. Le Japon, craignant pour sa relation avec Washington et voulant contrebalancer la Chine

a d'abord poussé pour l'inclusion de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, et s'est réjoui de l'entrée de l'Inde. L'Administration Bush était sensible au discours de Koizumi sur une communauté asiatique fondée sur des « valeurs universelles » et d'Abe sur un « arc de liberté et de prospérité », mais elle s'est montrée prudente face à ce projet. C'est l'Administration Obama qui a signé le traité permettant aux Etats-Unis de rejoindre l'EAS. Dès lors, la Chine s'efforce de marginaliser ce format qui, en s'ouvrant aux puissances, non asiatiques, l'empêche d'exercer son leadership, même si elle ne croit plus, comme en 2006 et 2007, que Tokyo veuille en faire une « communauté de démocraties » qui la marginaliserait.

A la suite de la crise de 2008, l'initiative de Chiang Mai a été « multilatéralisée », avec la création d'une Chiang Mai Initiative Multilateralized Reserve (CMIM) de 120 milliards de dollars (les « +3 » fournissant 80% de ce « *reserve pool* »). L'Asie orientale a donc non seulement mieux résisté à la crise, mais celle-ci semble avoir accéléré son intégration monétaire. La Chine préférerait promouvoir l'usage de sa monnaie dans la région, plutôt que de faciliter la genèse d'une monnaie asiatique qui nécessiterait de sa part une problématique libéralisation des mouvements de capitaux<sup>149</sup>. Elle a semblé prendre le leadership monétaire, mais aussi idéologique face à l'hégémonie américaine et à l'idéologie du Consensus de Washington. Mais les pays asiatiques ne veulent pas de bloc asiatique qui minerait l'influence américaine dans la région. La Corée du Sud s'est tournée vers la Fed durant la crise et a négocié, certes sans succès, un traité de libre-échange avec les Etats-Unis novembre 2010 et un autre avec l'Australie depuis 2009. En fait, la rivalité sino-japonaise empêche tout condominium de type franco-allemand qui favoriserait une intégration financière régionale<sup>150</sup>. Les difficultés du Japon en Asie du Sud-est ne sont pas seulement liées aux manœuvres chinoises : la noria de premiers ministres au Japon rend le leadership japonais problématique, le Japon ne constitue pas un marché très attractif pour les pays d'Asie du Sud-est, le yen ne fait pas autant rêver qu'à l'orée des années 1990,

---

<sup>149</sup> JIANG, Yang, "Response and responsibility. China in East Asian financial cooperation", *The Pacific Review*, décembre 2010.

<sup>150</sup> GRIMES, William W. « The Asia Monetary Fund reborn ? Implications of Chiang Mai Initiative Multilateralization », *Asia Policy*, janvier 2011.

et pour éviter de trop rester dans l'ombre de la Chine, les Etats de la région préfèrent se tourner vers la puissance américaine.

### *Le « détour » par le global*

Ce « détour » par le global peut se faire dans le but d'exister, de s'affirmer, de se vendre, ou de défendre une réputation. Pour la République de Chine, le champ de bataille pour l'existence est mondial, qu'il s'agisse des reconnaissances par des Etats individuellement, de la présence dans des organisations internationales, ou du statut de ses représentations. Taiwan y dépense beaucoup d'énergie, et surtout beaucoup d'argent, surtout depuis les années 1970<sup>151</sup>. Certains terrains d'affrontement, comme le Pacifique Sud, ont été reliés à la grande géopolitique. Les « micro-Etats » ont été « co-créateurs » de la rivalité, laquelle a parfois conduit à des émeutes antichinoises, et elle a été utilisée dans leurs jeux politiques internes. A Vanuatu, c'est l'Australie qui s'est mise du côté de la République populaire pour faire chuter Serge Vohor, qui avait signé un accord pour reconnaître la République de Chine, provoquant une forte rancœur à Taipei. La Chine est loin d'avoir triomphé dans le Pacifique Sud, mais elle est suspectée de s'y investir pour mettre la main sur des ressources minières, pour se créer une clientèle aux Nations unies afin d'empêcher le Japon d'accéder au Conseil de Sécurité, et surtout pour contester la prééminence stratégique des Etats-Unis dans le Pacifique<sup>152</sup>. Depuis l'élection de Ma Ying-jeou en 2008, Pékin s'est montré moins actif pour contrer Taiwan, et semble avoir accepté la « trêve diplomatique » proposée par Ma, permettant à la République de Chine de ne pas voir figer, voir rétrécir, son « espace international ». Pour Pékin, il s'agit d'un « détour »

---

<sup>151</sup> RICH, Timothy S., «Status for Sale: Taiwan and the Competition for Diplomatic Recognition», *Issues & Studies*, Décembre 2009.

<sup>152</sup> ATKINSON, John, «China-Taiwan diplomatic competition and the Pacific Islands», *The Pacific Review*, Septembre 2010, BRADY, Anne-Mary et HENDERSON, John (eds.), *Looking North, Looking South: Taiwan and the South Pacific*, Singapour, World Scientific, 2010.

par le global, puisque l'objectif est de séduire les « compatriotes de Taiwan », qui vivaient mal les humiliations subies sur la scène internationale<sup>153</sup>.

L'image d'un pays et la « marque » qu'il représente sont aujourd'hui des enjeux essentiels, le terrain de rivalité s'étendant aux médias globaux et aux produits globaux. La diplomatie publique et le marketing institutionnel contribuent à forger des « buts de milieu » qui permettent ensuite de déployer une politique étrangère. Ces pratiques ont été reliées à la notion de « *soft power* ». La Chine s'efforce de contrer la notion de « menace chinoise », et laisse se diffuser le discours sur le « consensus de Pékin ». Le Japon se démarque comme « puissance civile »<sup>154</sup>. Les grands événements sportifs permettent depuis longtemps de faire passer des messages sur le Japon (Tokyo 1964, Nagano 1998), la Corée du Sud (Seoul 1988) et Pékin (2008)<sup>155</sup>. En fait, les pays reprennent une ancienne pratique, puisqu'ils étaient au tournant des XIXe-XXe siècle en compétition pour se faire connaître comme « civilisés » par la « famille des nations ». Il ya des continuités entre les campagnes japonaises de l'ère Meiji pour interdire de sortir nu et la pédagogie du « comportement civilisé » pour la préparation des Jeux olympiques de 2008, ou bien la campagne « soyez un Shanghaien aimable » en vue de l'Exposition Internationale de 2010<sup>156</sup>, Les Etats-Unis étant le centre de production d'images et de références mondiales, la bataille se joue souvent sur le sol américain, et parfois entre communautés immigrées. Au-delà des enquêtes à sensation sur les lobbyistes japonais puis chinois qui achèteraient les législateurs, l'histoire mondialisée s'écrit par ces jeux d'influence. Les Chinois des Etats-Unis ont eu un grand rôle pour populariser et globaliser les horreurs

---

<sup>153</sup> XANG, T.Y. et alii, "Taiwan's Expansion of International Space: opportunities and challenges", *Journal of Contemporary China*, Mars 2011.

<sup>154</sup> HENG, Yee-Kuang, "Mirror, mirror on the wall, who is the softest of them all? Evaluating Japanese and China strategies in the "soft" power competition era", *International Relations of the Asia Pacific*, 2010, n°10(3).

<sup>155</sup> COLLINS, Sandra, "The Fragility of Asian National Identity in the Olympic Games", In: PRICE, Monroe E. et DAYAN, Daniel (eds.), *Owning the Olympics. Narratives of the New China*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2008, CHA, Victor D. *Beyond the Final Score. The Politics of Sport in Asia*, New York, Columbia University Press, 2009, chapitre 3.

<sup>156</sup> HOWELL, David L. "Civilization and Enlightenment: Markers of Identity in Nineteenth-Century Japan". In: FOGEL, Joshua A. (ed.). *The Teleology of the Modern Nation-State. Japan and China*. Philadelphie: University of Pennsylvania Press, 2005, ERBAUGH, Mary S. "China Expands Its Courtesies: Saying "Hello" to Stangers". *Journal of Asian Studies*. Mai 2008.

japonaises durant la guerre, et notamment à Nankin. Les Japonais ont accusé la Chine d'essayer de détruire la confiance américaine à l'égard du Japon<sup>157</sup>. La Coréens, quant à eux, cherchent à faire exister leur pays dans les ouvrages anglo-saxons d'histoire mondiale, pour ne pas être dilué dans le monde sinisé, et pour défendre, en se présentant comme « acteur de l'histoire », les positions coréennes dans les conflits territoriaux actuels.

Le « détour » par le global a permis au Japon de se défaire certains liens juridiques qui corsetaient sa puissance et sa capacité de projection. De la participation aux opérations de paix des Nations unies à la lutte contre les pirates, le Japon peut se présenter comme un modèle d'internationalisme, participant au bien commun et luttant contre des maux globaux, et conscient que les intérêts nationaux sont désormais globalisés. Il est passé d'une « couverture onusienne d'une mutation stratégique »<sup>158</sup>, à une couverture par la guerre mondiale contre le terrorisme, dans laquelle Koizumi s'est investie, avec notamment le ravitaillement dans l'Océan Indien des navires de la coalition combattant en Afghanistan. Le 11 septembre a été, aux yeux des Chinois, un effet d'aubaine pour faire évoluer la politique de sécurité du Japon, même si l'opinion n'est pas prête à des changements majeurs<sup>159</sup>. Cette évolution renvoie à un souci de « normalisation », au sentiment de solidarité avec les démocraties, et au traumatisme de la guerre du Golfe et aux pressions des Etats-Unis pour étendre leurs « *coalitions of the willing* ». Il est en revanche difficile de savoir si ces mutations rampantes sont perçues en relation avec la montée en puissance de la Chine, ou si Tokyo joue de la menace chinoise pour augmenter ses capacités et diminuer ses contraintes opérationnelles, et devenir ainsi un auxiliaire indispensable de la superpuissance américaine, ou si il souhaite avant tout montrer qu'il prend sa part dans la gouvernance globale sécuritaire et donc qu'il mérite une place de membre permanent au Conseil de Sécurité des Nations unies, ou si la « normalisation » est une fin en soi, ou enfin s'il s'agit d'un glissement progressif vers une capacité à protéger lui-

---

<sup>157</sup> YANG, Daqing, « Entangled Memories. China-Americans and Japanese Remembrances of World War II », In: GALLICHO, Marc (ed.), *The Unpredictability of the Past. Memories of the Asia-Pacific War in U.S.-East Asian Relations*, Durham, Duke University Press, 2007.

<sup>158</sup> SERRA, Régine, « Japon: l'héritage irakien », *Politique étrangère*, 2005/1.

<sup>159</sup> LI, Rex, *Rising China and Security in East Asia. Identity construction and security discourse*, Londres, Routledge, 2008, chapitre 4. KERSTEN, Rikki, « Japanese security policy formation: assessing the Koizumi revolution », *Australian Journal of International Affairs*, Février 2011.

même ses approvisionnements énergétiques, notamment du Moyen Orient, quand il se contente pour le moment de relations économiques dans la région<sup>160</sup>.

La stratégie de « *sea denial* » est de plus en plus remplacée par une stratégie de « *sea control* », avec une participation croissante au « *good order at sea* », au moment même où la Chine acquiert des capacités de projection, qui pour le moment semblent dirigées avant tout contre Taiwan<sup>161</sup>. Menée au nom d'un concept en vogue à la définition extensive, la lutte contre le terrorisme maritime et la piraterie permet au Japon de multiplier les coopérations, d'élargir ses horizons d'action, de justifier la surveillance, et d'acquérir une capacité opérationnelle : la coopération de la marine japonaise avec l'OTAN s'est développée dans le cadre de la lutte contre la piraterie, et la Japon doit ouvrir à Djibouti sa première base à l'étranger depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Depuis 2005-2007, les contacts avec l'OTAN ont été nombreux. Le Japon ne veut pas seulement parler de questions régionales, même si ses objectifs sont d'« éduquer » les Européens aux questions asiatiques, en particulier à la montée en puissance militaire de la Chine, et d'empêcher la levée de l'embargo de l'Union européenne sur les ventes d'armes à la Chine. Il souhaite évoquer la prolifération, la défense antimissiles, la lutte contre le terrorisme et contre la piraterie.

La Chine se sent encerclée par les systèmes antimissiles dont les Etats-Unis sont les architectes principaux. Ces derniers ont convaincu les pays de l'OTAN. Ils essayent de vendre des PAC-3 à l'Inde, et poussent Taiwan à acquérir des matériels plus sophistiqués. Un accord a été conclu en janvier 2011 afin de fournir à des pays tiers (en particulier en Europe) une nouvelle génération de missiles antimissiles dotée de technologies américaines et japonaises. Pour le Japon, il s'agit d'une forme d'exportation de matériel militaire qui pourrait contrevenir à l'auto-restriction japonaise en matière de vente d'armes, affirmée en 1967 ; toutefois, Koizumi avait déjà en 2005 mis en

---

<sup>160</sup> KEMP, Geoffrey, *The East Moves West. India, China, and Asia's Growing Presence in the Middle East*, Washington DC, Brookings, 2010.

<sup>161</sup> PATALINO, Alessio, « Shielding the « Hot Gates ». Sumarine Warfare and Japan's Naval Strategy in the Cold War and Beyond », *Journal of Strategic Studies*, Décembre 2008.

avant des exceptions possibles, avec des demandes répétées du monde patronal.

### *L'importance de la conjoncture politique*

L'Asie du Nord-est est souvent analysée en fonction de grands mouvements tectoniques, qu'il s'agisse de l'ascension et du déclin des puissances, ou des grands rapprochements et des grandes rivalités. Toutefois, comme durant la guerre froide, la conjoncture fine est déterminante. Durant cette période, la politique intérieure chinoise donnait le tempo, et dans une moindre mesure les alternances américaines, alors que les ordres politiques semblaient figés au Japon, en Corée du Sud et à Taiwan. Désormais, le Parti communiste chinois n'est plus sujet à de vastes secousses, alors que la vie politique agitée des trois pays subit des ballottements importants et que les Etats-Unis connaissent une polarisation croissante de leur vie politique. La démocratisation de la Corée du Sud et de Taiwan et la décomposition longue et chaotique du système de 1955 au Japon rendent les politiques moins prévisibles. Le contexte est donc à des alternances brusques, avec la nécessité pour les gouvernements réformistes en Corée du Sud et à Taïwan de configurer une politique étrangère compatible avec les transformations internes souhaitées, à des majorités souvent fragiles et à des coalitions, à des tentations populistes, et à des calculs de politique intérieure dans les choix de politique extérieure. Les sondages d'opinion montrent des sautes d'humeur, souvent liées à des incidents et à des crises, et des sentiments contradictoires sur la Chine. Ainsi, la vision géopolitique obscurcit les réalités des dynamiques régionales. Les choix des Etats semblent souvent plus déterminés par les événements et par les politiques internes que par les changements de rapport de puissance<sup>162</sup>. La conjoncture économique est importante également, les deux crises de 1997/98 en Asie et de 2008/09 venue des Etats-Unis ayant été des moments critiques pour l'accélération de la régionalisation asiatique.

---

<sup>162</sup> CHOI, Jong Kun et MOON, Chung-in, "Understanding Northeast Asian regional dynamics: inventory checking and new discourses on power, interest and identity", *International Relations of the Asia-Pacific*, 2010, n°10(2).

Les incidents rythment les relations internationales en Asie du Nord-est. Ils provoquent des tensions, inquiètent, mais sont souvent réglés assez vite lorsqu'ils n'arrivent pas en série. Les incidents impliquant les deux Corées sont particuliers, puisqu'ils interviennent dans une situation qui est encore celle d'une guerre, et mériteraient un traitement spécifique, puisqu'ils font craindre une véritable escalade. Les incidents sino-japonais posent pour leur part la question du processus de gestion des crises (voire de leur déclenchement), notamment en Chine, pour laquelle on s'interroge sur la qualité des informations transmises au sommet, sur les modes de coordination, et sur le rôle des militaires<sup>163</sup>. Ces incidents sont des tests de volonté. Dans l'ensemble, le Japon est de plus en plus assertif, mais il finit toujours par céder, provoquant des critiques à l'intérieur du pays : il reviendrait à l'obédience traditionnelle à l'égard de l'Empire chinois, et pratiquerait l'*appeasement* face à un régime totalitaire. Plus il semble s'affirmer, plus il est accusé en Chine de nationalisme et de militarisme. Les campagnes antijaponaises en Chine naissent moins d'incidents en mer ou pour des îlots disputés que de faits divers dans lesquels les Japonais continueraient à vouloir humilier les Chinois, ou d'actes officiels qui montreraient que le Japon ne regrette pas son passé impérialiste. Elles peuvent être violentes, et comprennent de plus en plus des cyber-attaques.

Or le nombre toujours accru de sous-marins dans la région risque de provoquer des incidents toujours plus nombreux<sup>164</sup>. Les controverses historiques ne sont pas prêtes de se terminer, parce qu'elles sont une arme entre les mains du pouvoir chinois, lequel craint toutefois de se faire déborder par les passions nationalistes populaires qu'il ne contrôle pas et qui pourrait se tourner contre lui. Certes, une nouvelle génération d'hommes politiques arrive au pouvoir au Japon, mais plusieurs des figures en vue sont les fils ou les petits-fils de dirigeants du Japon impérial, et ne peuvent dès lors s'émanciper du passé. Les Japonais ont critiqué l'attitude des Chinois lors des travaux du

---

<sup>163</sup> BUSH, Richard C., *The Perils of Proximity. China-Japan Security Relations*, Washington D.C., Brookings, 2010, chapitre 12.

<sup>164</sup> BALTEMAN, Sam, "Perils of the Deep. The Danger of Submarine Proliferation in the Seas of East Asia", *Asian Security*, Janvier 2011.

comité sino-japonais d'historiens mis en place après un accord entre Abe et Hu Jintao en 2006, suite à une proposition japonaise<sup>165</sup>. Mais la Chine renoncerait à une partie de son identité en ne mettant plus en avant sa « victimisation » (quoique cette identité ait été construite dans les années 1920 et n'ait été mise en avant qu'à partir des années 1980<sup>166</sup>). La réconciliation ne peut pas se fonder sur des déclarations unilatérales de Tokyo ; elle doit reposer sur une histoire négociée que ni les autorités chinoises ni la classe politique japonaise ne peut accepter pour des raisons de politique intérieure<sup>167</sup>.

Les incidents provoquent de brusques fièvres dans les opinions. Ils dégradent profondément l'image de la Chine, notamment au Japon, et en Corée du Sud depuis 2009. Au Japon, ils conduisent à des frustrations, parce que les gouvernements sont accusés de ne pas avoir été suffisamment fermes, face aux incidents maritimes, aux demandes répétées d'excuses officielles, aux pressions destinées à empêcher de placer les relations avec Taiwan à un niveau supérieur,... Si les questions de politique extérieure ne sont guère déterminants dans les élections japonaises (en 2009, seuls 3% des Japonais avouent en avoir tenu compte), les hommes politiques utilisent les visites au Yasukuni ou la question des kidnappés japonais en Corée du Nord à des fins électorales. Koizumi a joué la carte du Yasukuni pour remporter sa bataille au sein du PLD, s'est enquis de l'état de l'opinion avant chaque visite, et a martelé que le Japon ne devait pas céder face aux pressions chinoises<sup>168</sup>.

A la fin de l'année 2010, 80% des Japonais affirment ne pas avoir confiance dans la Chine, mais la même proportion estime que celle-ci est indispensable au bien-être du Japon. L'opinion sud-coréenne est persuadée que la Chine aura un impact plus important sur l'avenir du pays que les Etats-Unis. La

---

<sup>165</sup> KITAOKA, Shinichi, "A Look Back on the Work of the Joint Japanese-Chinese History Research Committee", *Asia-Pacific Review*, 2010, n°17(1).

<sup>166</sup> COHEN, Paul A. "Remembering and Forgetting national humiliation in twentieth-century China". *Twentieth-Century China*. 2002, n°27(2), GRIES, Peter Hayes. *China's New Nationalism. Pride, Politics and Diplomacy*. Berkeley: University of California Press, 2004, chapitre 3.

<sup>167</sup> SUZUKI, Shogo, "Can Apology serve as a security policy? Responsible Scholarship and breaking the chains of negative history in Sino-Japanese relations", *The Korean Journal of Defense Analysis*, Décembre 2008.

<sup>168</sup> CHEUNG, Mong, "Political Survival and the Yasukuni Controversy in Sino-Japanese Relations", *Pacific Review*, Septembre 2010.

confiance accordée à la Chine est aussi faible que celle qui est accordée au Japon, et l'influence de la Chine dans les relations internationales paraît à peine plus positive que celle du Japon, de nouveau à des niveaux très bas. Personne n'escompte que la Chine prendra le parti de la Corée du Sud en cas de guerre contre le Nord, mais peu de Sud-Coréens anticipent un soutien à la Corée du Nord. Les Etats-Unis se sont inquiétés de la montée en force de l'anti-américanisme sud-coréen dans les années 1980 et au début des années 2000, et de l'indulgence de l'opinion à l'égard de la Corée du Nord. Toutefois, la « réapparition » de la menace nord-coréenne dans les années 2008-2010 a provoqué un déclin rapide du sentiment anti-américain<sup>169</sup>. Un faible pourcentage des Taïwanais seulement est favorable à une unification immédiate, et une très grande majorité s'y oppose. Plus 50% de la population se considère taïwanaise, et 40% se déclarent de double identité. Mais les questions identitaires semblent désormais compter moins que le souhait d'éviter tout conflit avec la Chine et que l'état de l'économie. Les jeunes ne sont pas pressés de se prononcer sur l'indépendance et préfèrent massivement une solution diplomatique ; ils sont surtout préoccupés par leur situation individuelle, goûtent à la démocratie, sont fiers d'être taïwanais tout en connaissant très bien le mandarin<sup>170</sup>. L'image des touristes chinois est très négative, et nombre de Taïwanais craignent la dépendance économique à l'égard de la Chine.

Les partis japonais sont divisés. Le PLD est plus centré sur les Etats-Unis et le PDJ sur les Nations unies. Le PDJ est uni sur l'intégration régionale, divisé sur l'alliance avec les Etats-Unis. Les relations avec la Chine, sont souvent clivantes. Les relais traditionnels de la politique chinoise ont longtemps été le Parti socialiste, la faction Tanaka du PLD, et le Komeito. Les deux premiers sont aujourd'hui en déclin, et la base pour la politique d'engagement est désormais étroite. La faction Hashimoto, héritière de la faction Tanaka, est moins portée sur la Chine et est affaiblie, surtout après l'accession au pouvoir de Koizumi. S'efface la génération qui avait une vision nostalgique et

---

<sup>169</sup> JUNG, Heon Joo, "The Rise and Fall of Anti-American Sentiment in South Korea. Deconstructing Hegemonic Ideas and Threat Perception", *Asian Survey*, Septembre-octobre 2010.

<sup>170</sup> RIGGER, Shelley, "Taiwan's Rising Rationalism. Generations, Politics and "Taiwan Nationalism"", East-West Center (Washington), 2006

romantique de la Chine, et l'impression de porter une mission à son égard. Si Fukuda Yasuo, devenu Premier ministre en septembre 2007, était suspect de sympathies pour la Chine parce que son père avait signé en 1978 le Traité d'amitié et de coopération avec la Chine, il n'a pas vraiment marqué un tournant dans les orientations de la politique extérieure japonaise. Au PLD, les pragmatistes sont débordés par tous ceux qui ne veulent pas céder sur la question de l'histoire, critiquent le régime totalitaire chinois en vantant la démocratie taïwanaise, et souhaitent un renforcement militaire du Japon, et pour certains, l'accès à l'arme nucléaire. Ils critiquent le profil bas de la diplomatie japonaise à l'égard de la Chine<sup>171</sup>. Il existe un lobby taiwanais au sein du PLD, dont certains membres souhaitent une reconnaissance de la République de Chine ; un des objectifs de l'ouverture de Hu Jintao à l'égard des Premiers ministres japonais dans les années 2006-2008 était d'affaiblir ce lobby. Les membres du PLD favorables à Taiwan sont des hommes assez jeunes, qui ont depuis plusieurs années établi des liens avec le personnel politique taïwanais. Ils estiment qu'il est plus facile de faire des affaires à Taiwan que sur le continent et qu'il n'y a pas de sentiments hostiles à l'égard des Japonais. Koizumi a poussé à l'Agence de Défense des jeunes soucieux d'un rôle accru pour les forces armées et très intéressés par la défense anti-missiles, suscitant l'inquiétude de Pékin qui considérait déjà l'Agence comme le bras du lobby militariste<sup>172</sup>.

Jusqu'à la fin des années 1990, le ministère des Affaires étrangères s'était donné pour mission de protéger les relations fragiles avec la Chine des soubresauts de l'opinion publique. S'il commence lui-aussi à s'inquiéter des ambitions chinoises, il est accusé de toujours capituler devant les exigences chinoises et a été affaibli par des affaires de corruption. Les anciens ambassadeurs en Chine se sont quant à eux beaucoup dépensés pour que politiciens et bureaucrates privilégient une politique d'engagement. Mais les hautes fonctions au ministère restent tenues par des hommes éduqués aux

---

<sup>171</sup> HUGUES, Christopher W., "Japan's Response to China's Rise: regional engagement, global containment, dangers of collusion", *International Affairs*, 2009, n°85(4), TAKAHASHI, Toshiya, "Japanese Neo-Conservatism: Coping with China and North Korea", *Security Challenges*, Printemps 2010.

<sup>172</sup> MIYAGI, Yukiko, "Foreign policy Making under Koizumi. Norms and Japan's Role in the 2003 Iraq War", *Foreign Policy Analysis*, 2009, n°5(2).

Etats-Unis et ayant servi aux Etats-Unis, et la politique extérieure est moins dépendante des bureaucrates ; depuis Koizumi, elle est d'avantage une dimension du leadership politique des Premiers ministres<sup>173</sup>. Le METI et les milieux d'affaires souhaitent des relations politiques qui ne soient pas trop « froides » pour pouvoir garder des relations économiques « chaudes ». Le Keidanren estime que Taiwan est une question intérieure chinoise, et le METI est sur cette ligne. Les institutions de Défense souhaitent plus de fermeté à l'égard de la Chine. Il y a de moins en moins de voix prochinoises dans le monde académique et dans les médias. La plupart des experts des questions militaires chinoises sont des historiens, et il n'existe pas vraiment de communauté de spécialistes. Un des plus célèbres est Hirashiko Okasaki, qui dirige un think tank conservateur financé avant tout par le secteur privé. Il avance que l'alliance avec les Etats-Unis doit être centrale et qu'une guerre et possible dans laquelle Etats-Unis, Japon et Inde affronteront la Chine.

Le Japon a connu au début des années 2000 un moment néo-conservateur, durant lequel le Japon s'est intégré plus encore dans le système de sécurité des Etats-Unis. Il a inquiété ses voisins asiatiques et a provoqué la Chine. Le Japon s'est retrouvé isolé dans la région<sup>174</sup>. Ses successeurs ont essayé de renouer avec la Chine, à cause des pressions des hommes d'affaires, du Komeito, son partenaire dans la coalition gouvernementale, voire des partis d'opposition. Ils profitèrent des bonnes dispositions de Hu Jintao, qui avait été impliqué durant les années 1980 dans les échanges d'étudiants chinois et japonais, et ayant voyagé au Japon. Hu fut l'architecte principal du rapprochement sino-japonais des années 2006 à 2008 dans le cadre de la consolidation de son pouvoir et parce que le Parti s'était inquiété des débordements antijaponais spontanés<sup>175</sup>.

---

<sup>173</sup> ANNO, Tadashi, "Japanese domestic politics and security cooperation with Australia: the limits of "normalization"", *Australian Journal of International Affairs*, Février 2011.

<sup>174</sup> YANG, Bojiang, "Rethinking Sino-Japanese relations after Koizumi", *The Washington Quarterly*, automne 2006.

<sup>175</sup> KOKUBUN, Ryosei, "The China-Japan Relationship, East Asia Community, and the Dynamics of Trilateral Relations", In: CURTIS, Gerald, KOKUBUN, Ryosei et JISI, Wang (eds.), *Getting the Triangle Straight. Managing China-Japan-US Relations*, New York, Japan Center for International Exchange, 2010, p. 55-59.

Les Américains se sont inquiétés lors de l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate, qui voulait une alliance plus « mature » avec les Etats-Unis, miser plus sur les Nations-Unies, réaffirmer l'identité asiatique du Japon, œuvrer au désarmement nucléaire, limiter les coûts d'une défense qu'il voulait axée avant tout sur la sécurité des citoyens japonais<sup>176</sup>. Le manque de lisibilité de la politique d'Hotayama a provoqué un manque de confiance de Washington, et entretenu l'espoir à Pékin de distendre les relations américano-japonaises. Mais Hatoyama et Kan ont agi dans la continuité de leurs prédécesseurs, et ont pris leurs distances avec un certain nombre de leurs positions initiales<sup>177</sup>. Toutefois, le parti étant constitué de formations très différentes, il est difficile de distinguer une ligne politique.

Les alternances ont été encore plus spectaculaires en Corée du Sud et à Taiwan. En Corée, la présidence de Roh fut l'apogée politique de la génération progressiste, née dans les années 1960, et qui a milité contre le régime autoritaire dans les années 1980. Elle a souhaité trouver des formules nouvelles pour éviter d'être prise passivement dans le jeu des géants qui entourent la Corée du Sud, comme l'avait été la Corée à partir du XIXe siècle. Beaucoup ne voyaient pas dans la Corée du Nord un ennemi, ou dans la Chine une puissance ambitieuse, alors qu'ils avaient dans leur jeunesse critiqué le soutien des Etats-Unis aux régimes militaires et leur responsabilité dans le massacre de Kwangju en 1980. La politique de Lee est en quelque sorte une réaction conservatrice contre la « *Sunshine policy* » et contre les illusions de la « génération 386 ». Mais Lee ne peut se représenter en 2012, et tout le monde ne le soutient pas au GNP. A Taiwan, Ma Ying-jeon est élu en mars 2008 : la coalition bleue est de nouveau au pouvoir, même si Ma a fait campagne en insistant sur l'identité taïwanaise et sur la défense de la souveraineté de Taïwan. L'arrestation de Chen Shui-bian pour corruption à la fin de 2008 et sa condamnation à la prison à vie précipitèrent le déclin du DPP, bien entamé dès 2004, et donc de la principale force pro-indépendance ; toutefois, la faible popularité de Ma et sa politique trop prochinoise et sans retombées économiques immédiates permettent au parti de retrouver des couleurs en vue

---

<sup>176</sup> EASLEY, Leif-Eric & alii, "Electing a New Japanese Security Policy? Examining Foreign Policy Visions within the Democratic Party of Japan", *Asian Policy*, janvier 2010.

<sup>177</sup> HORNUNG, Jeffrey, "With a Left Like This, Who Needs the Right?", Japan Chair Platform, CSIS, 11 février 2011.

des élections de 2012. Le jeu politique est donc complexifié par la contradiction entre l'intégration économique et sociale croissante entre les deux rives du détroit d'une part, et la permanence, voire l'accentuation de l'identité taïwanaise et du refus de l'unification, d'autre part.

Enfin, depuis 1945, les politiques du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan dépendent des Etats-Unis : des cycles électoraux des Etats-Unis, de la personnalité des présidents et des Secrétaires d'Etat qui sont plus ou moins tournés vers l'Asie et le Pacifique, de l'agenda des Administrations et de leurs choix budgétaires, des rivalités bureaucratiques ou entre services à la Défense, de l'état du débat public, ... La Corée du Sud a eu du mal à définir sa politique extérieure en grande partie à cause de l'imprévisibilité de la politique américaine. La pratique des « *coalitions of the willing* » de l'Administration Bush faisait s'interroger sur le sort des alliances traditionnelles. Roh ne comprit pas bien ce tournant et dut faire face aux projets de Rumsfeld de réduire le dispositif militaire américain en Corée. Quelques mois à peine après son élection, fondée sur un discours d'indépendance à l'égard des Etats-Unis, il annonçait un plan de refonte des structures de l'armée sud-coréenne qui correspondait aux nouveaux impératifs fixés par Washington et parlait d'« indépendance coopérative », permettant d'allier indépendance et alliance américano-sudcoréenne robuste. Kim Dae-jung s'est fait humilier par George Bush, qui a voulu rompre avec la politique de Clinton à l'égard de la Corée du Nord. Les relations furent très tendues entre Seoul et Washington, où la Corée du Nord était diabolisée. Les autorités sud-coréennes furent ensuite prises par surprise lorsque la politique de Bush connut une inflexion à la fin de son second mandat, et qu'il accepta, avec réticences, de remplir sa part de l'accord conclu avec Pyongyang<sup>178</sup>. Comme tous les « petits » Etats, Taiwan et la Corée du Sud ont souvent l'impression de disparaître du champ radar de la grande puissance, et d'être des cailloux dans les chaussures des présidents américains occupés au Moyen-Orient ou en phase de rapprochement avec la Chine. Comme d'autres Etats asiatiques, ils discernent des cycles d'engagement et de désengagement des Etats-Unis en Asie : les tensions de 2009-2010 s'inscrivent

---

<sup>178</sup> CHINOY, Mike, *Meltdown. The Inside Story of the North Korean Nuclear Crisis*, New York, St Martin's Press, 2008.

## L'Asie du nord-est face à la montée en puissance de la Chine

dans la volonté de l'Administration Obama de « revenir » en Asie-Pacifique et d'y rester, et de retrouver, dans la région également, le leadership américain.

## CONCLUSION

Après un long siècle de guerre, l'Asie du Nord-est connaît une longue paix depuis la fin des années 1970. Les causes de cette paix commencent à intéresser les chercheurs, qui y testent les théories des relations internationales<sup>179</sup>. Les interdépendances économiques et la soif du bien-être jouent un rôle, et les preuves sont nombreuses d'une séparation de l'économique et du politique. S'il est excessif de parler de culture de paix et de coexistence, même si les chantres de l'« ANSEA Way » n'hésitent pas à le faire, sans toujours distinguer, comme les chantres de la construction européenne, ce qui est la cause et ce qui est la conséquence, la violence interne comme la violence internationale semblent en très net recul. L'hégémonie des Etats-Unis, ou bien leur simple rôle d'« équilibreur externe » est considérée par beaucoup, ouvertement ou tacitement, comme stabilisatrice, même si T.J. Pempel avance qu'il y a désormais en Asie plus de paix, mais qu'elle est moins américaine<sup>180</sup>. Pourtant, les causes potentielles de conflits sont nombreuses : ressentiments « historiques », contestations de territoires et de frontières, Etats divisés, incidents nombreux suivis de mobilisations nationalistes, bipolarité sino-américaine, ....

Mais en fait, chaque système apporte sa part d'ordre : le système sinocentré, dans lequel le statut compte plus que la conquête ; le système westphalien, une fois disparue l'hypocrisie coloniale, qui permet une coexistence pacifique fondée sur le respect de la souveraineté ; l'hégémonie américaine, avec son système d'alliances et de bases ; le rapprochement sino-américain, qui permet de maintenir le dialogue, assure que les Etats-Unis ne chercheront pas à faire disparaître le régime en place à Pékin, et qui permet à la Chine de compter sur les Etats-Unis pour contrôler ses alliés. L'après-guerre froide a donné plus de

---

<sup>179</sup> TONNESSON, Stein « What is it that Best Explains the East Asian Peace since 1979 ? A Call for a Research Agenda », *Asian Perspective*, 2009, n°33(1), KIVIMÄKI, Timo « East Asia's Relative peace – does it exist? What is it? », *The Pacific Review*, Septembre 2010.

<sup>180</sup> PEMPEL, T.J. « More Pax, Less Americana in Asia », *International Relations of the Asia-Pacific*, Septembre 2010.

jeu à ces systèmes, sans les remettre vraiment en cause et sans créer de substitut.

Comment l'Europe peut-elle s'y insérer ? Au pire, elle peut choisir la déférence à l'égard de la Chine et l'isolement. Elle a certes du mal à exporter son modèle à fortes dimensions supranationales dans une Asie post-coloniale, mais elle peut multiplier les partenariats dans un monde bien plus fluide que celui de la guerre froide. Elle peut globaliser son alliance avec les Etats-Unis, à la rencontre des démocraties alliées des Etats-Unis en Asie, si elle peut faire comprendre à la Chine qu'il s'agit d'ancrer des modèles et d'assurer une sécurité commune dont elle profiterait comme elle a profité de l'endiguement de l'Union soviétique par les Etats-Unis, ou bien si elle doit faire face à un bloc continental de dictatures de Minsk à Canton. Elle peut essayer de s'immiscer dans le « G2 » sino-américain, si elle en a l'ambition et les moyens, ou bien elle peut se contenter d'espérer, comme la Corée du Sud et Taiwan, qu'il soit possible d'avoir la prospérité et une paix précaire dans un monde dominé par deux géants qui rivalisent et coopèrent, s'admirent et se méprisent.